96e ANNÉE
VOL. 96

N° 7
955

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 15 février 1964

Quebec, Saturday, February 15, 1964

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such a case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 5177 — 1-52-o

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 5177 — 1-52-o

Lettres patentes

Les Agences Duroy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Paul Perrier, hôtelier, La Prairie, Claude Picard, avocat, 168, Notre-Dame, est, et Armand Becotte, administrateur, 333, rue Craig, est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (« holding »), sous le nom de « Les Agences Duroy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 210, 333, rue Craig, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5393-63 — 1201/47

Ain Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Barbara J. Hopkins, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, Joseph Ain, entrepreneur, et Fay Mletchkovitch, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Ain, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 4728, chemin Circle, Montréal, pour les objets suivants:

Offrir les services de consultation, d'avis et de gérance dans l'administration d'immeubles et le domaine de la construction, sous le nom de

Letters Patent

Les Agences Duroy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Perrier, hotelier, La Prairie, Claude Picard, advocate, 168 Notre-Dame, East, Armand Becotte, administrator, 333 Craig St., East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing as a holding company, under the name of "Les Agences Duroy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at suite 210, 333 Craig St, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5393-63 — 1201/47

Ain Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barbara J. Hopkins, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 1010 St. Catherine Street West, Montreal, Joseph Ain, contractor, and Fay Mletchkovitch, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Ain, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 4728 Circle Road, Montreal, for the following purposes:

To perform consultation, advisory and management services in the real estate administration and construction field, under the name of "Ain

« Ain Enterprises Inc. », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair, 100 actions catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5249-63 — 1197/118

Almur Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Hubert Guay, Jacques-Marie Gaulin, notaires, et Claudette Rioux, secrétaire, célibataire, tous trois de suite 28, 1290 rue St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer, fer-blanc, granite, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou aluminium, sous le nom de « Almur Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4257, Oxford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5468-63 — 1200/59

Amusement Park Restaurants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1963, constituant en corporation: Maurice Dépelteau, industriel, 322, boul. Gouin, est, Montréal, David Dépelteau, ingénieur, 862, Lafayette, Longueuil, et Arsène Dépelteau, rentier, St-Luc, comté de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Amusement Park Restaurants Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 322, boulevard Gouin, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de novembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4959-63 — 1200/60

Anafvincan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en

Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 100 class "A" common shares without nominal or par value, 100 class "B" shares without nominal or par value and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be $4,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5249-63 — 1197/118

Almur Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hubert Guay, Jacques-Marie Gaulin, notaries, and Claudette Rioux, secretary, spinster, all three of suite 28, 1290 St. Denis St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles of aluminum, iron, tin, granite, galvanized metal, sheet-metal and other articles made wholly or partially of metals or aluminum, under the name of "Almur Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4257 Oxford, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5468-63 — 1200/59

Amusement Park Restaurants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Dépelteau, industrialist, 322 Gouin Blvd. East, Montreal, David Dépelteau, engineer, 862 Lafayette, Longueuil, and Arsène Dépelteau, annuitant, St-Luc, county of St. John, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Amusement Park Restaurants Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 322 Gouin Blvd. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4959-63 — 1200/60

Anafvincan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis

corporation: Louis Leonardo, agent d'immeubles, Lawrence Leonardo, gérant, tous deux de 1019, Osborne, Verdun, et Vincent Leonard, surveillant, 1865, rue Sainte-Catherine, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Anafvincan Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay centre, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5546-63 — 1200/125

Association de tir de Baie Comeau
Baie Comeau Rifle Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation sans capital-actions: J. Morley Pope, surintendant, 77, avenue Champlain, Frank Sharp, contremaître, 13, avenue Closse, Joseph-Hervé Duhaime, surveillant, 56, Roberval, Louis E. Ziegler, surintendant, 13, Bouchette, Roland Metcalfe, dessinateur, 65, LeGardeur, Frederic W. Bradley, mécanicien, 7, avenue Closse, et Winston Scott, mécanicien, 26, Vaudreuil, tous sept de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport du tir et de la manipulation des armes à feu, sous le nom de « Association de tir de Baie Comeau — Baie Comeau Rifle Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5357-63 — 1201/20

Assurances Bernard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Bernard, courtier en assurances, Thérèse Durand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Bernard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Louis-P. Bernard, courtier en assurances, et Pierre Dureault, avocat, tous quatre de Farnham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurances, sous le nom de « Assurances Bernard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5540-63 — 1200/88

Leonardo, real estate associate, Lawrence Leonardo, manager, both of 1019 Osborne, Verdun, and Vincent Leonard, supervisor, 1865 Ste-Catherine Street, Apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Anafvincan Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Châteauguay Center, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5546-63 — 1200/125

Association de tir de Baie Comeau
Baie Comeau Rifle Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J. Morley Pope, superintendent, 77 Champlain Ave., Frank Sharp, foreman, 13 Closse Ave., Joseph-Hervé Duhaime, supervisor, 56 Roberval, Louis E. Ziegler, superintendent, 13 Bouchette, Roland Metcalfe, draughtsman, 65 LeGardeur, Frederic W. Bradley, mechanic, 7 Closse Ave., and Winston Scott, mechanic, 26 Vaudreuil, all seven of Baie-Comeau, for the following purposes:

To promote the sport of shooting and the manipulation of firearms, under the name of "Association de tir de Baie Comeau — Baie Comeau Rifle Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5357-63 — 1201/20

Assurances Bernard inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Bernard, insurance broker, Thérèse Durand, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Bernard, and duly authorized by him by these presents, Louis-P. Bernard, insurance broker, and Pierre Dureault, advocate, all four of Farnham, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Assurances Bernard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Farnham, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5540-63 — 1200/88

Austrian Importing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 5789, rue Melling, Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, et Shirlee Simon, secrétaire, fille majeure, 1780, rue Saint-Louis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises faites, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et en marchandises de sport, vêtements et équipement de sport de toutes sortes, incluant appareils de pêche, équipement et fournitures pour ou appartenant ou incidents à la pêche, la chasse, le golf, le ski et tous autres sports et divertissements, merceries, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, produits de tabac, liqueurs gazeuses, confiseries, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Austrian Importing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5351-63 — 1198/124

Austrian Importing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adressky, advocate, 5789 Melling St., Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, and Shirlee Simon, secretary, fille majeure, 1780 St-Louis Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made, in whole or in part, of leather rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in sporting goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, including tackle, equipment and supplies for or pertaining or incidental to fishing, hunting, golf, skiing and all other sports and recreations, haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, tobacco products, soft drinks, confectionery products, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Austrian Importing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5351-63 — 1198/124

Beaudette & Verpaelst inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Ernest Beaudette, entrepreneur, Cécile Côté, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Ernest Beaudette et dûment autorisée par lui aux find des présentes, tous deux de St-Élie-d'Orford, Fernand Verpaelst, entrepreneur, et Yvonne Anctil, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Verpaelst, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de St-Denis-de-Brompton, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Beaudette & Verpaelst inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Élie-d'Orford, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4981-63 — 1200/89

Beaudette & Verpaelst inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Beaudette, contractor, Cécile Côté, housekeeper, wife contractually separate as to propertv of the said Ernest Beaudette and duly authorized by him for these presents, both of St-Élie d'Orford, Fernand Verpaelst, contractor, and Yvonne Anctil, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Fernand Verpaelst, and duly authorized by him for these presents, the latter two of St-Denis-de-Brompton, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Beaudette & Verpaelst inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Élie-d'Orford, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4981-63 — 1200/89

La Belle Madame, école de charme ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Georges H. Garneau, notaire, 8424,

La Belle Madame, école de charme ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges H. Garneau, notary, 8424 Central St., LaSalle,

rue Central, LaSalle, Cecilia Mattice, 351, 5e Avenue, Verdun, et Madeleine Lachance, 5901, avenue Verdun, Verdun, ces deux dernières secrétaires, célibataires majeures, pour les objets suivants:

Enseignement et commerce de ce qui touche à l'esthétique et aux produits de beauté, sous le nom de « La Belle Madame, école de charme ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires de $50 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5325-63 — 1201/22

Cecilia Mattice, 351, 5th Avenue, Verdun, and Madeleine Lachance, 5901 Verdun Ave., Verdun, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business in the teaching of anything which concerns esthetics and beauty products, under the name of "La Belle Madame, école de charme ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of $50 each and into 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 5325-63 — 1201/22

Beneng Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Moses Yelin, avocat, Barbara Garrett, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Anita Dunn, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois de 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de placements, sous le nom de « Beneng Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 974 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588 5246-63 — 1197/123

Beneng Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moses Yelin, advocate, Barbara Garrett, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Anita Dunn, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all three of 1010 St. Catherine St. West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of investment, under the name of "Beneng Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of the par value of $1 each, 974 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 2,500 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5246-63 — 1197/123

Bernard & Fabien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Pierre Fabien, courtier en assurances, 1895, rue St-Louis, St-Laurent, André Fabien, avocat, 128, avenue De Châteauguay, Longueuil, et Madeleine Tessier Lavigne, secrétaire, célibataire, 1616, rue St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Bernard & Fabien inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4090, rue Madison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4660-63 — 1200/126

Bernard & Fabien inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Fabien, insurance broker, 1895 St-Louis St., St-Laurent, André Fabien, advocate, 128 De Châteauguay Ave., Longueuil, and Madeleine Tessier Lavigne, secretary, fille majeure, 1616 St-Hubert, St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Bernard & Fabien inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4090 Madison St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 4660-63 — 1200/126

WM. Blank Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1963, constituant en corporation: Louis Orenstein, C.R., avocat, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 2860, avenue Ekers, et John Michelin, 5715, chemin Hudson, ces ceux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'ccessoires électriques, sous le nom de « WM. Blank Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 novembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5406-63 — 1200/61

WM. Blank Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, Q.C., advocate, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 2860 Ekers Avenue, and John Michelin, 5715 Hudson Road, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in electrical equipment, under the name of "WM. Blank Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 1,500 class "A" preferred shares of $10 each and 1,500 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5406-63 — 1200/61

Gerry Boisvert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, 7521, chemin Mountbatten, Côte-Saint-Luc, Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchley, Hampstead, tous deux avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, avenue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, sous le nom de « Gerry Boisvert Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2885, avenue Barclay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5566-63 — 1200/127

Gerry Boisvert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144 Finchley Road, Hampstead, both advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720 Dupuis Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "Gerry Boisvert Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2885 Barclay Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5566-63 — 1200/127

Boulevard Smoke Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, avocat, 410, Saint-Nicholas, Joseph Drazin, administrateur, 6722, avenue de Vimy, tous deux de Montréal, et John Rae, surintendant, 320, rue Tait, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des magasins de détail et exercer le commerce d'articles et de choses ordinairement transigées par des tabaconistes, sous le nom de « Boulevard Smoke Shop Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Boulevard Smoke Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, advocate, 410 St. Nicholas, Joseph Drazin, executive, 6722 de Vimy Avenue, both of Montreal, and John Rae, superintendent, 320 Tait Street, St-Laurent, for the following purposes:

To operate a retail store or stores and to deal in articles and things commonly dealt in by tobacconist, under the name of "Boulevard Smoke Shop Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5131-63 — 1198/52

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5131-63 — 1198/52

Boutique de suggestions inc.
Suggestions Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean-Charles Ménard, comptable, 5132, Clanranald, Joseph Biron, comptable, 5132, Clanranald, et Jean Normandin, vendeur, 4947, Coolbrook, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de tabac, sous le nom de « Boutique de suggestions inc.— Suggestions Shop Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5592-63 — 1200/91

Boutique de suggestions inc.
Suggestions Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Charles Ménard, accountant, 5132 Clanranald, Joseph Biron, accountant, 5132 Clanranald, and Jean Normandin, salesman, 4947 Coolbrook, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tobacco merchants, under the name of "Boutique de suggestions inc. — Suggestions Shop Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5592-63 — 1200/91

Canadian Adhesives (1963) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1963, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, Guy Ambrose Miller, gérant, Theodore William Martinson, Clifford George Meek, et Colin Richard Chisholm, teneur de livres, tous les cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits adhésifs, sous le nom de « Canadian Adhesives (1963) Limited », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, 800,000 actions privilégiées, première catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées, deuxième catégorie d'une valeur au pair de $0.10 chacune, et le montant du capital avec lequel la compagnie entreprendra ses activités sera de $130,200.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5157-63 — 1201/23

Canadian Adhesives (1963) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, Guy Ambrose Miller, manager, Theodore William Martinson, Clifford George Meek and Colin Richard Chisholm, bookkeepers, all five of Montreal, for the following purposes:

To deal in adhesives of all descriptions, under the name of "Canadian Adhesives (1963) Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal or par value, 800,000 First preferred shares of the par value of $1 each and 20,000 Second preferred shares of the par value of $0.10 each, and the amount of capital with which the company shall carry on business shall be $130,200.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5157-62 — 1201/23

Canadian Linen Supply Co. Inc.
La Cie canadienne de service de linge inc.

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1963, autorisant la fusion de « Central Overall Cleaners & Supply Co. Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9e jour d'octobre 1941, « National Linen Service Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de

Canadian Linen Supply Co. Inc.
La Cie canadienne de service de linge inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Central Overall Cleaners & Supply Co. Inc.", incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 9th day of October, 1941, "National Linen Service Corp.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent

ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18e jour de septembre 1944, « Austin Toilet Service Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 2e jour de décembre 1952, « Madison Linen Supply Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14e jour de février 1942, « Quebec Industrial Towels Ltd. — Les serviettes industrielles de Québec ltée », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 6e jour de mars 1961, « Dorceta Linen Supply Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22e jour d'octobre 1962, et « Canadian Wiper Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22e jour d'avril 1949, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, teinturiers, buandiers et confectionneurs et la fourniture et le service de serviettes, essuie-glace, uniformes, salopettes, tabliers, sarraux, vestons, serviettes de table, nappes et toiles de toutes sortes, sous le nom de « Canadian Linen Supply Co. Inc. — La Cie canadienne de service de linge inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Canadian Linen Supply Co. Inc. — La Cie canadienne de service de linge inc. ».

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 13e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5320-63 — 1201/97

dated the 18th day of September, 1944, "Austin Toilet Service Inc.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 2nd day of December, 1952, "Madison Linen Supply Inc.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 14th day of February, 1942, "Quebec Industrial Towels Ltd. — Les serviettes industrielles de Québec ltée", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 6th day of March, 1961, "Dorceta Linen Supply Inc.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 22nd day of October, 1962, and "Canadian Wiper Corporation", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 22nd day of April, 1949, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, dyers, launderers and outfitters and the supply and servicing of towels, wipers, uniforms, overalls, aprons, smocks, jackets, napkins, tablecloths and linen of all kinds, under the name of "Canadian Linen Supply Co. Inc. — La Cie canadienne de service de linge inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 7,500 common shares of the par value of $10 each.

The name of the new company is "Canadian Linen Supply Co. Inc. — La Cie canadienne de service de ligne inc.".

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5320-63 — 1201/97

Carnaval Kiwanis Saguenay

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Paradis, chef de bureau, 665, Pasteur, Ch.-Henri Harvey, industriel, 200, St-Simon, tous deux de Jonquière, et Hubert Downes, gérant de banque, 251, Racine, Arvida, pour les objets suivants:

Promouvoir les loisirs entre les membres de la corporation, sous le nom de « Carnaval Kiwanis Saguenay ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4343-63 — 1201/24

Carnaval Kiwanis Saguenay

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Paradis, office chief, 665 Pasteur, Ch.-Henri Harvey, industrialist, 200 St-Simon, both of Jonquière, and Hubert Downes, bank manager, 251 Racine, Arvida, for the following purposes:

To promote recreations between the members of the corporation, under the name of "Carnaval Kiwanis Saguenay".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4343-63 — 1201/24

Central Adjustment Bureau Ltd.
Bureau d'ajustement central ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Central Adjustment Bureau Ltd.
Bureau d'ajustement central ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Adrien R. Paquette, 212, rue Bloomfield, Outremont, Pierre Hébert, 146, rue Roy, app. 3, LeMoyne, tous deux avocats, et Francine Thibault, secrétaire, 2404, rue Théodore, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Central Adjustment Bureau Ltd. — Bureau d'ajustement central ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5558-63 — 1201/51

Nap. Charest & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: René C. Alary, 3345, McCarthy, St-Laurent, Jean Gadbois, 3284, avenue Cedar, Westmount, et Luc Parent, 560, avenue Carlyle, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Nap. Charest & fils inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5523-63 — 1200/63

Adrien Chenette ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1963, constituant en corporation: Adrien Chenette, marchand, St-Hyacinthe, Gaston Leroux, gérant, Ste-Madeleine, et Gabriel St-Roch, gérant, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Adrien Chenette ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 10,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 10,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de novembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4791-63 — 1200/128

Chibougamau automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremount, Pierre Hébert, 146 Roy St., Apt. 3, LeMoyne, both advocates, and Francine Thibault, secretary, 2404 Théodore, Montreal, for the following purposes:

To appraise, assess and estimate all kinds of goods, properties and operations, under the name of "Central Adjustment Bureau Ltd. — Bureau d'ajustement central ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5558-63 — 1201/51

Nap. Charest & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René C. Alary, 3345 McCarthy, St-Laurent, Jean Gadbois, 3284, Cedar Ave., Westmount, and Luc Parent, 560 Carlyle Ave., Mount-Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Nap. Charest & fils inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and into 7,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5523-63 — 1200/63

Adrien Chenette ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Chenette, merchant, St. Hyacinthe, Gaston Leroux, manager, Ste-Madeleine, and Gabriel St-Roch, manager, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Adrien Chenette ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 10,000 class "A" shares of a par value of $10 each and 10,000 class "B" shares of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of November, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4791-63 — 1200/128

Chibougamau automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Luc Dumas, courtier en assurance, Robert Lamontagne, notaire, tous deux de boulevard Lévesque, et Georges-Henri Bouchard, comptable, 150 boul. Sacré-Coeur, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vénicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Chibougamau automobile Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Commerciale, Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5511-63 — 1200/64

Chocolats François ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jacques Deom, avocat, Montréal, Yves Carrières, étudiant, 10630, Place l'Acadie, app. 22, Montréal, et Agathe Brousseau, secrétaire, 1312, rue Bélanger, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une confiserie de chocolats ou tous autres produits semblables, sous le nom de « Chocolats François ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5273-63 — 1200/65

Conrad Cliche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Conrad Cliche, artisan, Raymonde Roux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Conrad Cliche, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Victoriaville, et Gilles Martin, commis aux livres, d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en fer, acier, aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Conrad Cliche inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5653-63 — 1201/78

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Dumas, insurance broker, Robert Lamontagne, notary, both of Lévesque Blvd., and Georges-Henri Bouchard, accountant, 150 Sacré-Coeur Blvd., all three of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Chibougamau automobile Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be on Commerciale St., Chibougamau, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5511-63 — 1200/64

Chocolats François ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Deom, advocate, Montreal, Yves Carrières, student, 10630, Place l'Acadie, Apt. 22, Montreal, and Agathe Brousseau, secretary, 1312 Bélanger St., East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business operating as chocolate confectioners ou other similar products, under the name of "Chocolats François ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5273-63 — 1200/65

Conrad Cliche inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Conrad Cliche, artisan, Raymonde Roux, housekeeper, wife separate as to property of the said Conrad Cliche, and duly authorized by him for these presents, both of Victoriaville, and Gilles Martin, book clerk, of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on a business dealing in merchandise and articles in iron, steel, aluminum, enamel ware, tinware, granit, galvanized metal, sheet metal and other articles manufactured totally of partly from metal or wood, under the name of "Conrad Cliche inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5653-63 — 1201/78

Club des policiers inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation sans capital-actions: André Boisvert, 10, rue Fafard, Cap-de-la-Madeleine, Gaston Rocheleau, 2187, rue Lajoie, Jacques Fournier, 1697, rue Lajoie, Caroll Pothier, 2820, Père-Daniel, et Roland Boivin, 1025, rue Mercier, ces quatre derniers de Trois-Rivières, tous cinq constables, pour les objets suivants:

Former un club de chasse et de pêche, sous le nom de « Club des policiers inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5454-63 — 1200/66

Club des policiers inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: André Boisvert, 10 Fafard St., Cap-de-la-Madeleine, Gaston Rocheleau, 2187 Lajoie St., Jacques Fournier, 1697 Lajoie St., Caroll Pothier, 2820 Père-Daniel, and Roland Boivin, 1025 Mercier St., the four latter of Trois-Rivières, all five constables, for the following purposes:

To form a hunting and fishing club, under the name of "Club des policiers inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 5454-63 — 1200/66

La Compagnie d'aménagement métropolitain limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Luc Parent, 560, avenue Carlyle, Mont-Royal, Jean Gadbois, 3284, avenue Cedar, Westmount, et René C. Alary, 3345, McCarthy, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « La Compagnie d'aménagement métropolitain limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5517-63 — 1200/67

La Compagnie d'aménagement métropolitain limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Parent, 560 Carlyle Ave., Mount-Royal, Jean-Gadbois, 3284 Cedar Ave., Westmount, and René C. Alary, 3345 McCarthy, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business in the fields real estate and construction, under the name of "La Compagnie d'aménagement métropolitain limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 5517-63 — 1200/67

Coinex Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: J.-Ernest Granger, industriel, 618, rue St-Jacques, Guy Gervais, avocat, 712, rue Mott, et Marie-Paule Phaneuf, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Phaneuf, 408, rue St-Laurent, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines séparatrices de monnaie, de machines à compter et à envelopper la monnaie et de toutes machines semblables, sous le nom de « Coinex Manufacturing Company Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 800 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Coinex Manufacturing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Ernest Granger, industrialist, 618 St-Jacques St., Guy Gervais, advocate, 712 Mott St., and Marie-Paule Phaneuf, secretary, wife contractually separate as to property of Louis Phaneuf, 408 St-Laurent St., all three of St. John, for the following purposes:

To carry on business dealing in coin separating machines, in machines to count and wrap coins and in all similar machines, under the name of "Coinex Manufacturing Company Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 800 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. John, judicial district of Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5594-63 — 1201/25

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5594-63 — 1201/25

Comité des loisirs St-Alphonse de Granby inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Sauvage, rentier, Adrien Cadieux et Paul-Doris Brodeur, ces deux derniers cultivateurs, tous trois de St-Alphonse-de-Granby, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs St-Alphonse de Granby inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Alphonse-de-Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5536-63 — 1200/129

Comité des loisirs St-Alphonse de Granby inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Sauvage, annuitant, Adrien Cadieux, and Paul-Doris Brodeur, the two latter farmers, all three of St-Alphonse-de-Granby, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Comité des loisirs St-Alphonse de Granby inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at St-Alphonse-de-Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5536-63 — 1200/129

Conseil national de recherches chiropratiques

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Charland, 1880, Desroches, Yvon Ferland, 301, rue St-Jean, et Robert Gagné, 1044, des Érables, tous trois chiropraticiens, de Québec, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes intéressées à la science de la chiropratique, sous le nom de « Conseil national de recherches chiropratiques ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 1055-63 — 1165/59

Conseil national de recherches chiropratiques

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Alphonse Charland, 1880 Desroches, Yvon Ferland, 301 St-John, and Robert Gagné, 1044 Maple Avenue, all three chiropractor, of Quebec, for the following purposes:

To group into an association persons interested in the science of chiropractics, under the name of "Conseil national de recherches chiropratiques".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 1055-63 — 1165/59

Conseil régional d'expansion (Vaudreuil-Soulanges)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Rousseau, hommes d'affaires, Pointe-du-Moulin, Ile Perrot, Robert Layton, ingénieur professionnel, Hudson Heights, Paul-Émile Lefebvre, administrateur, Baie-de-Vaudreuil, Jean-Charles Vallée, commerçant, Dorion, Jean-Gérard Vinet, cultivateur, Anse-de-Vaudreuil, Philias Leroux, cultivateur, Les Cèdres, Victor Langevin, commerçant,

Conseil régional d'expansion (Vaudreuil-Soulanges)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Réal Rousseau, businessman, Pointe-du-Moulin, Ile Perrot, Robert Layton, professional engineer, Hudson Heights, Paul-Émile Lefebvre, administrator, Baie-de-Vaudreuil, Jean-Charles Vallée, trader, Dorion, Jean-Gérard Vinet, farmer, Anse-de-Vaudreuil, Philias Leroux, farmer, Les Cèdres, Victor Langevin, trader, Côteau-du-Lac, Léo-

Côteau-du-Lac, Léopold Pharand, notaire, St-Polycarpe, et Aristide Cousineau, financier et industriel, 40, avenue Springrove, Outremont, pour les objets suivants:

Faire des études relatives à l'aménagement du territoire des comtés municipaux de Vaudreuil et de Soulanges, à l'utilisation du sol, aux ressources agricoles et industrielles, à la population et, d'une façon générale, à toutes les questions concernant le développement économique de ladite région, sous le nom de « Conseil régional d'expansion (Vaudreuil-Soulanges) ».

La corporation pourra acquérir et posséder des biens immobiliers dont les revenus annuels n'excéderont pas la somme de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 1389-63 — 1164/117

pold Pharand, notary, St-Polycarpe, and Aristide Cousineau, financier and industrialist, 40 Springrove Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on studies pertaining to the setting up of the territory in the municipal counties of Vaudreuil and Soulanges, to the use of the ground, to agricultural and industrial resources, to the population, and, in a general way, to all questions concerning the economic development of the said region, under the name of "Conseil régional d'expansion (Vaudreuil-Soulanges)".

The corporation may acquire and hold immoveable property the annual income from which will not excede the sum of $500,000.

The head office of the corporation will be at Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 1389-63 — 1164/117

La Corporation des loisirs St-André inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Samuel Demers, cultivateur journalier, Éphrem Hamel, embouteilleur, Clément Desbiens, boulanger, Jacques Frigon, boulanger, et Émile Grondin, agent d'assurance, tous cinq de La Sarre, pour les objets suivants:

Former et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « La Corporation des loisirs St-André inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5423-63 — 1200/96

La Corporation des loisirs St-André inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Samuel Demers, farmer-labourer, Éphrem Hamel, botter, Clément Desbiens, baker, Jacques Frigon, baker, and Émile Grondin, insurance agent, all five of La Sarre, for the following purposes:

To form and direct a recreational center, under the name of "La Corporation des loisirs St-André inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5423-63 — 1200/96

Crédit général inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1963, constituant en corporation: Rémi Joyal, administrateur, Daniel Joyal, constructeur, tous deux de 223, avenue Querbes, Outremont, et Pierre-André Lamoureux, étudiant, 701, Mont-Royal, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des prêts sur billet ou hypothèque; faire le commerce de biens mobiliers et immobiliers, sous le nom de « Crédit général inc. », avec un capital total de $225,000, divisé en 1,650 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 701, avenue Mont-Royal, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 1176-63 — 1170/110

Crédit général inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rémi Joyal, administrator, Daniel Joyal, builder, both of 223 Querbes Ave., Outremount, and Pierre-André Lamoureux, student, 701, Mount-Royal-East, Montreal, for the following purposes:

To make loans on notes or mortgages; to carry on a business dealing in real estate and immoveables, under the name of "Crédit général inc.", with a total capital stock of $225,000, divided into 1,650 common shares of $100 each and into 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 701 Mount-Royal Ave., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 1176-63 — 1170/110

Cyr Biscuiterie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Melvin Salmon, 5570, avenue Pinedale, Côte-Saint-Luc, Moe Moscovitch, C.R., 1360 ouest, avenue Bernard, #17, Outremont, et Jack L. Greenwood, 644, avenue Lansdowne, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, confiserie, caméras, films et accessoires, livres, revues, cosmétiques, jouets, produits de tabac, sous le nom de « Cyr Biscuiterie Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 3,600 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 4, 1675, Edward Laurin, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588 5309-63 — 1198/56

Cyr Biscuiterie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvin Salmon, 5570 Pinedale Avenue, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, Q.C., 1360 Bernard Avenue West, #17, Outremont, and Jack L. Greenwood, 644 Lansdowne Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To deal in food products, confectionery, cameras, films and accessories, books, magazines, cosmetics, toys, tobacco products, under the name of "Cyr Biscuiterie Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each, 3,600 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 300 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Suite 4, 1675 Edward Laurin, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5309-63 — 1198/56

Decor Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Gilles Paré, administrateur, Micheline Perreault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Paré, tous deux de 2200, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, et Jacques Jolicœur, comptable, 79, des Lilas, est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Decor Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5476-63 — 1200/1

Decor Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Paré, administrator, Micheline Perreault, housekeeper, wife separate as to property of the said Gilles Paré, both of 2200 Ste-Foy, Road Ste-Foy, and Jacques Jolicœur, accountant, 79 des Lilas, East, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Decor Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 5476-63 — 1200/1

Jean Demers (Johnsville) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Françoise Demers, veuve non remariée de Jean Demers, Jules Pépin, tous deux industriels, et Rolland Roy, comptable, tous trois de Gentilly, pour les objets suivants:

Exploiter un abattoir, sous le nom de « Jean Demers (Johnsville) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gentilly, district judiciaire de Nicolet.

Jean Demers (Johnsville) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Françoise Demers, unremarried widow of Jean Demers, Jules Pépin, industrialist, and Rolland Roy, accountant, all three of Gentilly, for the following purposes:

To operate a slaughter-house, under the name of "Jean Demers (Johnsville) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Gentilly, judicial district of Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5586-63 — 1200/130

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 5586-63 — 1200/130

Jean Demers (Pintendre) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Françoise Demers, industriel, veuve non remariée de Jean Demers, Jules Pépin, industriel, et Rolland Roy, comptable, tous trois de Gentilly, pour les objets suivants:

Exploiter un abattoir, sous le nom de « Jean Demers (Pintendre) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gentilly, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5587-63 — 1201/53

Jean Demers (Pintendre) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Françoise Demers, unremarried widow of Jean Demers, Jules Pépin, industrialist, and Rolland Roy, accountant, all three of Gentilly, for the following purposes:

To operate a slaughter-house, under the name of "Jean Demers (Pintendre) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Gentilly, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 5587-63 — 1201/53

Desbiens construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Desbiens, constructeur, 1236, 6e avenue, Pointe-aux-Trembles, René Desgranges, comptable, 5710, 13e avenue, Montréal, et Guy Cliche, menuisier, 1236, 6e avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Desbiens construction ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5469-63 — 1200/131

Desbiens construction ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Desbiens, builder, 1236, 6th Ave., Pointe-aux-Trembles, René Desgranges, accountant, 5710, 13th Ave., Montreal, and Guy Cliche, joiner, 1236, 6th Ave., Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as a building and real estate company, under the name of "Desbiens construction ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 5469-63 — 1200/131

Designers Three Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, 90, avenue Elgin, Valois, Mortimer S. Bistrisky, avocat, 4702, chemin de la Reine Marie, et Claire Wilisky, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 3420, rue Hutchison, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une agence de publicité générale, sous le nom de « Designers Three Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Designers Three Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David A. Schwartz, advocate, 90 Elgin Avenue, Valois, Mortimer S. Bistrisky, advocate, 4702 Queen Mary Road, and Claire Wilisky, secretary, fille majeure usant de ses droits, 3420 Hutchison Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general advertising agency, under the name of "Designers Three Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5433-63 — 1200/132

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5433-63 — 1200/132

Dessau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 décembre 1963, autorisant la fusion de « D & S mécanique inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 mars 1963, « D & S routes et pavages inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 mars 1963, « D & S services municipaux inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 mars 1963, « D & S structure inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 mars 1963, et « Dessau inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 mars 1963, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de gestion et de porte-feuille, sous le nom de « Dessau ltée », avec un capital total de $500,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 49,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Dessau ltée ».

Le siège social de la compagnie sera 400, boul. Labelle, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5672-63 — 1202/77

Dessau ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "D & S mécanique inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent on March 25, 1963, "D & S routes et pavages inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of March 25, 1963, "D & S services municipaux inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of March 25, 1963, "D & S structure inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of March 25, 1963, and "Dessau inc.", incorporated by the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of March 25, 1963, for the following purposes:

To carry on the operations of an administration and holding company, under the name of "Dessau ltée", with a total capital stock of $500,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 49,00 preferred shares of $10 each.

The name of the new company is "Dessau ltée".

The head office of the company will be at 400 Labelle Blvd., Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5672-63 — 1202/77

Devault Auto Parts & Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1963, constituant en corporation: Adolphe Prévost, 1544, rue Viel, Montréal, Paul Trudeau, 174, boul. Marois, Laval-des-Rapides, tous deux avocats, et Jacqueline Poupart, secrétaire, 4405, boul. Gouin, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Devault Auto Parts & Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'octobre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4614-63 — 1192/44

Devault Auto Parts & Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adolphe Prévost, 1544 Viel St., Montreal, Paul Trudeau, 174 Marois Blvd., Laval-des-Rapides, both advocates, and Jacqueline Poupart, secretary, 4405 Gouin Blvd., West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, their parts and accessories and to carry on business as garagemen, under the name of "Devault Auto Parts & Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of October, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4614-64 — 1192/44

Développement Victoriaville inc.
Victoriaville Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean-Noël Godin, industriel, 560, rue Lamarche, St-Jean d'Iberville, Zénaide Bergeron, ménagère, veuve d'Omer Bergeron, 1, rue St-Jacques, et Albert Leduc, agent d'affaires, 8, rue Levasseur, ces deux derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Développement Victoriaville inc.— Victoriaville Development Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 350 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $8,500.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5545-63 — 1201/54

Développement Victoriaville inc.
Victoriaville Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Noël Godin, industrialist, 560 Lamarche St., St-Jean d'Iberville, Zénaide Bergeron, housekeeper, widow of Omer Bergeron, 1 St-Jacques St., and Albert Leduc, business agent, 8 Levasseur St., the latter two of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on a business in the fields of real estate and construction, under the name of "Développement Victoriaville inc.— Victoriaville Development Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal or par value and into 350 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company shall start its operations is $8,500.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5545-63 — 1201/54

Dominion Transport Moving & Storage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Gilles Cadorette, industriel, 215, 45e rue, ouest, Charlesbourg, Claude Cadorette, industriel, 16, Place Bon-Air, Orsainville, et Yvonne Drolet, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Cadorette, 3496, 2e avenue, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Dominion Transport Moving & Storage Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 1825-63 — 1169/120

Dominion Transport Moving & Storage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Cadorette, industrialist, 215, 45th St. West, Charlesbourg, Claude Cadorette, industrialist, 16 Place Bon-Air, Orsainville, and Yvonne Drolet, housewife, wife separate as to property of Joseph Cadorette, 3496, 2nd Ave., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Dominion Transport Moving & Storage Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 1825-63 — 1169/120

Doré Fuel Oil Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Gaétan Chabot, avocat, 99, rue Du Chalet, St-Pierre, Kevin Downs, avocat, 200, rue Des Érables, St-Pierre, et Jeannine Noël, sténo-dactylo, fille majeure, 401, rue St-Jacques, St-Pierre, pour les objets suivants:

Commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Doré Fuel Oil Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5453-63 — 1200/133

Doré Fuel Oil Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaétan Chabot, advocate, 99 Du Chalet St., St-Pierre, Kevin Downs, advocate, 200 Des Érables St., St-Pierre, and Jeannine Noël, steno-typist, fille majeure, 401 St-Jacques St., St-Pierre, for the following purposes:

To deal in oil, grease, gazoline and all their products and in natural gas, under the name of "Doré Fuel Oil Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Roxboro, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5453-63 — 1200/133

P. E. Drapeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Paul-Émile Drapeau, commerçant, Cécile Breton, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul-Émile Drapeau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux d'Arthabaska, et Estelle Drapeau, ménagère, épouse séparée de biens de Jean-Marie Mathieu, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de tissus et de vêtements, sous le nom de « P. E. Drapeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5652-63 — 1201/79

P. E. Drapeau inc.

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Drapeau, tradesman, Cécile Breton, housekeeper, wife separate as to property of the said Paul-Émile Drapeau, and duly authorized by him for these presents, both of Arthabaska, and Estelle Drapeau, housewife, wife separate as to property of Jean-Marie Mathieu, and duly authorized by him for these presents, of Quebec for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of fabrics and clothing, under the name of "P. E. Drapeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 5652-63 — 1201/79

École Doyon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Mélina Goguen Doyon, veuve, Camille Doyon, tous deux professeurs, et J.-Normand Doyon, surveillant, tous trois de 1835, Maufils, Québec, pour les objets suivants:

Fournir de l'enseignement au public, sous le nom de « École Doyon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1835, Maufils, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5624-63 — 1201/55

École Doyon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mélina Goguen Doyon, widow, Camille Doyon, both professors, and J.-Normand Doyon, superintendent, all three of 1835 Maufils, Quebec, for the following purposes:

To supply teaching to the public, under the name of "École Doyon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1835 Maufils, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

5588 5624-63 — 1201/55

L'édifice Renaissance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Leon Aronoff, administrateur, 460, avenue Morrison, Mont Royal, Avrom Podbere, notaire, 6666, avenue Fielding, Leonard H. Wisse, notaire, 1120, terrasse Elgin, et Janet Samit, secrétaire, célibataire, 2530, avenue Van Horne, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « L'édifice Renaissance inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

L'édifice Renaissance inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leon Aronoff, executive, 460 Morrison Avenue, Mount Royal, Avrom Podbere, notary, 6666 Fielding Avenue, Leonard H. Wisse, notary, 1120 Elgin Terrace, and Janet Samit, secretary, spinster, 2530 Van Horne Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "L'édifice Renaissance inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5602-63 — 1201/81

Entreprises Bonaire inc.
Bonaire Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation: J.-Hubert Malo, industriel, Imelda Malo, secrétaire, tous deux de 7327, des Érables, app. 2, Montréal, et Jean Malo, comptable, 2260, Hameury, Duvernay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Entreprises Bonaire inc.— Bonaire Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7372, des Érables, app. 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4560-63 — 1201/56

Entreprise J.B. inc.
J.B. Enterprise Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e rue, Roxboro, Hervé Bélanger, avocat, 7629, Christophe-Colomb, Montréal, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 5060, boul. Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Entreprise J.B. inc. — J.B. Enterprise Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 154, boul. St-Jean-Baptiste, Châteauguay-Centre, distirct judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5356-63 — 1200/68

Les Entreprises Phibes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Claude Thivierge, avocat, 105, Thackeray, Beaconsfield, Jacqueline Matte, 8390, Drolet, Montréal, et Renée Auger, 534, Trudeau, LaSalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Entre-

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5602-63 — 1201/81

Entreprises Bonaire inc.
Bonaire Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Hubert Malo, industrialist, Imelda Malo, secretary, both of 7327 des Érables, Apt. 2, Montreal, and Jean Malo, accountant, 2260 Hameury, Duvernay, for the following purposes:

To carry on a business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Entreprises Bonaire inc.— Bonaire Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7372 des Érables, Apt. 2, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4560-63 — 1201/56

Entreprise J.B. inc.
J.B. Enterprise Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th St., Roxboro, Hervé Bélanger, advocate, 7629 Christophe-Colomb, Montreal, and Cécile Content, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 5060 Pie IX Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Entreprise J.B. inc. — J.B. Enterprise Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 154 St-Jean-Baptiste Blvd., Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5356-63 — 1200/68

Les Entreprises Phibes inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Thivierge, advocate, 105 Thackeray, Beaconsfield, Jacqueline Matte, 8390 Drolet, Montreal, and Renée Auger, 534 Trudeau, LaSalle, the two latter secretraries, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Les Entre-

prises Phibes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5551-63 — 1200/100

prises Phibes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5551-6 — 210/100

Les Entreprises suisses inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, Hélène Michaud, secrétaire, fille majeure, 803, rue Duluth, est, Gisèle Sauvé, secrétaire, fille majeure, 5451, 12e avenue, et Monique Dupuis, dactylo, fille majeure, 4704, rue Adam, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction, de portefeuille, de placements et de gestion, sous le nom de « Les Entreprises suisses inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4.000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5539-63 — 1201/82

Les Entreprises suisses inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Zigby, advocate, 4339 Wilson St., Hélène Michaud, secretary, fille majeure, 803 Duluth St., East, Gisèle Sauvé, secretary, fille majeure, 5451, 12th Ave., and Monique Dupuis, typist, fille majeure, 4704 Adam St., all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, holding, investment and administrative company, under the name of "Les Entreprises suisses inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at St-John, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5539-63 — 1201/82

Ferronnerie Côté Boivin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Paul Murdock, industriel, 273, du Séminaire, Craig Murdock, entrepreneur, chemin Sydenham, et Antoine Gauthier, comptable agréé, 724, Salazar, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Commerce d'alimentation, de ferronnerie, de quincaillerie et de matériaux de construction, sous le nom de « Ferronnerie Côté Boivin ltée », avec un capital total de $500,000, divisé en 40,000 actions classe « A » de $5 chacune, 20,000 actions classe « B » de $5 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 155, rue Salaberry, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5648-63 — 1201/58

Ferronnerie Côté Boivin ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Murdock, industrialist, 273 du Séminaire, Craig Murdock, contractor, Sydenham Road, and Antoine Gauthier, chartered accountant, 724 Salazar, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in food, iron-ware, hardware and construction materials, under the name of "Ferronnerie Côté Boivin ltée", with a total capital stock of $500,000, divided into 40,000 class "A" shares of $5 each, 20,000 class "B" shares of $5 each and 2,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 155 Salaberry St., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5648-63 — 1201/58

Fibrex (Canada) ltée
Fibrex (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Roger Gosselin, vendeur, Jeannine Cartier, ménagère, épouse dudit Roger Gosselin,

Fibrex (Canada) ltée
Fibrex (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Gosselin, salesman, Jeannine Carrier, housewife, wife of the said Roger Gosselin, and duly au-

et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 11505, rue Rome, Montréal-Nord, et André Rochette, comptable agréé, 6640, rue Viau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, fibres, verre et leurs sous-produits; de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette, parfums, appareils électriques de toutes natures, meubles meublants et effets mobiliers, sous le nom de « Fibrex (Canada) ltée — Fibrex (Canada) Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4181-63 — 1201/27

thorized by him for these presents, both of 11505 Rome St., Montreal-North, and André Rochette, chartered accountant, 6640 Viau St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise made, wholly or partially, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, fibres, glass and their by-products; in small wares, food products, animals, minerals, precious stones, softdrinks, books and periodicals, paint, works of art, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beauty products, toiletries, perfumes, electrical appliances of all kinds, household furnishings and moveables, under the name of "Fibrex (Canada) ltée — Fibrex (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4181-63 — 1201/27

First National Property Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1963, constituant en corporation: David Goodman, 11, Lyncroft, Hampstead, Melvin L. Rothman, 638, Roslyn, Westmount, B. Robert Benson, 5992, Dolbeau, Montréal, Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, tous quatre avocats, Alan Golden, étudiant en droit, 4067, Vendôme, Montréal, Lucie Trudeau, 7175, Christophe-Colomb, Montréal, Yvonne Bélanger, 4650, Madison, Montréal, Sylvia Vineberg, 3455, Côte des Neiges, Montréal, Dorothea Calver, 5610 Decelles, Montréal, et Nessie Borland, 1433, Towers, Montréal, ces cinq dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « First National Property Corporation », avec un capital total de $3,000,000, divisé en 300,000 actions ordinaires de $1 chacune et 27,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5200-63 — 1197/127

First National Property Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Goodman, 11 Lyncroft, Hampstead, Melvin L. Rothman, 638 Roslyn, Westmount, B. Robert Benson, 5992 Dolbeau, Montreal, Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, all four advocates, Alan Golden, law-student, 4067 Vendôme, Montreal, Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, Montreal, Yvonne Bélanger, 4650 Madison, Montreal, Sylvia Vineberg, 3455 Côte des Neiges, Montreal, Dorothea Calver, 5610 Decelles, Montreal, and Nessie Borland, 1433 Towers, Montreal, the latter five secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate, construction and investment, under the name of "First National Property Corporation", with a total capital stock of $3,000,000, divided into 300,000 common shares of $1 each and 27,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5200-63 — 1197/127

Fredan Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Stanley Naimer, administrateur, Reisha Stein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Stanley Naimer, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4949, avenue Ponsard, Montréal, et Chaim Marcovitz, contrôleur, 847, avenue Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, d'immeubles et de construction, sous le nom de

Fredan Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Naimer, executive, Reisha Stein, housewife, wife separate as to property of the said Stanley Naimer, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4949 Ponsard Avenue, Montreal, and Chaim Marcovitz, comptroller, 847 Davaar Avenue, Outremont, for the following purposes:

To act as an investment, real estate and construction company, under the name of "Fredan

« Fredan Holdings Inc. », avec un capital total de $600,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 5,890 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5338-63 — 1199/36

Golick Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, 60, avenue Chesterfield, Westmount, Michael Kevin Smyth, 1861, chemin Canora, Mont Royal, et Michael Dennis, 3300, avenue Ridgewood, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Golick Holdings Limited », avec un capital total de $250,000, divisé en 1,200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune 24,700 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,800 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 436, avenue Algonquin, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5486-63 — 1200/102

Clermont Grenier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Pierrette Trottier, 610, rue Lavigueur, Denise Vachon, 1775, boul. Benoît XV, et Christiane Sengstag, 10, rue McMahon, toutes trois secrétaires, célibataires majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Clermont Grenier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Elzéar, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5608-63 — 1201/26

Hemisphere Investment Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Holdings Inc.", with a total capital stock of $600,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 10,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 5,890 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5338-63 — 1199/36

Golick Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Eric Parsons, 60 Chesterfiled Avenue, Westmount, Michael Kevin Smyth, 1861 Canora Road, Mount Royal, and Michael Dennis, 3300 Ridgewood Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business as a holding and investment company, under the name of "Golick Holdings Limited", with a total capital stock of $250,000, divided into 1,200 common shares of the par value of $1 each, 24,700 class "A"preferred shares of the par value of $10 each and 1,800 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 436 Algonquin Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5486-63 — 1200/102

Clermont Grenier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Trottier, 610 Lavigueur St., Denise Vachon, 1775 Benoît XV Blvd., and Christiane Sengstag, 10 McMahon St., all three secretaries spinsters of the full age of majority of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Clermont Grenier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Elzéar, county of Beauce, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

5588 5608-63 — 1201/26

Hemisphere Investment Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation: William I. Miller, 870, Marlboro Drive, Mont Royal, Marcel Landry, 10 ouest, rue St-Jacques, tous deux avocats, et Andrée Depuis, secrétaire, fille majeure, 4704, rue Adam, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Hemisphere Investment Services Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et 450,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5532-62 — 1200/103

Hochelaga Holding (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Robert Gignac, entrepreneur général, 2065, rue Maisonneuve, Léo Pomerleau, entrepreneur, 10595, boul. St-Michel, et Claude Picard, avocat, 168, Notre-Dame, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (« holding »), sous le nom de « Hochelaga Holding (1963) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2065, rue Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5470-63 — 1201/28

Husco Distributors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1963, constituant en corporation: Julian Gazdik, avocat, 4870, Côte des Neiges, Montréal, Haykazun Sumbulian, étudiant en droit, 4292, rue Dorchester, ouest, Westmount, et Nathalie Hanspiker, secrétaire, célibataire, 5810, rue Louisbourg, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peintures et produits d'icelles, et exercer le commerce d'entrepreneurs peintres, sous le nom de « Husco Distributors Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de novembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 4340-63 — 1201/29

Les Industries Duovitre ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

the Province of Quebec, incorporating: William I. Miller, 870 Marlboro Drive, Mount Royal, Marcel Landry, 10 St. James Street West, both advocates, and Andrée Dupuis, secretary, spinster of the full age of majority, 4704 Adam Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Hemisphere Investment Services Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 450,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5532-63 — 1200/103

Hochelaga Holding (1963) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Gignac, general contractor, 2065 Maisonneuve St., Léo Pomerleau, contractor, 10595 St-Michel Blvd., and Claude Picard, advocate, 168 Notre-Dame East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Hochelaga Holding (1963) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2065 Maisonneuve St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5470-63 — 1201/28

Husco Distributors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julian Gazdik, attorney, 4870 Côte des Neiges, Montreal, Haykazun Sumbulian, student of law, 4292 Dorchester Street West, Westmount, and Nathalie Hanspiker, secretary, spinster, 5810 Louisbourg Street, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in paint and paint products; to carry on the business of painting contractors, under the name of "Husco Distributors Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of November, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 4340-63 — 1201/29

Les Industries Duovitre ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Yvon Leduc, industriel, Claire Moreau, ménagère, épouse dudit Yvon Leduc, tous deux de 598, Delisle, Chicoutimi-Nord, et Philippe Tremblay, vendeur, 51, boul. St-Jean-Baptiste, Rivière-du-Moulin, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du verre et de tous les produits et sous-produits du verre, sous le nom de « Les Industries Duovitre ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 467, boulevard Lamarche, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5519-63 — 1200/135

bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Leduc, industrialist, Claire Moreau, housewife, wife of the said Yvon Leduc, both of 598 Delisle, Chicoutimi-North, and Philippe Tremblay, salesman, 51 St-Jean-Baptiste Blvd., Rivière-du-Moulin, Chicoutimi, for the following purposes:

The industry and business dealing in glass and all the products and by-products of class, under the name of "Les Industries Duovitre ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 467 Lamarche Blvd., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5519-63 — 1200/135

Jalco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jacques Létourneau, décorateur, 1571, St-Cyrille, ouest, Sillery, Alphonse Daigle, directeur des relations extérieures, 1238, Jean-Dequen, Ste-Foy, et Léonard Savoie, ingénieur professionnel, 3169, Chambord, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard et autres places d'amusement, sous le nom de « Jalco inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5609-63 — 1201/84

Jalco inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Létourneau, decorator, 1571 St-Cyrille, West, Sillery, Alphonse Daigle, director of foreign relations, 1238 Jean-Dequen, Ste-Foy, and Léonard Savoie, professional engineer, 3169 Chambord, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business operating bowling alleys, billiard halls and other places of amusement, under the name of "Jalco inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5609-63 — 1201/84

Larry Karpman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Hilliard Ginsberg, 3459, rue Drummond, Gabriel Glazer, 5850, avenue Souart, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme agents à commission pour manufacturiers de vêtements pour dames, hommes et enfants, et pour compagnies de textiles, sous le nom de « Larry Karpman Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2455, rue Lafortune, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5571-63 — 1200/137

Larry Karpman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hilliard Ginsberg, 3459 Drummond Street, Gabriel Glazer, 5850 Souart Avenue, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To act as agents and commission agents for men's, women's and children's clothing manufacturers and textile companies, under the name of "Larry Karpman Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each,

The head office of the company will be at 2455 Lafortune Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5571-63 — 1200/137

Kaveh Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Rhona Rothman, secrétaire, fille majeure, 7915, côte Saint-Luc, Côte-Saint-Luc, Louis H. Rohrlick, C.R., 4300 avenue Western, et Benjamin J. Greenberg, 4211, Grand Boulevard, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurant, sous le de « Kaveh Co. Ltd. », avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5535-63 — 1201/30

Kaveh Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rhona Rothman, secretary, spinster of the legal age of majority, 7915 Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, Louis H. Rohrlick, Q.C., 4300 Western Avenue, Westmount, and Benjamin J. Greenberg, 4211 Grand Boulevard, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Kaveh Co. Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 500 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5535-63 — 1201/30

Koby Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Murray Lapin, conseil en loi de la Reine, 167 chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, 2950, chemin Bedford, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Koby Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 437, avenue Springfield, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5466-63 — 1200/138

Koby Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, 2950 Bedford Road, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Koby Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 437 Springfield Avenue, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5466-63 — 1200/138

Lachine Shopping Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Samuel Chait, 4, jardins Surrey, Westmount, Harry Aronovitch, 5623, avenue Randall, Côte-Saint-Luc, Nahum Gelber, 4115, rue Jean-Brillant, tous trois avocats, et John Hamilton, fils, commis, 6266, avenue N.D.G., ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Lachine Shopping Centre Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2929, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Lachine Shopping Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant Street, all three advocates, and John Hamilton Jr., clerk, 6266 N.D.G. Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Lachine Shopping Centre Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 2929 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5575-63 — 1201/31

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5575-63 — 1201/31

Lachute Tire & Radiator Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Rémi Legault, Germain Legault, tous deux garagistes, et André Piché, vulcanisateur, tous trois de Lachute, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Lachute Tire & Radiator Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5496-63 — 1201/61

Lachute Tire & Radiator Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rémi Legault, Germain Legault, both garagemen, and André Piché, vulcanizer, all three of Lachute, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on as garagemen, under the name of "Lachute Tire & Radiator Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5496-63 — 1201/61

Laforme électronique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1963, constituant en corporation: André Laforme, électronicien, Françoise Champagne, ménagère, épouse dudit André Laforme, tous deux de 1390, 11e avenue, et Léo-Paul Laforme, électronicien, 1225, 15e rue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Commerce d'accessoires électriques et d'instruments de musique, sous le nom de « Laforme électronique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand' Mère, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5617-63 — 1201/112

Laforme électronique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Laforme, electronician, Françoise Champagne, housekeeper, wife of the said André Laforme, both of 1390, 11th Ave., and Léo-Paul Laforme, electronician, 1225, 15th, St., all three of Grand' Mère, for the following purposes:

To carry on business dealing in electrical and musical instruments, under the name of "Laforme électronique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5617-63 — 1201/112

Noël Laliberté & fils limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Noël Laliberté, épicier, Malartic, R.-Gérard Nadeau, comptable, Val-d'Or, et Armand Gilbert, notaire, Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce de super-marché, sous le nom de « Noël Laliberté & fils limitée », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Noël Laliberté & fils limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Noël Laliberté, grocer, Malartic, R.-Gérard Nadeau, accountant, Val-d'Or, and Armand Gilbert, notary, Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business dealing in all types of articles and merchandise usually sold in a supermarket, under the name of "Noël Laliberté & fils limitée", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Malartic, judicial district of Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5482-63 — 1200/71

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5482-63 — 1200/71

Roger Lalonde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Roger Lalonde, épicier boucher, 2155, Jeanne-d'Arc, app. 1, Montréal, André Michaud, avocat, 855, Dunlop, Outremont, et Jacques Lévesque, avocat, 51, Aberdeen, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers bouchers, sous le nom de « Roger Lalonde inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5527-63 — 1200/73

Roger Lalonde inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Lalonde, grocer-butcher, 2155 Jeanne-d'Arc, Apt. 1, Montreal, André Michaud, advocate, 855 Dunlop, Outremount, and Jacques Lévesque, advocate, 51 Aberdeen, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Roger Lalonde inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5527-63 — 1200/73

Au Lampadaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Hervé Beaudry, machiniste, 5518, 10e avenue, Montréal, Marcel Caron, gérant de bureau, 285, Bord du Lac, Dorval, et Pierre Gaston, avocat, 298, 35e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Au Lampadaire inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5355-63 — 1201/21

Au Lampadaire inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hervé Beaudry, machinist, 5518, 10th Ave., Montreal, Marcel Caron, office manager, 285 Bord du Lac, Dorval, and Pierre Gaston, advocate, 298, 35th Ave., Lachine, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Au Lampadaire inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5355-63 — 1201/21

Laurier Tower Inc.
Tour Laurier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Edward I. Auerback, C.R., 250, avenue Kensington, Mark Edmound Gordon, 36, avenue Roxborough, tous deux avocats, de Westmount, Irving Shapiro, avocat, 4750, avenue Plamondon, et Madeline Ferguson, secrétaire, 1460, avenue McGregor, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Laurier Tower Inc. — Tour Laurier inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $5 chacune et 18,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Laurier Tower Inc.
Tour Laurier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward I. Auerback, Q.C., 250 Kensington Avenue, Mark Edmund Gordon, 36 Roxborough Avenue, both advocates, of Westmount, Irving Shapiro, advocate, 4750 Plamondon Avenue, and Madeline Ferguson, secretary, 1460 McGregor Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To act as holding and investment company, under the name of "Laurier Tower Inc. — Tour Laurier inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 10,000 common shares of $5 each and 18,000 preferred shares of $25 each.

Le siège social de la compagnie sera 310, boulevard Crémazie, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de décembre 1963,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5419-63 — 1200/107

The head office of the company will be at 310 Crémazie Blvd. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5419-6 — 1200/107

Marcel Leduc automobile ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Marcel Leduc, gérant, Noëlla Paquette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Leduc, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 99, McLaren, et Gilles Cauchon, comptable agréé, 4, Bergevin, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Marcel Leduc automobile ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côteau-du-Lac, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5386 63 — 1200/139

Marcel Leduc automobile ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Leduc, manager, Noëlla Paquette, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Leduc, and duly authorized by him for these presents, both of 99 McLaren, and Gilles Cauchon, chartered accountant, 4 Bergevin, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagement, under the name of "Marcel Leduc automobile ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Côteau-du-Lac, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5386-63 — 1200/139

Le Gardeur automobiles ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean-Marie Brassard, avocat, 11778, rue De Tracy, Montréal, Marie-Claire Lefebvre, avocat, 10832, rue Grande-Allée, Montréal, et Jean-Jacques Lefebvre, commerçant, 475, Petite L'Assomption, Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Le Gardeur automobiles ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 83, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5518-63 — 1200/69

Le Gardeur automobiles ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Brassard, advocate, 11778 De Tracy St., Montreal, Marie-Claire Lefebvre, advocate, 10832 Grande-Allée St., Montreal, and Jean-Jacques Lefebvre, trader, 475 Petite L'Assomption, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Le Gardeur automobiles ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 83 Notre-Dame St., Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5518-63 — 1200/69

La Ligue des citoyens unis de Joliette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Morissette, assistant-gérant, Rosaire Tessier, contremaître, et J.-Baptiste Gauthier, contremaître, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

La Ligue des citoyens unis de Joliette inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Morissette, assistant-manager, Rosaire Tessier, foreman, and J.-Baptiste Gauthier, foreman, all three of Joliette, for the following purposes:

Grouper en association les propriétaires et locataires de résidences en la cité de Joliette, sous le nom de « La Ligue des citoyens unis de Joliette inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5497-63 — 1200/108

To group together into an association the proprietors and tenants of residences in the city of Joliette, under the name of "La Ligue des citoyens unis de Joliette inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5497-63 — 1200/108

Linda Originals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Gregory Charlap, 2990, avenue Soissons, Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, tous deux avocats, de Montréal, et Max Slapack, avocat et conseil en loi de la Reine, 5562, rue Glencrest, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour dames, adolescents et enfants, sous le nom de « Linda Originals Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue Ontario, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5474-63 — 1200/140

Linda Originals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gregory Charlap, 2990 Soissons Avenue, Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Avenue, both advocates, of Montreal, and Max Slapack, advocate and Queen's Counsel, 5562 Glencrest Street, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in ladies', teen-agers' and children's wearing apparel, under the name of "Linda Originals Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5474-63 — 1200/140

Litho Gly Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Lionel Nadeau, imprimeur, St-Georges-Ouest, Robert Cliche, avocat, St-Joseph, et Paul Laflamme, avocat, 11, rue Fraser, Lévis, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, graveurs, relieurs, lithographes, éditeurs, publicistes et tous autres commerces semblables, sous le nom de « Litho Gly Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges-Ouest, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5460-63 — 1200/109

Litho Gly Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Nadeau, printer, St-Georges-West, Robert Cliche, advocate, St-Joseph, and Paul Laflamme, advocate, 11 Fraser St., Levis, for the following purposes:

To carry on business as printers, engravers, book-binders, lithographers, editors, publicists and in all other similar trades, under the name of "Litho Gly Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Georges-West, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5460-63 — 1200/109

E & M Lobel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en

E & M Lobel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of Province of Quebec, incorporating: Moses Yelin,

corporation: Moses Yelin, C.R., Maynard B. Golt, avocats, Barbara Garrett, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Anne Goldenberg, fille majeure, usant de ses droits, ces deux dernières secrétaires, tous quatre de chambre 804, 1010, rue Sainte-Catherine, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine du placement, sous le nom de « E & M Lobel Inc. », avec un capital total de $390,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5610-63 — 1201/1

Long Lake Canteen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Philip Fulford Foran, Aylmer Road, Green Park, Hull, William Francis Hadley, 531, Lakehurst Road, Rockcliffe, Park, Ottawa, Province d'Ontario, tous deux avocats, Cécile Romain, réceptionniste, 119, rue Fontaine, Hull, Anna Gertrude Watters, secrétaire, Orléans, province d'Ontario, toutes deux filles majeures, et Marguerite-Renée Devlin, secrétaire, épouse séparée de biens de Archibald S. Devlin, R.R. No 1, Mayburry Drive, Hull, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, sous le nom de « Long Lake Canteen Ltd. », avec un capital-actions divisé en 250 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera non inférieur à $1,750.

Le siège social de la compagnie sera à Lochaber, comté de Papineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5490-63 — 1200/32

Lun Hong Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, 7783, rue DeMarillac, Montréal, Anita Boisvert, 6626, 21e avenue, Montréal, et Lyse Boulais, 868, rue Mercier, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôtel, restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements, et maisons de pension, sous le nom de « Lun Hong Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Q.C., Maynard B. Golt, advocates, Barbara Garrett, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Anne Goldenberg, fille majeure usant de ses droits, the latter two secretaries, all four of room 804, 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of investment, under the name of "E & M Lobel Inc.", with a total capital stock of $390,100, divided into 100 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5610-63 — 1201/1

Long Lake Canteen Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1963, have been isssue dby the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Fulford Foran, Aylmer Road, Green Park, Hull, William Francis Hadley, 531 Lakehurst Road, Rockcliffe Park, Ottawa, Province of Ontario, both advocates, Cécile Romain, receptionist, 119 Fontaine Street, Hull, Anna Gertrude Watters, secretary, Orleans, Province of Ontario, both spinsters of the full age of majority, and Marguerite-Renée Devlin, secretary, wife separate as to property of Archibald S. Devlin, R.R. No 1, Mayburry Drive, Hull, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Long Lake Canteen Ltd.", with a capital stock divided into 250 common shares without nominal or par value and 1,000 preferred shares of the par value of $5 each, and the amount with which the company shall commence business shall not be less than $1,750.

The head office of the company will be at Lochaber, county of Papineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5490-63 — 1200/32

Lun Hong Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Dansereau, lawyer, 7783 DeMarillac Street, Montreal, Anita Boisvert, 6626, 21st Avenue, Montreal, and Lyse Boulais, 868 Mercier Street, Longueuil, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment room and lodging-house-keepers, under the name of « Lun Hong Restaurant Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 200 preferred shares fo the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5472-63 — 1200/75

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5472-63 — 1200/75

The Luxor Novelty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Lewis D. Batshaw, 4804, chemin de la côte des Neiges, app. 8, Montréal, Gary Moscowitz, 260, Saint-Aubin, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Freda Klug, secrétaire, fille majeure, 7795, Mountain Sights, app. 137, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles, produits et effets de quelque sorte ou genre que ce soit, y compris les articles de nouveauté, sous le nom de « The Luxor Novelty Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 10,000 actions privilégiées, catégorie « A », de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées, catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5611-63 — 1201/2

The Luxor Novelty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lewis D. Batshaw, 4804 côte des Neiges Road, apt. 8, Montreal, Gary Moscowitz, 260 St-Aubin, St-Laurent, both advocates, and Freda Klug, secretary, spinster of the full age of majority, 7795 Mountain Sights, apt. 137, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares, products and merchandise of any kind and nature whatsoever, including novelties, under the name of "The Luxor Novelty Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 10,000 class "A" preferred shares of $1 each and 2,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5611-63 — 1201/2

Mabra Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Melvyn J. Naimer, administrateur, Florence Weiner, ménagère, épouse séparée de biens dudit Melvyn J. Naimer, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 39, chemin Lyncroft, Hampstead, et Chaim Marcovitz, contrôleur, 847, avenue Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Mabra Holdings Inc. », avec un capital total de $800,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 7,890 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5181-63 — 1198/32

Mabra Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvyn J. Naimer, executive, Florence Weiner, housewife, wife separate as to property of the said Melvyn J. Naimer, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 39 Lyncroft Road, Hampstead, and Chaim Marcovitz, comptroller, 847 Davaar Avenue, Outremont, for the following purposes:

To act as investment and holding company, under the name of "Mabra Holdings Inc.", with a total capital stock of $800,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 10,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 7,890 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5181-63 — 1198/32

Manlea Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: David M. Notkin, avocat et conseil en loi de la Reine, 3742, Le Boulevard, West-

Manlea Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David M. Notkin, advocate and Queen's Counsel, 3742 The Boulevard, Westmount, Maurice J. Boxer,

mount, Maurice J. Boxer, avocat, 1411, Carol Crescent, Chomedey, Mary Connor, secrétaire, célibataire, 4924, avenue Rosedale, et Bernard S. Mergler, avocat, 4867, Cumberland, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Manlea Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5502-63 — 1200/77

advocate, 1411 Carol Crescent, Chomedey, Mary Conner, secretary, spinster, 4924 Rosedale Avenue, and Bernard S. Mergler, advocate, 4867 Cumberland, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Manlea Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5502-63 — 1200/77

Marché Domino ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour d'octobre 1963, constituant en corporation: Robert Lamontagne, notaire, 110, boul. Sacré-Coeur, Roland Ouellet, gérant, 188, boul. Lévesque, et Françoise Lamontagne, comptable, 112, boul. Sacré-Coeur, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Marché Domino ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 395, boulevard St-Jude, ouest, Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4230-63 — 1201/3

Marché Domino ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Lamontagne, notary, 110 Sacré-Coeur Blvd., Roland Ouellet, manager, 188 Lévesque Blvd., and Françoise Lamontagne, accountant, 112 Sacré-Coeur Blvd., all three of St-Félicien, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Marché Domino ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 395 St-Jude Blvd. West, Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4230-63 — 1201/3

Marché Superama inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1963, constituant en corporation: Omer Paquette, 45, Val des Bois, Auteuil, Julien Prescott, 6609, rue St-Denis, tous deux marchands, et Antoine Martel, comptable, 5097, Parc de Lotbinière, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Superama inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 368, rue St-Jean-Baptiste, Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'octobre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4348-63 — 1201/45

Marché Superama inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Omer Paquette, 45 Val des Bois, Auteuil, Julien Prescott, 6609 St-Denis St., both merchants, and Antoine Martel, accountant, 5097 Parc de Lotbinière, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Superama inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 368 St-Jean-Baptiste St., Nicolet, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of October, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4348-63 — 1201/45

Margold Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1963, constituant en

Margold Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moses

corporation: Moses Yelin, avocat, Barbara Garrett, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Anita Dunn, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois de 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de placements, sous le nom de « Margold Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 974 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5245-63 — 1197/100

Louis Masse Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Louis Masse, marchand, Monique Garneau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Masse, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-Apollinaire, et Lucien Racine, comptable agréé, 265, 65e Rue, ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Louis Masse Auto Parts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Apollinaire, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5646-63 — 1201/113

Yvan Mercier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Yvan Mercier, entrepreneur électricien, Jacqueline Labbé, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvan Mercier, tous deux de 6130, 6e Avenue, est, et Charles Cimon, avocat, 364, 60e Rue, est, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Yvan Mercier ltée », avec un capital divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $7,500.

Le siège social de la compagnie sera 6130, 6e Avenue, est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5656-63 — 1201/33

Yelin, advocate, Barbara Garrett, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Anita Dunn, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all three of 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and investment, under the name of "Margold Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of the par value of $1 each, 974 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 2,500 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5245-63 — 1197/100

Louis Masse Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Masse, merchant, Monique Garneau, housekeeper, wife separate as to property of the said Louis Masse, and duly authorized by him for these presents, both of St-Apollinaire, and Lucien Racine, chartered accountant, 265, 65th Street, West, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on business as garagemen, under the name of "Louis Masse Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Apollinaire, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5646-63 — 1201/113

Yvan Mercier ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvan Mercier, contractor-electrician, Jacqueline Labbé, housewife, wife contractually separate as to property of the said Yvan Mercier, both of 6130, 6th Avenue, East, and Charles Cimon, advocate, 364, 60th Street, East, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Yvan Mercier ltée", with a capital stock divided into 500 shares of no par or nominal valce and 5,000 preferred shares of $10 each, and the amount with which the company will begin its operations if $7,500.

The head office of the company will be at 6130, 6th Avenue, East, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5656-63 — 1201/33

Metro Cedars Corporation
La Corporation Métro Cèdres

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Kenneth Charles Mackay, 5011, chemin Mira, Montréal, Richard Bennett Holden, 11, avenue Belbourne, Westmount, et Henry Steinberg, 6101, chemin de la Côte-Saint-Luc, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôtel, motel, taverne, auberge, et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Metro Cedars Corporation — La Corporation Métro Cèdres », avec un capital total de $100,000, divisé en 90 actions ordinaires de $100 chacune, 100 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 900 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5641-63 — 1201/114

Metro Cedars Corporation
La Corporation Métro Cèdres

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kenneth Charles Mackay, 5011 Mira Road, Montreal, Richard Bennett Holden, 11 Belbourne Avenue, Westmount, and Henry Steinberg, 6101 Côte St-Luc Road, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, motel, tavern, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Metro Cedars Corporation — La Corporation Métro Cèdres", with a total capital stock of $100,000, divided into 90 common shares of $100 each, 100 class "A" preferred shares of $10 each and 900 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5641-63 — 1201/114

Micho-Mat ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Guy Michaud, 31, Cherbourg, Ste-Foy, Laurent Michaud, 710, 68e rue, Charlesbourg, Robert Michaud, 9, de la Morendière, Beauport, tous trois négociants en gros, et Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Vente et location d'appareils automatiques et d'appareils électriques, sous le nom de « Micho-Mat ltée », avec un capital total de $40,000, 400 actions ordinaires de $50 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5479-63 — 1200/78

Micho-Mat ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Michaud, 31 Cherbourg, Ste-Foy, Laurent Michaud, 710, 68th St., Charlesbourg, Robert Michaud, 9 de la Morendière, Beauport, all three wholesale dealers, and Gaston Michaud, advocate, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, for the following purposes:

The sale and rental of automatic and electric appliances, under the name of "Micho-Mat ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $50 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5479-63 — 1200/78

Éloi Moisan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Éloi Moisan, industriel, Mme Éloi Moisan, ménagère, épouse commune en biens dudit Éloi Moisan, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Clovis Perron, camionneur, tous trois de St-Gilbert, comté de Portneuf, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Éloi Moisan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Gilbert, district judiciaire de Québec.

Éloi Moisan inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Éloi Moisan, industrialist, Mrs. Éloi Moisan, housekeeper, wife common as to property, of the said Éloi Moisan, and duly authorized by him for these presents, and Clovis Perron, trucker, all three of St-Gilbert, county of Portneuf, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, under the name of "Éloi Moisan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Gilbert, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5585-63 — 1200/110

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5585-63 — 1200/110

The Montreal Circle Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Carlo Caprioli, administrateur, 5757, avenue Melling, Côte-Saint-Luc, Jack Shayne, avocat, 5781, avenue Melling, Côte-Saint-Luc, et Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de danse, de quilles et de billards, et autres endroits de distraction et d'agrément, sous le nom de « The Montreal Circle Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5275-63 — 1201/86

The Montreal Circle Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Carlo Caprioli, executive, 5757 Melling Avenue, Côte-St-Luc, Jack Shayne, advocate, 5781 Melling Avenue, Côte-St-Luc, and Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain St., Montreal, for the following purposes:

To operate dance halls, bowling alleys, billiard halls and places of entertainment and amusement, under the name of "The Montreal Circle Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5275-63 — 1201/86

Montreal North Sale & Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Pierrette Moisan, célibataire, 1416, Aird, Claude Quidoz, 5589, Migneault, et Gilles Juteau, 2089, Dézéry, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Montreal North Sale & Construction Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3460, rue Monselet, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5564-63 — 1201/4

Montreal North Sale & Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Moisan, spinster, 1416 Aird, Claude Quidoz, 5589 Migneault, and Gilles Juteau, 2089 Dézéry, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Montreal North Sale & Construction Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3460 Monselet St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5564-63 — 1201/4

Lawrence Myers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jacques Taschereau, notaire, 747, Stuart, Montréal, André Veillette, comptable, 5392, Jules-Fournier, Montréal-Nord, et Paule Vachon, secrétaire, fille majeure, 211, Ste-Anne, Varennes, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Lawrence Myers Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10501, Park George, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Lawrence Myers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Taschereau, notary, 747 Stuart, Montreal, André Veillette, accountant, 5392 Jules-Fournier, Montreal-North, and Paule Vachon, secretary, fille majeure, 211 Ste-Anne, Varennes, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Lawrence Meyers Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10501 Park George, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5531-63 — 1200/111

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5531-63 — 1200/111

G. Nadeau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Georges-Émile Nadeau, 545, 63e rue, est, Charlesbourg, Germain Nadeau, 265, des Chênes, ouest, Québec, tous deux entrepreneurs, et Jean-Louis Morency, comptable, 2776, Valcourt, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « G. Nadeau ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 545, 63e rue, est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5164-63 — 1200/79

G. Nadeau ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Émile Nadeau, 545, 63rd St. East, Charlesbourg, Germain Nadeau, 265 des Chênes West, Quebec, both contractors, and Jean-Louis Morency, accountant, 2776 Valcourt, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "G. Nadeau ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 545, 63rd St. East, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5164-63 — 1200/79

Neijan Custom Tailors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Bernard Trachtenberg, marchand, 5632, avenue Parkhaven, Jack Greenstein, 4804, côte des Neiges, app. 2, tous deux de Montréal, et Henry Nevard, 4377, avenue Westmount, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Neijan Custom Tailors Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5567-63 — 1201/5

Neijan Custom Tailors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Trachtenberg, merchant, 5632 Parkhaven Avenue, Jack Greenstein, 4804 Côte des Neiges, Apt. 2, both of Montreal, and Henry Nevard, 4377 Westmount Avenue, Westmount, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Neijan Custom Tailors Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5567-63 — 1201/5

Nettoyeurs Joli-Tone inc. Joli-Tone Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Léandre Turgeon, nettoyeur, Lucille Sicard, ménagère, épouse dudit Léandre Turgeon, tous deux de 3395, Toupin, St-Laurent, et Marcel Turgeon, avocat, 230, Marie-de-l'Incarnation, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseur, teinturiers et buandiers, sous le nom de « Nettoyeurs

Nettoyeurs Joli-Tone inc. Joli-Tone Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léandre Turgeon, cleaner, Lucille Sicard, housewife, wife of the said Léandre Turgeon, both of 3395 Toupin, St-Laurent, and Marcel Turgeon, advocate, 230 Marie-de-l'Incarnation, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers and laundrymen, under the name o

Joli-Tone inc. — Joli-Tone Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4277, rue Beaubien, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5530-63 — 1200/80

"Nettoyeurs Joli-Tone inc. — Joli-Tone Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4277 Beaubien St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5530-63 — 1200/80

New Bois Franc Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Max Slapack, C.R., 5562, avenue Glencrest, Côte-Saint-Luc, Gregory Charlap, 2990, avenue Soissons, et Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « New Bois Franc Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1717, rue Poirier, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5601-63 —12 01/6

New Bois Franc Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, Q.C., 5562 Glencrest Avenue, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990 Soissons Avenue, and Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business as restaurateurs, under the name of "New Bois Franc Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1717 Poirier Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5601-63 — 1201/6

Pâtisserie Côte-St-Luc inc.
Côte St-Luc Pastry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Alfred Levesque, boulanger et pâtissier, Claire Neveu, ménagère, épouse commune en biens dudit Alfred Levesque, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 147, Louis-Hémon, Rosemère, et Irène Iberlein, commerçante, veuve non remariée de Joseph Gregor, 5283, Hingston, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Pâtisserie Côte-St-Luc inc. — Côte-St-Luc Pastry Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 147, rue Louis-Hémon, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5625-63 — 1201/87

Pâtisserie Côte-St-Luc inc.
Côte St-Luc Pastry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Levesque, baker and pastry-maker, Claire Neveu, housekeeper, wife common as to property of the said Alfred Levesque, and duly authorized by him for these presents, both of 147 Louis-Hémon, Rosemère, and Irène Iberlein, merchant, unremarried widow, of Joseph Gregor, 5283 Hingston, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Pâtisserie Côte-St-Luc inc. — Côte St-Luc Pastry Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 147 Louis-Hémon St., Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5625-63 — 1201/87

Pelican Printing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Élias Homonko, courtier d'assu-

Pelican Printing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Élias Homonko, insurance broker, 5849, 4th Avenue,

rances, 5849, 4e avenue, Bohdan Melnyk, teneur de livres, 5155, 2e avenue, Theodore Cechmistro, 4700, Jeanne-Mance, Zenon Horeczy, 3599, Ste-Famille, et Alexander Sharpajew, 2453, rue Rozel, ces trois derniers imprimeurs, tous les cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimeurs, sous le nom de « Pelican Printing Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4306, avenue de l'Hôtel de Ville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 4491-63 — 1201/7

G. Perron construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Gaston Perron, constructeur, 18, rue Blondel, Hauterive, Gisèle Vigneault, commis de bureau, 89, King George, Kénogami,et Réal Gervais, comptable, 235, Racine, est , Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « G. Perron construction inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siète social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5223-63 — 1200/113

Pic-Mar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Pierre Côté, 920, Holland, Québec, Jean Beauvais, 2250, Brodeur, Sillery, et Robert Truchon, 848, Pierr-Maufay, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Pic-Mar Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 45,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 cahcune.

Le siège social de la compagnie sera 2572, Gregg, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5425-63 — 1200/114

Place d'affaires Simard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Laurent Simard, négociant, 69,

Bohdan Melnyk, book-keeper, 5155, 2nd Avenue, Theodore Cechmistro, 4700 Jeanne-Mance, Zenon Horeczy, 3599 Ste-Famille, and Alexander Sharpajew, 2453 Rozel Street, the latter three printers, all five of Montreal, for the following purposes:

To do business as printers, under the name of "Pelican Printing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4306 City Hall Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 4491-63 — 1201/7

G. Perron construction inc.

Notice is hereby given that unedr Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gas-Perron, builder, 18 Blondel St., Hauterive, Gisèle Vigneault, office clerk, 89 King George, Kénogami, and Réal Gervais, accountant, 235 Racine, East, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "G. Perron construction inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5223-63 — 1200/113

Pic-Mar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Côté, 920 Holland, Quebec, Jean Beauvais, 2250 Brodeur, Sillery, and Robert Truchon, 848 Pierre-Maufay, Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Pic-Mar Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $10 each and 45,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 2572 Gregg, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Sécretary, this 16th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5424-63 — 1200/114

Place d'affaires Simard limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Simard, trader, 69 Auger Blvd., Louis-Georges

boul. Auger, Louis-Georges Simard, garagiste, 480, Bergeron, et Nicol Simard, garagiste, 307, Gauthier, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Place d'affaires Simard limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 69, boulevard Auger, Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5537-63 — 1201/8

Plomberie Goyer inc.
Goyer Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Roland Goyer, entrepreneur plombier, Anne-Marie Goyer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Goyer, et André Goyer, apprenti plombier, tous trois de 938, rue Sud, Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie Goyer inc. — Goyer Plumbing Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune, 4,300 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune, et en 500 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 509, rue Sud, Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5651-63 — 1201/89

Powell Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Peter Robert David MacKell, 1112, terrasse Elgin, Montréal, William Tetley, 112, avenue Cornwall, et Charles A. Phelan, 1780, chemin Dumfries, ces deux derniers de Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Powell Investments Ltd. », avec un capital total de $600,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 59,800 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5383-63 — 1200/83

Simard, garageman, 480 Bergeron, and Nicol Simard, garageman, 307 Gauthier, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Place d'affaires Simard limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 50 common shares of $100 each and 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 69 Auger Blvd., Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5537-63 — 1201/8

Plomberie Goyer inc.
Goyer Plumbing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Goyer, plumber contractor, Anne-Marie Goyer, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Roland Goyer, and André Goyer, plumber apprentice, all three of 938 South St., Cowansville, for the following purposes:

To carry on business in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie Goyer inc. — Goyer Plumbing Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $10 each, 4,300 preferred shares class "A" of $10 each and into 500 preferred shares class "B" of $10 each.

The head office of the company will be at 509 South St., Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5651-63 — 1201/89

Powell Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Peter Robert David MacKell, 1112 Elgin Terrace, Montreal, William Tetley, 112 Cornwall Avenue, and Charles A. Phelan, 1780 Dumfries Road, the latter two of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Powell Investments Ltd.", with a total capital stock of $600,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each, 59,800 First preferred shares of a par value of $10 each and 1,000 Second preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secertary, this 18th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5383-63 — 1200/83

Product-O-Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Germain Carrier, technicien, Gaétan Bisson, soudeur, Raymond Bussières, technicien, et Gervais Doyon, commerçant, tous quatre de St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Product-O-Metal Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5655-63 — 1201/64

Product-O-Metal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Germain Carrier, technician, Gaétan Bisson, welder, Raymond Bussières, technician, and Gervais Doyon, trader, all four of St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles of aluminum, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet-metal and other articles made wholly or partially of metals or wood, under the name of "Product-O-Metal Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Lambert, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5655-63 — 1201/64

Les Propriétés Cyrille Labelle ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Gérard Beaudry, commerçant, Arlette Gagnon, ménagère, épouse dudit Gérard Beaudry, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 315, rue Du Roi, Sorel, et Rémi Geoffrion, avocat, 227, boul. Langlois, Varennes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements et de transport; agir comme entrepreneurs en construction, sous le nom de « Les Propriétés Cyrille Labelle ltée », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 49,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5636-63 — 1201/65

Les Propriétés Cyrille Labelle ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Beaudry, tradesman, Arlette Gagnon, housewife, wife of the said Gérard Beaudry, and duly authorized by him for these presents, both of 315 Du Roi St., Sorel, and Rémi Geoffrion, advocate, 227 Langlois Blvd., Varennes, for the following purposes:

To carry on business as an investment and transportation company; to operate as building contractors, under the name of "Les Propriétés Cyrille Labelle ltée", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 49,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5636-63 — 1201/65

Benoit Proulx & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Benoit Proulx, Gaétan Proulx et Yvon Proulx, industriels, de St-Eustache, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Benoit Proulx & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5572-63 — 1201/36

Benoit Proulx & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benoit Proulx, Gaétan Proulx and Yvon Proulx, industrialist, of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on a business dealing in lumber, under the name of "Benoit Proulx & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5572-63 — 1201/36

Les Publications Midi-Presse inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean Montplaisir, avocat, 10563, boul. St-Michel, Montréal-Nord, Jacques Lamontagne, avocat, 8452, rue St-Urbain, Montréal, et Renald Girard Plouffe, industriel, 12127, rue Joseph-Casavant, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Publications Midi-Presse inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2015, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4290-63 — 1201/37

Les Publications Midi-Presse inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Montplaisir, advocate, 10563 St-Michel Blvd., Montreal-North, Jacques Lamontagne, advocate, 8452 St-Urbain St., Montreal, and Renald Girard Plouffe, industrialist, 12127 Joseph-Casavant St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, paper-makers, lithographers, engravers, book-binders, librarians, type-founders and in other similar trades, under the name of "Les Publications Midi-Presse inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2015 Drummond St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4290-63 — 1201/37

Quebec Steel Products (Industries) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1964, autorisant la fusion de « Harris Steel Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1958, « Quebec Steel Products Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12e jour de septembre 1950, « Quebec Steel Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 19e jour d'août 1946, « Gulf Iron & Metal Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8e jour de mai 1937, « Assh & Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7e jour d'octobre 1944, et « Atlantic Marine Salvage Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26e jour de mai 1950, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de « Quebec Steel Products (Industries) Ltd », avec un capital total de $300,000, divisé en 550 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,450 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Quebec Steel Products (Industries) Ltd. ».

Le siège social de la compagnie sera 45, rue Saint-Joseph, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Quebec Steel Products (Industries) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Harris Steel Corporation", incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 24th day of September, 1958, "Quebec Steel Products Ltd.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 12th day of September, 1950, "Quebec Steel Corporation", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 19th day of August, 1946, "Gulf Iron & Metal Co. Ltd.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 8th day of May, 1937, "Assh & Co. Ltd.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 7th day of October, 1944, and "Atlantic Marine Salvage Corporation", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 26th day of May, 1950, for the following purposes:

To deal in hardware, under the name of "Quebec Steel Products (Industries) Ltd.", with a total capital stock of $300,000, divided into 550 common shares of the par value of $100 each and into 2,450 preferred shares of the par value of $100 each.

The name of the new company is "Quebec Steel Products (Industries) Ltd.".

The head office of the company will be at 45 St. Joseph Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 30-64 — 1201/118

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 30-64 — 1201/118

Quelmec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Marc Jessop, avocat, 2748, boul. Liegeois, Ste-Foy, André Marceau, avocat, 1529, boul. de l'Entente, Québec, et Jean-Claude Dominique, comptable, 646, Père-Grenier, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Quelmec inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 531, rue Prince-Édouard, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5613-63 — 1201/66

Quelmec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Jessop, advocate, 2748 Liegeois Blvd., Ste-Foy, André Marceau, advocate, 1529 de l'Entente, Quebec, and Jean-Claude Dominique, accountant, 646 Père-Grenier, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Quelmec inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 15,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 531 Prince-Édouard, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5613-63 — 1201/66

Reliure classique inc.
Classic Bookbinding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4750, avenue Plamondon, Montréal, Mark Edmund Gordon, 36, avenue Roxborough, Westmount, tous deux avocats, et Madeline Ferguson, secrétaire, 1460, avenue McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de relieurs et imprimeurs, sous le nom de « Reliure classique inc. — Classic Bookbinding Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 595, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5562-63 — 1201/39

Reliure classique inc.
Classic Bookbinding Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Shapiro, 4750 Plamondon Avenue, Montreal, Mark Edmund Gordon, 36 Roxborough Avenue, Westmount, both advocates, and Madeline Ferguson, secretary, 1460 McGregor Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business as bookbinders and printers, under the name of "Reliure classique inc. — Classic Bookbinding Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 595 Pie IX Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5562-63 — 1201/39

John D.F. Rolland Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Adrien R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Pierre Hébert, avocat, 146, rue Roy, app. 3, LeMoyne, et Rolande Vaillancourt, secrétaire, 8515, rue Hochelaga, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « John D.F. Rolland Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

John D.F. Rolland Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremount, Pierre Hébert, advocate 146 Roy St., Apt. 3, LeMoyne, and Rolande Vaillancourt, secretary, 8515, Hochelaga, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "John D.F. Rolland Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5553-63 — 1201/40

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5553-63 — 1201/40

David Rouleau ltée

Avis est donné qu'en vetru de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: David Rouleau, boucher, 6, rue Papineau, St-David, Jean-Louis Morency, comptable, 2776, Valcourt, Ste-Foy, et Bernardin Blanchet, avocat, 180, de Bernières, Québec, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « David Rouleau ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 824, rue Commerciale, St-David, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5330-63 — 1200/117

David Rouleau ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Rouleau, butcher, 6 Papineau St., St-David, Jean-Louis Morency, accountant, 2776 Valcourt, Ste-Foy, and Bernardin Blanchet, advocate, 180 de Bernières, Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "David Rouleau ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 824 Commerciale St., St-David, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5330-63 — 1200/117

St-Hyacinthe automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1963, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, Denise Sauvageau et Hélène Lampron, secrétaires, filles majeures, tous trois de 107, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « St-Hyacinthe automobile inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'octobre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4627-63 — 1200/121

St-Hyacinthe automobile inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, Denise Sauvageau and Hélène Lampron, secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of 107 St. James St. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts and to act as garagemen, under the name of "St-Hyacinthe automobile inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 500 common shares of $100 each and 4,000 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of October, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4627-63 — 1200/121

Sauvé transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Roger Sauvé, 53, rue Crescent, Jean-Claude Charette, 119, rue Poissant, tous deux commerçants, et Gérald Laniel, agent d'assurances, 72, rue Mathias, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Sauvé transport inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Sauvé transport inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Sauvé, 53 Crescent St., Jean-Claude Charette, 119 Poissant St., both traders, and Gérald Laniel, insurance agent, 72 Mathias St., all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Sauvé transport inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, 3,000 preferred class "A" shares of $10 each and 5,000 preferred class "B" shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 89, rue Armand, en la paroisse de St-Timothée, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5452-63 — 1201/41

The head office of the company will be at 89 Armand St., in the parish of St-Timothée, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5452-63 — 1201/41

Service des loisirs Visitation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Herménégilde Paquette, marchand, 1906, boul. Gouin, est, Roger Charlebois, assureur-vie, Jacqueline Gariépy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Charlebois, tous deux de 2077, Étienne-Brûlé, Fernand Lapointe, entrepreneur, 10669, St-Firmin, André Bonneville, gérant, 10487, Cartier, Gilles Lapalme, instituteur, 10385, Taché, Alphonse Filiatreault, entrepreneur, 10654, Hamelin, tous sept de Montréal, Roland Boisvert, instituteur, 8983, 13e avenue, et Léopold Alarie, instituteur, 7878, 12e avenue, ces deux derniers de St-Michel, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Visitation, sous le nom de « Service des loisirs Visitation ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de novembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4342-63 — 1201/11

Service des loisirs Visitation

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Herménégilde Paquette, merchant, 1906 Gouin Blvd., East, Roger Charlebois, life-insurer, Jacqueline Gariépy, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Roger Charlebois, both of 2077 Étienne-Brûlé, Fernand Lapointe, contractor, 10669 St-Firmin, André Bonneville, manager, 10487, Cartier, Gilles Lapalme, teacher, 10385 Taché, Alphonse Filiatreault, contractor, 10654 Hamelin, all seven of Montreal, Roland Boisvert, teacher, 8983, 13th Ave., and Léopold Alarie, teacher, 7878, 12th Avenue, the latter two of St-Michel, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of Visitation, under the name of "Service des loisirs Visitation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of November, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4342-63 — 1201/11

Helen Shapiro Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Moses Yelin, avocat, Barbara Garrett, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Anita Dunn, fille majeure et usant de ses droits, ces deux dernières secrétaires, tous trois de chambre 804, 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises composées, en tout ou en partie, de textiles, métal, plastique, verre, ingrédients chimiques, synthétiques, produits animaux, produits végétaux, produits minéraux, produits de la terre, de la mer et de la forêt, ou leurs sous-produits, sous le nom de « Helen Shapiro Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 45,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5286-63 — 1198/8

Helen Shapiro Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moses Yelin, advocate, Barbara Garrett, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Anita Dunn, fille majeure et usant de ses droits, the latter two secretaries, all three of Room 804, 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise composed, in whole or in part, of textiles, metal, plastic, glass, chemicals, synthetics, animal products, vegetable products, mineral products, land, sea and forest products, or the by-products thereof, under the name of "Helen Shapiro Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 45,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5286-63 — 1198/8

Shepfur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, avocat, 221, Tait, Marcia Shetzen, 2705, Kent, et Claire Legace, 5353, Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, peaux, peaux vertes, cuirs et toutes sortes de tissus se rapportant à iceux, sous le nom de « Shepfur Co. Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5599-63 — 1201/12

Shepfur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude-Armand Sheppard, advocate, 221 Tait, Marcia Shetzen, 2705 Kent, and Claire Legace, 5353 Sherbrooke, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs, skins, hides, leathers and materials of every kind connected therewith, under the name of "Shepfur Co. Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5599-63 — 1201/12

Sher-Lenn Automobile Club Inc.
Club automobile Sher-Lenn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Robert-Claude Girardin, gérant, 505, Vimy Nord, Bertrand-Guy Boisvert, vendeur, 56 est, King, app. 7, et Simone Sharpe, secrétaire, veuve de feu Wilfred T. Sharpe, 1222, rue Kingston, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fournir les services d'urgence aux automobilistes qui deviennent membres du club; voir à donner un avis légal compétent et de l'assistance concernant les problèmes véhiculaires pour ses membres; promouvoir la sécurité des routes et la prévention des accidents dans l'opération de toutes sortes de véhicules, sous le nom de « Sher-Lenn Automobile Club Inc. — Club automobile Sher-Lenn inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 4635-63 — 1199/130

Sher-Lenn Automobile Club Inc.
Club automobile Sher-Lenn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert-Claude Girardin, manager, 505 Vimy North, Bertrand-Guy Boisvert, salesman, 56 King East, apt. 7, and Simone Sharpe, secretary, widow of the late Wilfred T. Sharpe, 1222 Kingston Street, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To provide emergency services to motorists who become members of the club; to arrange for competent legal advice and assistance pertaining to vehicular problems for its members; to promote safety on the highways and the prevention of accidents in the operation of all kinds of vehicles, under the name of "Sher-Lenn Automobile Club Inc.— Club automobile Sher-Lenn inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 4635-63 — 1199/130

Société Frontenac ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Gaëtan Gaudet, industriel, 244, rue St-Charles, Greenfield Park, Jean Provost, comptable agréé, 725, avenue Davaar, Outremont, et Charles E. Poirier, notaire, 4032, Parc Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, pro-

Société Frontenac ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaëtan Gaudet, industrialist, 244 St-Charles St., Greenfield Park, Jean Provost, chartered accountant, 725 Davaar Ave., Outremont, and Charles E. Poirier, notary, 4032 Parc Lafontaine, Montreal, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise made, wholly or partially, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products; in small wares, food products, animals, minerals, precious stones, softdrinks, books and periodicals, paint, works of art, chemical products, products of the

duits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Société Frontenac ltée», avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1780, rue Allard, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5506-63 — 1200/118

land, the sea and the forests, beauty products, toiletries and perfumes, under the name of "Société Frontenac ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of $10 each and 9,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1780 Allard St., Brossard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5506-63 — 1200/118

Société immobilière Aurèle-Daoust, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Aurèle Daoust, éducateur, 6850, boul. l'Assomption, Roger Beaulieu, C.R., avocat, 4125, Blueridge Crescent, et Renée Mignault, secrétaire, fille majeure, 2185 Sauriol, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, sous le nom de « Société immobilière Aurèle-Daoust, inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 950 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5543-63 — 1200/120

Société immobilière Aurèle-Daoust, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aurèle Daoust, educator, 6850 l'Assomption Blvd., Roger Beaulieu, Q.C., advocate, 4125 Blueridge, Crescent, and Renée Mignault, secretary, fille majeure, 2185 Sauriol, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on businesss as a real estate company, under the name of "Société immobilière Aurèle-Daoust, inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 950 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5543-63 — 1200/120

La Société Laurier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Denise Vachon, 1775, boul. Benoît XV, Christiane Sengstag, 10, rue McMahon, et Pierrette Trottier, 610, rue Lavigueur, toutes trois secrétaires, célibataires majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements, sous le nom de « La Société Laurier inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5573-63 — 1201/42

La Société Laurier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denise Vachon, 1775 Benoît XV Blvd., Christiane Sengstag, 10 McMahon St., and Pierrette Trottier, 610 Lavigueur St., all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Quebec, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "La Société Laurier inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5573-63 — 1201/42

Studec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre, 1963, constituant en corporation: Marcel G. Robitaille, C.R., André Fabien, tous deux avocats, de 180, boul. Dorchester, est, Montréal, et Marguerite Day, secrétaire,

Studec ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel G. Robitaille, Q.C., André Fabien, both advocates, of 180 Dorchester Blvd., East, Montreal, and Marguerite Day, secretary, wife separate as to

épouse séparée de biens de Philippe Boulay, 174, boul. Quinn, Longueuil, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseillers dans la conception, la réalisation et la direction de travaux industriels et esthétiques, sous le nom de « Studec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5577-63 — 1201/124

Les suppléments alimentaires Beau Geste inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Raymond Bazinet, administrateur, 5032, Bastien, Pierrefonds, Jean-Guy Bergeron, marchand, 41, Gauthier, Ste-Thérèse, et J.-Philias Lemay, rentier, 1808, Ste-Catherine, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de suppléments alimentaires provenant de sources naturelles, telles que les vitamines, protéines, minéraux, sous le nom de « Les suppléments alimentaires Beau Geste inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 692, rue Jean-Talon, ouest, suite 103, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5659-63 — 1201/43

T.V. Ski-Doo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Adrien R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Pierre Hébert, avocat, 146, rue Roy, app. 3, LeMoyne, et Rolande Vaillancourt, secrétaire, 8515, rue Hochelaga, Montréal, pour les objets suivants:

Faire la réparation et le commerce de toutes sortes de véhicules, sous le nom de « T.V. Ski-Doo Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5552-63 — 1201/15

Table d'hôte incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1963, constituant en corporation: Lise Tremblay, ménagère,

property of Philippe Boulay, 174 Quinn Blvd., Longueuil, for the following purposes:

To carry on as counsellors in the conception, realization and direction of industrial and esthetic work, under the name of "Studec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5577-63 — 1201/124

Les suppléments alimentaires Beau Geste inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Bazinet, administrator, 5032 Bastien, Pierrefonds, Jean-Guy Bergeron, merchant, 41 Gauthier, Ste-Thérèse, and J. Philias Lemay, annuitant, 1808, Ste-Catherine, West, Montreal, for the following purposes:

To carry a business dealing in food supplements derived from natural sources, such as vitamins, proteins, minerals, under the name of "Les suppléments alimentaires Beau Geste inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 692 Jean-Talon St. West, suite 103, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5659-63 — 1201/43

T.V. Ski-Doo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, Pierre Hébert, advocate, 146 Roy St., apt. 3, LeMoyne, and Rolande Vaillancourt, secretary, 8515 Hochelaga St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business repairing and dealing in all types of vehicles, under the name of "T. V. Ski-Doo Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5552-63 — 1201/15

Table d'hôte incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lise Tremblay, housekeeper, fille majeure in use of

fille majeure usant de ses droits, 6263, rue Christophe-Colomb, Jean-Pierre Longtin, garçon de tables, et Jean-Eugène Savard, maître d'hôtel, ces deux derniers de 7563, rue St-Hubert, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Enseignement et commerce de de tout ce qui a rapport à la gastronomie, sous le nom de « Table d'hôte incorporée », avec un capital total de $100,000, divisée en 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5033-63 — 1202/55

her rights, 6263 Christophe-Colomb St., Jean-Pierre Longtin, waiter, and Jean-Eugène Savard, maître-d'hôtel, the latter two of 7563 St-Hubert St., all three of Montreal, for the following purposes:

To teach and to deal in anything pertaining to gastronomy, under the name of "Table d'hôte incorporée", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of a par value of $10 each and into 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Place Ville-Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5033-63 — 1202/55

Tailleurs Artistic inc.
Artistic Tailors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e rue, Roxboro, Hervé Bélanger, avocat, 7629, Christophe-Colomb, Montréal, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 5060, boul. Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Tailleurs Artistic inc. — Artistic Tailors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2480, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5510-63 — 1201/90

Tailleurs Artistic inc.
Artistic Tailors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th St. Roxboro, Hervé Bélanger, advocate, 7629 Christope-Comb, Mont- and Cécile Contant, secretary, fille majeure, and in use of her rights, 5060 Pie IX Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Tailleurs Artistic inc. — Artistic Tailors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2480, Bélanger St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5510-63 — 1201/90

Taverne Dom-N-Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Roméo Lebel, secrétaire, Rollande Laforest, ménagère, épouse dudit Roméo Lebel, tous deux de 10449, rue Parthenais, et Raymond Laforest, architecte, 2680, rue Létourneux, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne Dom-N-Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5312-63 — 1201/91

Taverne Dom-N-Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roméo Lebel, secretary, Rollande Laforest, housekeeper, wife of the said Roméo Lebel, both of 10449, Parthenais, and Raymond Laforest, architects, 2680 Létourneux, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Dom-N-Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5312-63 — 1201/91

Tilam Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, Estelle Brodie, ménagère, épouse séparée de biens dudit Irwin S. Brodie, tous deux de 7521, chemin Mountbatten, Côte-Saint-Luc, Théodore H. Polisuk, avocat, Irma Polisuk, ménagère, épouse séparée de biens dudit Théodore H. Polisuk, tous deux de 144, chemin Finchley, Hampstead, Cyril E. Schwisberg, avocat, 4915, avenue Fulton, Montréal, Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, avenue Dupuis, Montréal, Phyllis Bate, secrétaire, épouse commune en biens de Harvey Bate, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 500, rue Bourbonnais, LaSalle, et Justine Gisbert, ménagère, épouse séparée de biens de J.-Édouard Gilbert, 3712, avenue Lacombe, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de placements, sous le nom de « Tilam Investments Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 50, Place Crémazie, chambre 919, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5241-63 — 1198/11

Tilam Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, Estelle Brodie, housewife, wife separate as to property of the said Irwin S. Brodie, both of 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, advocate, Irma Polisuk, housewife, wife separate as to property of the said Theodore H. Polisuk, both of 144 Finchley Road, Hampstead, Cyril E. Schwisberg, advocate, 4915 Fulton Avenue, Montreal, Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720 Dupuis Avenue, Montreal, Phyllis Bate, secretary, wife common as to property of Harvey Bate, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 500 Bourbonnais Street, LaSalle, and Justine Gilbert, housewife, wife separate as to property of J.-Édouard Gilbert, 3712 Lacombe Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of investment, under the name of "Tilam Investments Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 50 Crémazie Place, Suite 919, Montreal, judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provncial Secretary, this 5th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5241-63 — 1198/11

Garage Tousignant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Benoit Tousignant, garagiste, 47, rue Gaudet, Rock Tousignant, garagiste, et Lucette Dubois, ménagère, épouse commune en biens dudit Rock Tousignant, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 945, rue Brassard, tous trois de Nicolet, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Tousignant inc.», avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 5515-63 — 1201/59

Garage Tousignant inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benoit Tousignant, garageman, 47 Gaudet St., Rock Tousignant, garageman, and Lucette Dubois, housekeeper, wife common as to property of the said Rock Tousignant, and duly authorized by him for these presents, the latter two of 945 Brassard St., all three of Nicolet, for the following purposes:

To operate a business dealing in automobiles, their accessories and parts and to carry on as garagemen, under the name of "Garage Tousignant inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 6,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 5515-63 — 1201/59

Val-Riche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Réal Lorrain, gérant, 284, Dollier, St-Jean, Roland Tremblay, avocat, 460, Champlain, St-Jean, et Jacques Rancourt, avocat, 530, Lamarche, St-Jean, pour les objets suivants:

Val-Riche inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Lorrain, manager, 284 Dollier, St. John, Roland Tremblay, advocate, 460 Champlain, St. John, and Jacques Rancourt, advocate, 530 Lamarche, St. John, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Val-Riche inc.», avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 112, rue St-Jacques, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4222-63 — 1201/16

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Val-Riche inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 112 St. James St., St. John, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4222-63 — 1201/16

Les Vics de Granby incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Lehoux, homme d'affaires, Mont-Plaisant, H.-Omer Dumas, marchand, rue St-André, Granby, Jean-Claude Bédard, homme d'affaires, 332, rue Déragon, Granby, et Philias Richer, propriétaire de station de service, 339, rue Savage, Granby, pour les objets suivants:

Former et diriger un club de hockey, sous le nom de « Les Vics de Granby incorporée »,

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 4526-63 — 1201/17

Les Vics de Granby incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Lehoux, business-man, Mont-Plaisant, H.-Omer Dumas, merchant, St-André St., Granby, Jean-Claude Bédard, businessman, 332 Déragon, Granby, and Philias Richer, owner of a service station, 339 Savage St., Granby, for the following purposes:

To form and direct a hockey club, under the name of "Les Vics de Granby incorporée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 4526-63 — 1201/17

Von Roll Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Bernard Ulrich, administrateur, Raymond Lette, avocat, tous deux de 27, avenue McNider, Jean Biron, avocat, 7142, boulevard Pie IX, et Hélène Gélinas, avocat, fille majeure, 177, chemin Dufferin, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Von Roll Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 4449-63 — 1201/18

Von Roll Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Ulrich, executive, Raymond Lette, lawyer, both of 27 McNider Avenue, Jean Biron, lawyer, 7142 Pie IX Boulevard, and Hélène Gélinas, lawyer, spinster of age, 177 Dufferin Rd., all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Von Roll Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 4449-63 — 1201/18

Winding Diamond Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Alexander Biega, C.R., 105, chemin Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, 6437, blvd Pie IX, Hendrik Kooiman, 8225,

Winding Diamond Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alexander Biega, Q.C., 105 Upper Bellevue Road, Westmount, Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Blvd., Hendrik Kooiman, 8225 Champagneur

avenue Champagneur, tous trois avocats, Olga Biega, secrétaire, épouse séparée de biens de Ben Pope, 3931, rue St-Zotique, tous trois de Montréal, et Louise Morissette, teneuse de livres, fille majeure, 1926, rue Woodlank, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de diamants, pierres précieuses, or, argent et autres articles semblables, sous le nom de « Winding Diamond Corporation Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera chambre 900, 615 ouest, boul. Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5173-63 — 1198/80

Woreli Management Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Montréal, Harold Dermer, avocat, 47, White Pine Dr., Beaconsfield, et Shirley Muggeridge, secrétaire, célibataire, 59, rue Orchard, LaSalle pour les objets suivants:

Exercer le commerce de conseillers de finance d'industrie et de gestion, sous le nom de « Woreli Management Company », avec un capital total de $6,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 615, boulevard Dorchester, ouest, chambre 630, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5630-63 — 1201/129

Zakuta Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Anita Dunn, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Harry Zakuta, entrepreneur, Kaile Ain, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Zakuta, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 4724, chemin Circle, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Offrir les services de consultation, d'avis et de gérance dans l'administration d'immeubles et le domaine de la construction, sous le nom de « Zakuta Enterprises Inc. », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair, 100 actions catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $4,000.

Avenue, all three advocates, Olga Biega, secretary, wife separate as to property of Ben Pope, 3931 St-Zotique Street, all three of Montreal, and Louise Morissette, book-keeper, spinster of the full age of majority, 1926 Woodland Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in diamonds, precious stones, gold, silver and other similar articles, under the name of "Winding Diamond Corporation Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of the par value of $100 each and 500 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Room 900, 615 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5173-63 — 1198/80

Woreli Management Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Rd., Montreal, Harold Dermer, advocate, 47 White Pine Dr., Beaconsfield, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster, 59 Orchard St., LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of financial, industrial and management consultants, under the name of "Woreli Management Company", with a total capital stock of $6,000, divided into 500 common shares of the par value of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 500 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 615 Dorchester Boulevard West, Suite 630, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5630-63 — 1201/129

Zakuta Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Anita Dunn, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 1010 St. Catherine Street West, Harry Zakuta, contractor, Kaile Ain, housewife, wife separate as to property of the said Harry Zakuta, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 4724 Circle Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To perform consultation, advisory and management services in the real estate administration and construction field, under the name of "Zakuta Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 100 class "A" common shares without nominal or par value, 100 class "B" shares without nominal or par value and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be $4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 5248-63 — 1198/14

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 5248-63 — 1198/14

Lettres patentes supplémentaires

Canon construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 juillet 1963, à la compagnie « Robert Lévesque Co. Ltd.— Robert Lévesque cie ltée », constituée par lettres patentes en date du 10 juillet 1959, changeant son nom en celui de « Canon construction inc.».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 14116-59 — 1202/74

Déziel & Dubois Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 décembre 1963, à la compagnie « Déziel et Bourque ltée », constituée par lettres patentes en date du 4 avril 1962, changeant son nom en celui de « Déziel & Dubois Ltd.».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 11433-62 — 1199/58

Empire Electroplating Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 janvier 1964 à la compagnie « Empire Electroplating Works Ltd.», 1° étendant ses pouvoirs; 2° subdivisant ses 200 actions ordinaires de $100 chacune en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune; 3° augmentant son capital de $20,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 7,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 2213-45 — 1202/21

Harvine Industries Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 janvier 1964, à la compagnie « Harvine Sportswear Ltd. », constituée

Supplementary Letters Patent

Canon construction inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Robert Lévesque Co. Ltd.— Robert Lévesque cie ltée", incorporated by letters patent dated July 10, 1959, changing its name to "Canon construction inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

5588 14116-59 — 1202/74

Déziel & Dubois Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Déziel et Bourque ltée", incorporated by letters patent dated the 4th day of April, 1962, changing its name to that of "Déziel & Dubois Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 11433-62 — 1199/58

Empire Electroplating Works Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Empire Electroplating Works Ltd.", 1. extending its powers; 2. subdividing its 200 common shares of $100 each into 2,000 common shares of $10 each; 3. increasing its capital from $20,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 1,000 common shares of $10 each and into 7,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 2213-45 — 1202/21

Harvine Industries Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Harvine Sportswear Ltd.", incorporated by

par lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1945, 1° changeant son nom en celui de « Harvine Industries Corporation »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 6444-45 — 1201/130

Husk-Air Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 janvier 1964, à la compagnie « Oscar Barma inc. », constituée par lettres patentes en date du 5 septembre 1963, changeant son nom en celui de « Husk-Air Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 3804-63 — 1202/37

I. C. Burners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 janvier 1964, à la compagnie « I. C. I. Burners Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de juin 1962, changeant son nom en celui de « I. C. Burners Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 11964-62 — 1202/72

L'Institut populaire des métiers de l'industrie inc.
Popular Industrial Trade School Institute Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 janvier 1964, à la compagnie « L'Institut populaire des métiers de l'industrie inc. », constituée par lettres patentes en date du 4 décembre 1959, 1° changeant son nom en celui de « L'Institut populaire des métiers de l'industrie inc. — Popular Industrial Trade School Institute Inc. »; 2° convertissant ses 200 actions ordinaires de $100 chacune en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 16027-59 — 1201/131

Laboratoire de cytologie de Montréal inc.
Montreal Cytology Laboratory Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 décembre 1963, à la compagnie « Laboratoire de cytologie de

letters patent dated the 26th day of October, 1945, 1. changing its name to that of "Harvine Industries Corporation"; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 6444-45 — 1201/130

Husk-Air Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Oscar Barma inc.", incorporated by letters patent dated September 5, 1963, changing its name to "Husk-Air Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 3804-63 — 1202/37

I. C. Burners Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "I. C. I. Burners Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of June, 1962, changing its name to that of "I. C. Burners Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 11964-62 — 1202/72

L'Institut populaire des métiers de l'industrie inc.
Popular Industrial Trade School Institute Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L'Institut populaire des métiers de l'industrie inc.", incorporated by letters patent dated December 4, 1959, 1. changing its name to "L'Institut populaire des métiers de l'industrie inc. — Popular Industrial Trade School Institute Inc."; 2. converting its 200 common shares of $100 each into 200 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 16027-59 — 1201/131

Laboratoire de cytologie de Montréal inc.
Montreal Cytology Laboratory Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laboratoire de cytologie de Montréal inc. —

Montréal inc. — Montreal Cytology Laboratory Inc. », 1° abrogeant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° réduisant son capital de $30,000 à $20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $20,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 80,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 12585-62 — 1201/132

Librairie Hachette (Canada) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaire, en date du 30 décembre 1963, à la compagnie « Librairie Hachette (Canada) ltée », augmentant son capital de $20,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,800 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 12448-59 — 1202/22

Memofax Dry Copy Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juin 1963, à la compagnie « Dry Copy Limited », constituée par lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1962, changeant son nom en celui de « Memofax Dry Copy Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 12948-62 — 1202/44

La mode textile ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 décembre 1963, à la compagnie « Mode Fabrics Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de mai 1963, changeant son nom en celui de « La mode textile ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 2180-63 — 1202/46

Motel Provence Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 janvier 1964, à la compagnie « Motel Provence Inc. », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 13874-62 — 1201/133

Montreal Cytology Laboratory Inc.", 1. rescinding certain provisions of its letters patent; 2. reducing its capital stock from $30,000 to $20,000, the cancelled capital stock being divided into 10,000 common shares of $1 each; 3. increasing its capital stock from $20,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 80,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 12585-62 — 1201/132

Librairie Hachette (Canada) ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Librairie Hachette (Canada) ltée, increasing its capital stock from $20,000 to $200,000, the additional share capital being divided into 1,800 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 12448-59 — 1202/22

Memofax Dry Copy Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dry Copy Limited", incorporated by letters patent dated the 12th day of July, 1962, changing its name to that of "Memofax Dry Copy Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 12948-62 — 1202/44

La mode textile ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mode Fabrics Ltd.", incorporated by letters patent dated the 16th day of May, 1963, changing its name to that of "La mode textile ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 2180-63 — 1202/46

Motel Provence Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Motel Provence Inc.", amending certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 13874-62 — 1201/133

Les Placements Janus inc.
Janus Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 décembre 1963, à la compagnie « Reno Construction (1962) inc.», constituée par lettres patentes en date du 20 septembre 1962, 1° changenat son nom en celui de « Les Placements Janus inc.— Janus Investments Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° transférant son siège social de la cité de Ste-Foy à 6655, Côte-des-Neiges, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 13335-62 — 1201/88

Les Placements Janus inc.
Janus Investments Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Reno Construction (1962) inc.", incorporated by letters patent date September 20, 1962, 1. changing its name into that of "Les Placements Janus inc.— Janus Investments Inc."; 2. extending its powers; 3. transferring its head office from the city of Ste-Foy to 6655 Côte-des-Neiges, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 13335-62 — 1201/88

Roll-Up Aluminum Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 décembre 1963, à la compagnie « Roll-Up Aluminum Awnings Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18 juillet 1955, changenat son nom en celui de « Roll-Up Aluminum Co. Ltd.».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 11742-55 — 1202/51

Roll-Up Aluminum Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Roll-Up Aluminum Awnings Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of July, 1955, changing its name to that of "Roll-Up Aluminum Co. Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 11742-55 — 1202/51

Super marché Félix ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 décembre 1963, à la compagnie « Super marché Blais ltée », constituée par lettres patentes en date du 9 janvier 1959, changeant son nom en celui de « Super marché Félix ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 14299-58 — 1202/54

Super marché Félix ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Super marché Blais ltée", incorporated by letters patent dated January 9, 1959, changing its name to "Super marché Félix ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 14299-58 — 1202/54

United Tool Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 décembre 1963, à la compagnie « Kertes Tool Company Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « United Tool Company Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588 16093-61 — 1202/57

United Tool Company Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Kertes Tool Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of December, 1961, changing its name to that of "United Tool Company Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588-o 16093-61 — 1202/57

Vilmont construction ltée
Vilmont Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Vilmont construction ltée
Vilmont Construction Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 janvier 1964, à la compagnie « Foundation Steel Specialties Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 5 janvier 1959, changeant son nom en celui de « Vilmont construction ltée — Vilmont Construction Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5588-o 10047-59 — 1202/87

letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Foundation Steel Specialties Inc.", incorporated by letters patent dated January 5, 1959, changing its name to "Vilmont construction ltée — Vilmont Construction Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5588 10047-59 — 1202/87

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 270

Section « A »

Québec, le 5 février 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Papineau.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Papineau, rendue obligatoire par le décret numéro 140 du 27 février 1952 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 décembre 1963;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 140, soit modifié comme suit:

1° L'article 107 est radié.

2° L'article 111 est remplacé par le suivant:

« 111. *Congé annuel payé:* Tout employé régulier assujetti au présent décret a droit à un congé annuel payé d'une semaine complète sans interruption, soit du dimanche au mardi de la semaine suivante (huit jours).

À titre de rémunération payable pour ce congé, l'employé régulier doit recevoir 2% du salaire gagné depuis le 1er mai de l'année précédente.

La date de la semaine de vacances est fixée après entente entre l'employeur et le salarié.

De plus, quand un salarié a terminé cinq (5) années de services pour le même employeur, la rémunération de vacances à laquelle il a droit est augmentée à 4% du salaire gagné, depuis le début de la sixième année et par la suite. »

3° Le paragraphe « *c* » de l'article 115 est remplacé par le suivant:

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 270

Section "A"

Quebec, February 5, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Papineau.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Papineau, rendered obligatory by the decree number 140 of February 27, 1952 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 7, 1963;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the honourable the Minister of Labour:

THAT, the said decree, number 140, be amended as follows:

1. Article 107 is deleted.

2. Article 111 is replaced by the following:

"111. *Annual vacation with pay:* Every regular employee governed by the decree is entitled to an annual vacation with pay of one complete week, without interruption, from Sunday to Tuesday of the week following (eight days).

Regular employees shall be paid, as vacation pay, 2% of their earnings from May 1st of the preceding year.

The date on which the vacation week shall be taken shall be determined by agreement between the employer and the employee.

Moreover, when an employee has completed five (5) years of services for the same employer, the vacation pay to which he is entitled is increased to 4% of the wages earned, from the beginning of the sixth year and thereafter."

3. Paragraph "c" of article 115 is replaced by the following:

« c) *Apprentis:* *Par semaine*

Premier semestre:
$15.00 plus 25% des recettes excédant $30.00
Deuxième semestre
$20.00 plus 25% des recettes excédant 35.00
Troisième semestre:
$25.00 plus 25% des recettes excédant 40.00
Quatrième semestre:
$30.00 plus 25% des recettes excédant 45.00
Cinquième semestre:
$35.00 plus 25% des recettes excédant 50.00
Sixième semestre:
$40.00 plus 25% des recettes excédant 55.00»

4° L'article 116 est remplacé par le suivant:

« 116. *Durée du travail:*

a) Les heures régulières de travail sont réparties de la façon suivante:

Dans les salons de barbier ou de coiffeur pour hommes

Zone I

La semaine de travail est répartie comme suit:
Lundi: aucun travail.
Mardi: de 8.30 a.m., à 6 p.m.
Mercredi: de 8.30 a.m., à 6 p.m.
Jeudi: de 8.30 a.m., à 6 p.m.
Vendredi: de 8.30 a.m. à 9 p.m.
Samedi: de 8.30 a.m., à 5 p.m.

Certains lundis, toutefois, le travail est permis comme suit:

Le lundi Saint: de 8.30 a.m., à 6 p.m.

Le lundi précédant Noël: de 8.30 a.m. à 9 p.m.

Le lundi précédant le Premier Jour de l'An: de 8.30 a.m. à 6 p.m.

Nonobstant l'horaire de travail précédent les heures de travail sont de 8.30 a.m., à 9 p.m. la veille des jours de fêtes chômées, ainsi que les jours ouvrables compris entre le 19 et le 24 décembre inclusivement.

Exceptions:

i. Dans la ville de Mont-Laurier, le travail se termine à 9 heures p.m. le samedi.

ii. Dans la municipalité de Ste-Adèle, les heures de travail les lundi et mercredi s'établissent comme suit:

Lundi: de 8.30 a.m. à 6 p.m.
Mercredi: de 8.30 a.m. à midi.

iii. Dans la ville de St-François, les heures de travail sont les mêmes que celles de la Zone II.

Zone II

La semaine de travail est répartie comme suit:
Lundi: aucun travail.
Mardi: de 8 a.m. à 8 p.m.
Mercredi: de 8 a.m. à 8 p.m.
Jeudi: de 8 a.m. à 8 p.m.
Vendredi: de 8 a.m. à 10 p.m.
Samedi: de 8 a.m. à 8 p.m.

Certains lundis, toutefois, le travail est permis comme suit:

Le lundi Saint: de 8 a.m. à 8 p.m.

Le lundi précédant Noël: de 8 a.m. à 9 p.m.

Le lundi précédant le Premier Jour de l'An: de 8 a.m. à 8 p.m.

La veille des jours de fêtes chômées ainsi que les jours ouvrables compris entre le 19 et le 24 décembre inclusivement: de 8 a.m. à 9 p.m.

Exception:

Dans tout le territoire du district électoral de Papineau assujetti au décret, le travail peut être prolongé jusqu'à 9 p.m. tous les soirs, sauf le vendredi.

"c) *Apprentices:* *Per week*

1st six months:
$15.00 plus 25% of the receipts exceed- $30.00
ing 2nd six months:
$20.00 plus 25% of the receipts exceeding 35.00
3rd six months:
$25.00 plus 25% of the receipts exceeding 40.00
4th six months:
$30.00 plus 25% of the receipts exceeding 45.00
5th six months:
$35.00 plus 25% of the receipts exceeding 50.00
6th six months:
$40.00 plus 25% of the receipts exceeding 55.00"

4. Article 116 is replaced by the following:

"116. *Duration of work:*

a) The regular working hours are distributed as follows.

In barbers and men's hairdressers parlours

Zone I

The work week shall be distributed as follows:
Monday: No work.
Tuesday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.
Wednesday: 8.30 a.m. to 6:00 p.m.
Thursday: 8:30 a.m. to 6.00 p.m.
Friday. 8:30 to 9:00 p.m.
Saturday: 8:30 a.m. to 5:00 p.m.

On some Mondays however, the hours may be as follows:

On the Monday of the Holy Week: from 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

On the Monday preceding Christmas Day: from 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

On the Monday preceding New Year's Day: from 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Notwithstanding the above hours, the hours of work shall be from 8:30 a.m. to 9:00 p.m. on holiday eves and on working days between December 19, and December 24 inclusively.

Exceptions:

i. In the town of Mont-Laurier, work shall cease at 9:00 p.m. on Saturday.

ii. In the municipalities of Sainte Adèle, the hours of work on Monday and Wednesday shall be as following:

Monday. 8:30 to 6:00 p.m.
Wednesday: 8:30 to 12:00 (noon).

iii. In the town of Saint-François, the hours of work shall be the same as in zone II.

Zone II

The work week shall be distributed as follows:
Monday: No work.
Tuesday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.
Wednesday. 8.00 a.m. to 8:00 p.m.
Thursday. 8.00 a.m. to 8:00 p.m.
Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.
Saturday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

On some Mondays however, the hours may be as follows:

On the Monday of the Holy Week: from 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

On the Monday preceding Christmas Day: from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

On the Monday preceding New Year's Day: from 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

On the eve of holidays and on working days between December 19 and December 24, 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Exception:

In that part of the territorial jurisdiction included in the electoral district of Papineau, hours may be worked until 9:00 p.m. every days except on Friday.

b) N'est pas considéré comme travail supplémentaire ni comme une violation aux heures de travail le temps que prennent les salariés pour l'exécution du travail requis par les clients entrés dans le salon professionnel avant l'expiration de la durée des heures de travail. La durée maximum de tel travail est d'une (1) heure. »

5° Le nouvel article 116-A suivant est ajouté:

« 116-A Dans tous les salons de barbier de la cité de Saint-Jérôme et de la ville de Sainte-Thérèse et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, le congé annuel payé des employés réguliers doit être pris pendant la première ou la deuxième semaine complète du mois d'août, après entente avec leur employeur.

Au cours de cette semaine, aucun travail régi par le décret ne doit être exécuté par les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés assujettis au décret.

Les employeurs, les employeurs professionnels et les artisans visés par le présent article qui choisiront de prendre ce congé avec leurs salariés au cours de la deuxième semaine complète du mois d'août, devront en aviser le Comité paritaire, par écrit, avant le 15 juillet.

Tous les autres employeurs, employeurs professionnels et artisans qui ne se seront pas conformés au paragraphe précédent, devront prendre ledit congé au cours de la première semaine du mois d'août, ainsi que tous leurs salariés. »

6° À l'article 117, les prix minima pour la coupe des cheveux et de la barbe dans les salons de barbier sont remplacés par les suivants:

« *Services des barbiers et coiffeurs pour hommes*

	Zones I	Zones II
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes	$1.15	$0.85
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans	0.70	0.50
Coupe de cheveux en brosse pour adultes	1.25	1.15
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans	0.80	0.65
Barbe	0.90	0.55 »

7° L'article 119, concernant les coiffeurs pour dames, est remplacé par le suivant:

« 119. Les salaires minima sont les suivants:

a) *Employés réguliers qualifiés:* $50.00 par semaine.

b) *Employés surnuméraires:* $1.25 l'heure.

c) *Apprentis:*	*Par semaine*
Premier semestre	$16.00
Deuxième semestre	20.00
Troisième semestre	25.00
Quatrième semestre	30.00
Cinquième semestre	35.00
Sixième semestre	40.00

d) Il est interdit à tout employeur de réduire le salaire d'un salarié recevant plus que les minima ci-essus mentionnés lors de l'entrée en vigueur du présent décret. »

8° Le paragraphe « *a* » de l'article 120 est remplacé par le suivant:

« 120. *a*) Les heures régulières de travail sont réparties de la façon suivante:

Dans les salons de coiffure et de beauté
Zones I et II

Lundi: aucun travail.
Mardi: de 8 a.m. à 6 p.m.
Mercredi: de 8 a.m. à 6 p.m.

b) Time worked by employees when serving customers who entered the professional parlour before the expiration of the duration of working hours shall not be considered as overtime nor as a violation of the working hours. Such work shall not exceed one (1) hour."

5. The following new article 116-A is added:

"116-A In all barber parlours of the city of St. Jérôme and the town of Ste Thérèse and a radius of five (5) miles from their limits, the annual vacation with pay of regular employees shall be taken in the first or second complete week of the month of August, subject to agreement between the employer and the employee.

In the course of that week, no work regulated by the decree shall be executed by the employers, professional employers, artisans and employees governed by the decree.

Employers, professional employers and artisans to which the present article applies and who decide to take the holiday with their employees in the second complete week of August shall notify the Parity Committee, in writing, before July 15.

All other employers, porfessional employers ans artisans who do not avail themselves of the provisions of the foregoing paragraph shall, together with the employees, take the said holiday in the first week of August."

6. In article 117, the minimum prices for haircut and shave in barber parlours are replaced by the following:

"*Services of barbers and men's hairdressers*

	Zones I	Zones II
Haircut: adults, male or female	$1.15	$0.85
Haircut: children under 14 years of age	0.70	0.50
Brushcut: adults	1.25	1.15
Brushcut: children under 14 years of age	0.80	0.65
Shave	0.90	0.55"

7. Article 119, concerning ladies' hairdressers, is replaced by the following:

"119. The minimum wages are as follows:

a) *Qualified regular employees:* $50.00 per week.

b) *Occasional employees:* $1.25 per hour.

c) *Apprentices.*	*per week*
1st six months	$16.00
2nd six months	20.00
3rd six months	25.00
4th six months	30.00
5th six months	35.00
6th six months	40.00

d) No employer shall have the right to reduce the wages of an employee receiving more than the above minimum wages at the time of coming into force of the present decree."

8. Paragraph "*a*" of article 120 is replaced by the following:

"120. *a*) The regular working hours are distributed as follows:

In hairdressing and beauty parlors
Zones I and II

Monday: no work.
Tuesday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.
Wednesday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

Jeudi: de 8 a.m. à 6 p.m.
Vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.
Samedi: de 8 a.m. à 5 p.m.
Les samedis, du 1er juin au 15 septembre: de 7.30 a.m. à 4 p.m.
Le lundi Saint: de 8 a.m. à 8 p.m.

Le lundi précédant Noël: de 8 a.m. à 9 p.m.

Le lundi précédant le Premier Jour de l'An: de 8 a.m. à 8 p.m.
Nonobstant l'horaire du travail précédant, les heures de travail sont de 8 a.m. à 9 p.m., la veille des fêtes chômées ainsi que les jours ouvrables compris entre le 19 et le 24 décembre inclusivement.
Exceptions: i. Dans le district électoral de Labelle, les heures de travail commencent à 8.30 a.m. tous les jours.
ii. Dans la cité de St-Jérôme et un rayon de trois (3) milles de ses limites, le travail commence à 9 a.m. tous les jours. »
9° L'article 121 est remplacé par le suivant:
« 121. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger aux clients les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Services des coiffeurs pour dames

Coupe de cheveux:	*Zones I et II*
Adultes	$1.25
Enfants de moins de 14 ans	1.00
Ondulation permanente à l'électricité:	
Adultes	4.00
Enfants de moins de 14 ans	3.00
Ondulation permanente (pads chimiques) à l'eau	5.00
Ondulation permanente (pads chimiques) à l'huile:	
Adultes	6.00
Enfants de moins de 14 ans	3.00
Ondulation permanente à froid (incluant coupe de cheveux, shampooing et mise en plis)	7.00
Reprise de permanente, mèche individuelles, chacune	0.25
Décolorant	5.00
Retouche de décolorant	5.00
Teinture des cheveux (incluant shampooing)	5.00
Retouche de teinture (incluant shampoing)	5.00
Massage facial	1.50
Manucure	1.00
Mise en plis	1.50
Shampooing	0.75
Rinçage	1.00
Épilation des sourcils	0.50
Traitement à l'huile ou à la vapeur	1.50 »

JACQUES PRÉMONT,
5599-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.
Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.
Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.
Saturday, from June 1 to September 15: 7:30 a.m. to 4:00 p.m.
Monday of the Holy Week: from 8:00 a.m. to 8:00 p.m.
Monday preceding Christmas Day: from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.
Monday preceding New Year's Day: from 8:00 a.m. to 8:00 p.m.
Notwithstanding, the above hours, the hours of work shall be from 8:00 a.m. to 9:00 p.m. on holiday eves and on working days included between December 19 and December 24, inclusively.
Exceptions: i. In the electoral district of Labelle, work shall begin at 8:30 a.m. every day.

ii. In the city of St-Jérôme and a radius of three (3) miles from its limits, work shall begin at 9:00 a.m. every day."
9. Article 121 is replaced by the following:
"121. Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Services of ladies hairdressers:

Haircut:	*Zones I and II*
Adults	$1.25
Children under 14 year of age	1.00
Permanent wave (electric):	
Adults	4.00
Children under 14 years of age	3.00
Permanent wave "Chemical pads" (water process)	5.00
Permanent wave "Chemical pads" (oil process):	
Adults	6.00
Children under 14 years of age	3.00
Cold wave (including haircut, fingerwage shampoo)	7.00
Retouching permanent wave, individual curls — each	0.25
Bleaching	5.00
Retouching above	5.00
Dyeing of the hair (including shampoo)	5.00
Retouching dyed hair (including shampoo	5.00
Facial massage	1.50
Manicure	1.00
Finger wave	1.50
Shampoo	0.75
Rinse	1.00
Depilation of eyebrows	0.50
Oil or steam treatment	1.50"

JACQUES PRÉMONT,
5599-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 270

Section « B »

Québec, le 5 février 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 270

Section "B"

Quebec, February 5, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the printing trades in the region of Montreal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 10 mai 1964.

JACQUES PRÉMONT,
5600-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the decree number 3088 of August 7, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the region of Montreal, be again extended until May 10, 1964.

JACQUES PRÉMONT,
5600-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 270

Section « C »

Québec, le 5 février 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1289 (B) du 8 août 1962, soit de nouveau prolongé jusqu'au 10 mai 1964, aux mêmes taux et conditions.

JACQUES PRÉMONT,
5599-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 270

Section "C"

Quebec, February 5, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the right to levy of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy assessments of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1289 (B) of August 8, 1962, be extended until May 10, 1964, with the same rate and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
5599-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 267

Québec, le 5 février 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la reconnaissance de la cité de Sherbrooke comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile pour les cités de Sherbrooke et Magog, la ville de Coaticook et un rayon de dix (10) milles de leus limites et la cité de Thetford Mines et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, Statuts refondus de Québec 1945, 9 Geo. VI, chapitre 41, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Ministre du Travail, reconnaître toute municipalité qu'il estime avantageusement située dans une région économique comme centre d'apprentissage d'un métier, d'une profession, d'un emploi ou d'une occupation;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 3 de la même loi, le Comité Paritaire de l'Automobile des Cantons de l'Est a fait tenir au Ministre du Travail copie d'une résolution adoptée à son assemblée du 17 septembre 1963, à l'effet que la cité de Sherbrooke soit reconnue comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile pour les cités de Sherbrooke et Magog, la ville de Coaticook et un rayon de dix (10) milles de leurs limites et la cité de Thetford Mines et un rayon de cinq (5) milles de ses limites;

ATTENDU QU'il y a lieu de reconnaître la cité de Sherbrooke comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile pour les territoires ci-haut désignés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE la cité de Sherbrooke soit reconnue comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 267

Quebec, February 5, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the recognition of the city of Sherbrooke as an apprenticeship center for the automobile industry for the cities of Sherbrooke and Magog, the town of Coaticook and a radius of ten (10) miles from their limits and the city of Thetford-Mines and a radius of five (5) miles from its limits.

WHEREAS, in pursuance of section 2 of the Apprenticeship Assistance Act, Revised Statutes of Quebec 1945, 9 Geo. VI, chapter 41, the Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Minister of Labour, recognize any municipality which he deems to be well located within an economic region as an apprenticeship center for a trade, a vocation, employement or occupation;

WHEREAS, in pursuance of article 3 of the same Act, the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships has submitted to the Minister of Labour copy of a resolution adopted at its meeting on September 17, 1963, for the purpose of having the city of Sherbrooke recognized as an apprenticeship center for the automobile industry trades for the cities of Sherbrooke and Magog, the town of Coaticook and a radius of ten (10) miles from their limits and the city of Thetford-Mines and a radius of five (5) miles from its limits;

WHEREAS its is advisable to recognize the city of Sherbrooke as an apprenticeship center for the automobile industry trades for the territories hereabove mentioned;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the city of Sherbrooke be recognized as an apprenticeship center for the automobile

de l'automobile pour les cités de Sherbrooke et Magog, la ville de Coaticook et un rayon de dix (10) milles de leurs limites et la cité de Thetford Mines et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

JACQUES PRÉMONT,
5628-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 219

Québec, le 5 février 1964.
Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la déclaration d'un arrondissement historique au Québec.

ATTENDU QU'À une assemblée de la Commission des Monuments historiques du Québec tenue à 1530, boulevard de l'Entente, Québec, le 10 décembre 1963, à huit heures quinze du soir, la Commission des Monuments historiques a décidé de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil de déclarer « Arrondissement historique », cette partie de la municipalité de la cité de Sillery ci-dessous décrite:

ATTENDU QU'une copie de la recommandation de la Commission a été transmise au greffier de la municipalité de la cité de Sillery le 12 décembre 1963:

ATTENDU QU'un avis de cette recommandation a été publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 décembre 1963, sous le numéro 5022-o et aux pages 5940 et 5941 de ladite *Gazette*.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE soit déclarée « Arrondissement historique » cette partie de la municipalité de la cité de Sillery ci-après décrite, à savoir:

Un certain territoire situé à l'intérieur des limites de la cité de Sillery et renfermé dans les limites suivantes: Partant du point d'intersection du côté sud-est du Chemin St-Louis avec le côté sud-ouest de l'avenue DeLaune, au coin nord du lot numéro 365-48, et suivant la limite sud-ouest de l'avenue DeLaune puis sa limite sud jusqu'à son intersection avec la cime du cap située le long de la limite nord du lot numéro 228-1; et de ce point en suivant la cime du cap le long des lots numéros 228-1, 228-2 et 367 jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative entre les lots numéros 367 et 214-1 pour traverser le ruisseau St-Denis dans le prolongement de cette ligne séparative jusqu'à son intersection avec l'autre côté du Ruisseau St-Denis situé sur la limite du lot numéro 207-1, puis en suivant la cime du cap le long des limites des lots numéros 207-1 et 206-51-45-4 jusqu'au ruisseau Belleborne, traversant ce dernier à angle droit puis reprenant la cime du cap suivant les limites des lots numéros 205-2, 205-1, 104-76 104-75 et 103 jusqu'à son point d'intersection avec la limite nord-est du lot numéro 264-16-9; de ce point en suivant la limite nord-est dudit lot numéro 264-16-9 jusqu'au Chemin des Foulons, puis traversant ce dernier et suivant la limite nord-est du lot numéro 265-2 et son prolongement jusqu'à la ligne de basse marée; de là, en suivant la ligne de basse marée dans une direction générale sud-ouest jusqu'à la ligne séparative entre les lots numéros 295-2 et 321-9; de là, le long de ladite ligne séparative et son prolongement jusqu'au coin nord du lot numéro 321-A; de là, vers le nord-ouest jusqu'à l'intersection de la limite ouest du Chemin des Foulons avec la ligne séparative des lots numéros 33-A

industry trades for the cities of Sherbrooke and Magog, the town of Coaticook and a radius of ten (10) miles from their limits and the city of Thetford Mines and a radius of five (5) miles from its limits.

JACQUES PRÉMONT,
5628-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 219

Quebec, February 5, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the declaration of an "Arrondissement historique" in Quebec.

WHEREAS at a meeting of the Quebec Historic Monuments Commission held at 1530 de l'Entente Boulevard, Quebec, on December 10, 1963, at eifht-fifteen in the evening, the Historic Monuments Commission has decided to recommend to the Lieutenant-Governor in Council to declare "Arrondissement historique", that part of the municipality of the city of Sillery herebelow described:

WHEREAS a copy of the recommendation of the Commission has been transferred to the clerk of the municipality of the City of Sillery on December 12, 1963:

WHEREAS a notice of this recommendation has been published in the *Quebec Official Gazette* of December 21, 1963, under number 5022-o and on pages 5940 and 5941 of the said *Gazette*.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Cultural Affairs:

THAT it be declared as an "Arrondissement historique" that part of the municipality of the city of Sillery hereinafter described, to wit:

A certain territory situated within the interior of the limits of the city of Sillery and enclosed within the following limits: Starting from the point of intersection on the southeast side of St-Louis Road with the southwest side of DeLaune Avenue, on the north side of lot number 365-48, and following the southwest limit of DeLaune Avenue, then its south limit up to the intersection of the summit of the cape situated along the north limit of lot number 228-1; and from this point by following the summit of the cape along lots numbers 228-1, 228-2 and 367 up to its point of intersection with the dividing line between lots numbers 367 and 214-1 to cross the St-Denis brook in the extension of this dividing line up to its intersection with the other side of the St-Denis Brook situated on the limit of lot number 207-1, then following the summit of the cape along the limits of lots numbers 207-1 and 206-51-45-4 up to the Belleborne Brook, crossing the latter at a straight angle then again following the summit of the cape following the limits of lots numbers 205-2, 205-1, 104-76, 104-75 and 103 up to its point of intersection with the northeast limit of lot number 264-16-9; from this point by following the northeast limit of the said lot number 264-16-9 up to the "Chemin des Foulons", then crossing the latter and following the northeast limit from lot number 265-2 and its extension up to the line of low tide; thence, by following the low tide line in a general southwest direction up to the dividing line between lots numbers 295-2 and 321-9; thence, along the said dividing line and its extension up to the north corner of lot number 321-A; thence, on the northwest up to the intersection of the west limit of the "Chemin des Foulons" with the

et 319; de là, en suivant le côté nord-est du lot numéro 33-A jusqu'à son intersection avec le côté sud-est du lot numéro 33-7; de là, dans une direction nord-est, en suivant le côté sud-est du lot numéro 33-7 jusqu'au côté sud de la Côte à Gignac; de là, dans une direction nord-ouest, en traversant la Côte à Gignac à angle droit jusqu'à l'intersection avec le côté sud du lot numéro 3-F; de là, en suivant dans une direction générale nord-ouest le côté nord de la Côte à Gignac jusqu'à son intersection avec le côté sud du Chemin St-Louis; de là, en suivant, dans une direction générale nord-est, le côté sud du Chemin St-Louis jusqu'à son intersection avec le côté sud-ouest de l'avenue DeLaune, point de départ de la présente description.

JACQUES PRÉMONT,
5642-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 238

Québec, le 5 février 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'abolition de la réserve Joffre.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 65 de la Loi de la chasse, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant les réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QUE la réserve Joffre a été constituée par l'arrêté en conseil numéro 538 du 22 mai 1958;

ATTENDU QUE le maintien de cette réserve de chasse et de pêche ne s'impose plus en raison de l'augmentation des orignaux et des chevreuils dans ce territoire.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la réserve Joffre soit abolie et, à cette fin, que la partie concernant cette réserve dans l'arrêté en conseil numéro 538 du 22 mai 1958, soit annulée;

QUE le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

JACQUES PRÉMONT,
5646-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 239

Québec, le 5 février 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche d'Aiguebelle.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 65 de la Loi de la chasse, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour constituer des réserves ou en modifier les limites et déterminer à quelles conditions la chasse et la pêche pourront y être faites;

ATTENDU QUE la réserve de chasse et de pêche d'Aiguebelle a été constituée en vertu de l'arrêté en-conseil numéro 4442 du 18 octobre 1945;

ATTENDU QU'il est nécessaire d'en modifier les limites et les conditions y régissant la chasse et la pêche.

dividing line of lots numbers 33-A and 319; thence, by following the northeast side of lot number 33-A up to its intersection with the southeast side of lot number 33-7; thence, in a northeast direction, by following the southeast side of lot number 33-7 up to the south side of "Côte à Gignac"; thence, in a northwest direction, by crossing the "Côte à Gignac", at a straight angle up to the intersection with the south side of lot number 3-F; thence, by following in a general northwest direction the north side of the "Côte à Gignac" up to its intersection with the southeast side of the St-Louis-Road; thence, by following, in a general northeast direction, the south side of St-Louis Road, up to its intersection with the southwest side of DeLaune Avenue, starting point of the present description.

JACQUES PRÉMONT,
5642 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 238

Quebec, February 5, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the abolition of the Joffre Reserve.

WHEREAS under section 65 of the Game Act, the Lieutenant-Governor in Council may make by-laws concerning game and fish reserves;

WHEREAS the Joffre Reserve was incorporated by Order in Council number 538 of May 22, 1958;

WHEREAS the maintenance of the fish and game reserve is no longer necessary on account of the increase in moose and deer in this territory.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Tourism, Game and Fish:

THAT the Joffre Reserve be abolished and, for this purpose, that that part concerning this reserve in Order in Council number 538 of May 22, 1958, be cancelled;

THAT the present by-law enters into force from and after its publication in the *Quebec Official Gazette.*

JACQUES PRÉMONT,
5646 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 239

Quebec, February 5, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Game and Fish Reserve of Aiguebelle.

WHEREAS under section 65 of the Game Act, the Lieutenant-Governor in Council may make by-laws to incorporate reserves or to amend the limits thereof and to determine upon what conditions hunting and fishing may be carried on;

WHEREAS the Game and Fish Reserve of Aiguebelle was incorporated under order in council number 4442 on October 18, 1945;

WHEREAS it is necessary to amend the limits and conditlns under which hunting and fishing therein are governed

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les limites de la réserve de chasse et de pêche d'Aiguebelle soient décrites comme suit:

« Partant d'un point situé à la rencontre de la rive est du lac Loïs avec la ligne entre les cantons Aiguebelle et Privat; de là, est, suivant ladite ligne entre les cantons Aiguebelle et Privat jusqu'à sa rencontre avec la ligne entre les cantons Aiguebelle et Mandeville; de là, sud, suivant la ligne entre les cantons Aiguebelle et Mandeville; jusqu'à la rive droite de la rivière Kénogévis; de là, sud-ouest, en suivant la rive droite de la rivière Kénogévis jusqu'à sa rencontre avec la ligne entre les cantons Aiguebelle et Clericy; de là, ouest, suivant la ligne entre les cantons Aiguebelle et Clericy jusqu'à sa rencontre avec la ligne entre les cantons Aiguebelle et Destor; de là, nord, suivant la ligne entre les cantons Aiguebelle et Destor jusqu'à la rive sud du lac Loïs; de là, dans une direction générale est, puis nord, suivant la rive sud et la rive est du lac Loïs jusqu'au point de départ. »

QUE les règlements suivants s'appliquent dans cette réserve:

1° QU'il soit tout spécialement défendu de chasser, tuer ou prendre tout gibier, animal ou oiseau quelconque;

2° QUE toute chasse ou possession d'engins de chasse y soient prohibées;

3° QUE nul ne puisse pêcher dans la réserve s'il n'est porteur d'un permis spécial à cet effet.

Le permis de chasse ou de séjour dans la réserve est de $1 par jour, par personne, et le tarif de location d'embarcation est de $2 par jour;

4° QUE seule la pêche à la ligne et à l'appât soit permise et que la pêche avec vairons morts ou vifs soit interdite;

5° QUE la limite journalière de prise par pêcheur soit de 25 truites mouchetées et de 10 poissons en tout pour le brochet, le doré et la truite grise dont pas plus de 5 poissons de cette dernière espèce.

QUE la limite de possession ne dépasse pas, en aucun temps, la limite de prise d'un jour de pêche;

6° QUE la pêche dans la réserve ne soit permise que de sept heures a.m. à neuf heures p.m.;

7° QUE toute pêche soit prohibée après la clôture de la saison de la pêche à la truite.

QUE le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec;*

QU'à compter de la même date, les arrêtés en conseil numéros 4442 du 18 octobre 1945, 364 du 16 mars 1960 et 2255 du 16 novembre 1961 soient annulés.

JACQUES PRÉMONT,
5646-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Tourism, Game and Fish:

THAT the limits of the Hunt and Fish Reserve of Aiguebelle be described as follows:

"Starting from a point situated at the junction of the east bank of Lake Loïs with the line between the townships of Aiguebelle and Privat; thence, east, following the said line between the townships of Aiguebelle and Privat to its meeting with the line between the townships of Aiguebelle and Mandeville; thence, following the line between the townships of Aiguebelle and Mandeville, as far as the right bank of the Kénogévis River; thence, southwest, by following the right bank of the Kénogévis River up to its meeting with the line between the townships of Aiguebelle and Clericy; thence, west, following the line between the townships Aiguebelle and Clericy up to its meeting with the line between the townships of Aiguebelle and Destor; thence, north, following the line between the townships of Aiguebelle and Destor up to the south bank of Lake Loïs; thence, in a general easterly direction, then north, following the south bank and the east bank of Lake Loïs up to the starting point."

THAT the following by-laws apply in this reserve:

1. THAT it be very specially forbidden to hunt, kill or take any game, animal or bird whatsoever;

2. THAT any hunting, or the possession of hunting devices be forbidden on the premises;

3. THAT no one may fish in the reserve unless he holds a special permit to his effect.

The hunting or camping permit in the reserve is $1 per day, for each person and the tariff for boat renting is $2 per day;

4. THAT only line and bait fishing be allowed and that fishing with dead or live minnows be forbidden;

5. THAT the daily take per fisherman be 25 speckled trout and to 10 fish in all for pike, wall-eyed pike and not more than five grey trout.

THAT the limit of take, shall not exceed at any time, the limit of take of one day of fishing;

6. THAT fishing in the reserve is only allowed from seven o'clock a.m. to nine o'clock p.m.;

7. THAT all fishing be forbidden after the closing of the fishing season for trout.

THAT the present by-law enters into force from and after its publication in the *Quebec Official Gazette;*

THAT from and after the same date, orders in council numbers 4442 of October 18, 1945, 364 of March 16, 1960 and 2255 of November 16, 1961 be cancelled.

JACQUES PRÉMONT,
5646 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 240

Québec, le 5 février 1964.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve « parc de Laverendrye » et le sanctuaire de Chochochouane.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 65 de la Loi de la chasse, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant les réserves de chasse et de pêche;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 240

Quebec, February 5, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING "parc de Laverendrye" reserve and Chochochouane sanctuary.

WHEREAS under section 65 of the Game Laws, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations concerning game and fish reserves;

ATTENDU QU'il est opportun d'inclure dans la réserve « parc de Laverendrye » le territoire du sanctuaire de Chochochouane constitué en vertu de l'arrêté en conseil numéro 182 du 22 janvier 1943.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la rivière Chochochouane ainsi qu'un territoire de trois (3) milles de chaque côté de ladite rivière, à compter de la limite est du parc de Laverendrye jusqu'au lac Cambrai, ce lac non compris, fassent partie de la réserve « parc de Laverendrye » et que tous les règlements concernant ladite réserve s'y appliquent;

QUE l'arrêté en conseil numéro 182 du 22 janvier 1943 soit annulé;

QUE le présent règlement entre en vigueur à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,
5646-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif
Numéro 241

Québec, le 5 février 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 65 de la Loi de la chasse, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant les réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QU'il est opportun de diminuer l'étendue de la réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia constituée en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2461 du 28 juin 1945.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia comprenne seulement à l'avenir le territoire décrit dans l'arrêté en conseil numéro 2461 du 28 juin 1945;

QUE les sous-paragraphes « *b* », « *c* » et « *d* » de l'arrêté en conseil numéro 2461 du 28 juin 1945 de même que la partie concernant ladite réserve dans l'arrêté en conseil numéro 1066 du 13 octobre 1955, ainsi que l'arrêté en conseil numéro 240 du 2 mars 1945, soient annulés;

QUE le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,
5646-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

WHEREAS it is deemed expendient to include in the "parc de Laverendrye" reserve the territory of the Chochochouane sanctuary, organized under Order in Council number 182, dated January 22, 1943.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Chochochouane River as well a territory within three (3) miles of each side of the said river, starting at the east boundary of the "parc de Laverendrye" as far as Lake Cambrai, this lake not being included, form part of the "par de Laverendrye" reserve, and that all regulations concerning the said reserve be applied thereto;

THAT Order in Council number 182, dated January 22, 1943, be repealed;

THAT the present by-law enter into force from and after its publication in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,
5646 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber
Number 241

Quebec, February 5, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Petite Cascapédia Fish and Game Reserve.

WHEREAS under section 65 of the Game Laws, the Lieutenant-Governor in Council may make resolutions concerning game and fish reserves;

WHEREAS it is deemed expedient to diminish the extent of land in the Petite Cascapédia game and fish reserve, organized under Order in Council number 2461, dated June 28, 1945.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Petite Cascapédia game and fish reserve include, henceforth, only the territory described in Order in Council number 2461, dated June 28, 1945;

THAT sub-paragraphs "*b*", "*c*" and "*d*" of Order in Council number 2461, dated June 28, 1945, as well as the part concerning the said reserve in Order in Council number 1066, dated October 13, 1955, as well as Order in Council number 240, dated March 2, 1945, be repealed;

THAT the present by-law enter into force from and after its publication in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,
5646 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Assemblée Chrétienne Maranatha

Prenez avis que l'« Assemblée Chrétienne Maranatha », située au numéro 5550 Park Avenue, de la cité de Montréal, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour incorporation sous la loi d'incorporation de l'Église et ses amendements, le chapitre 311 de l'année 1941 des Statuts Revisés de la province de Québec.

Montréal, le 20 janvier 1964.

Les Avocats du requérant,
CERINI & JAMIESON.

132, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, Québec. **5418-4-4-o**

Miscellaneous notices

Assemblée Chrétienne Maranatha

Notice is hereby given that the "Assemblée Chrétienne Maranatha", 5550 Park Avenue, city of Montreal, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and amendments.

Montreal, January 20, 1964.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner.

132 St. James Street West,
Montreal, Quebec. **5418-4-4-o**

Chartes — Abandon de

Jasmor Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jasmor Construction Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18e jour de novembre 1963.

Le Président,
5589 MAURICE ZALCSZTAIN.

Les Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc.

Prenez avis que la compagnie « Les Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc. » demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Mont-Joli, le 6 février 1964.

Les Procureurs de la compagnie,
5590-o RHEAULT & CARLE.

The Mountain Building Inc.

Avis est par les présentes donné que « The Mountain Building Inc. », a l'intention de demander au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, février 6, 1964.

Le Secrétaire,
5591-o ELIJAH E. PALNICK.

Plomberie de LaSalle Inc.

Prenez avis que la compagnie « Plomberie de LaSalle Inc. », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 7 février 1964.

Le Procureur de la compagnie,
5596-o GUY ROBERT, C.R.

Trinity Bay Associated Clubs Inc. Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc.

Prenez avis que l'organisme « Trinity Bay Associated Clubs Inc.— Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc. », dont le bureau chef se trouve à Baie-Trinité, province de Québec, demandera au Procureur Général de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la section 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté ce 1er jour de février 1964.

Le Président,
5602-o (*Signé*) S. J. COLLINS.

Charters — Surrender of

Jasmor Construction Inc.

Notice is hereby given that "Jasmor Construction Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of November, 1963.

MAURICE ZALCSZTAIN,
5589-o *President.*

Les Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc.

Take notice that "Les Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc." will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Mont-Joli, February 6, 1964.

RHEAULT & CARLE,
5590 *Attorneys for the company.*

The Mountain Building Inc.

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act and Amendments that "The Mountain Building Inc.", intends to make application to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, February 6, 1964.

ELIJAH E. PALNICK,
5591-o *Secretary.*

Plomberie de LaSalle Inc.

Notice is hereby given that "Plomberie de de LaSalle Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, February 7, 1964.

GUY ROBERT, Q.C.,
5596-o *Attorney for the company.*

Trinity Bay Associated Clubs Inc. Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc.

Under the provisions of section 26 of the Quebec Companies Act, "Trinity Bay Associated Clubs Inc.— Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc.", having its chief place of business at Trinity Bay in the Province of Quebec, hereby gives notice that it will make application to the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter of and from a date to be fixed by the Attorney General.

Dated this 1st day of February 1964.

(*Signed*) S. J. COLLINS,
5602-o *President.*

Compagnie dissoute

Harn Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte

Company Dissolved

Harn Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company

de la compagnie « Harn Realty Corp.», constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 2 mai 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du 28 janvier 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5601-o 11406-56

"Harn Realty Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 2, 1956.

Notice is also given that from and after January 28, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 7, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5601 11406-56

Divers
Compagnies

Trinity Bay Associated Clubs Inc.
Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc.

Le règlement spécial « A » décrété par les directeurs de la compagnie « Trinity Bay Associated Clubs Inc.— Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc.», le 29e jour d'octobre 1962, et ratifié par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le 11e jour de décembre 1962, pourvoit à la répartition de tous les biens de la compagnie proportionnellement parmi ses actionnaires et à l'abandon de la charte de la compagnie.

Daté ce 1er jour de février 1964.

Le Président,
(*Signé*) S. J. COLLINS.

5602-o

Bodi, Wiedmann & Co. Limited

Règlement No 46

En conséquence, qu'il soit décrété et il est décrété:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes diminué de cinq (5) à trois (3) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de trois directeurs;

2° Que deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Certifié copie conforme.

Le Secrétaire,
MICHAEL RUSKO.

5603 11197-62

Laurentian Gardens Inc.

Règlement No 23

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Laurentian Gardens Inc. », (ci-après appelée la « compagnie » comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à quatre de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

4 avril 1962.

Certifié copie conforme.

Le Secrétaire,
ELIAZ KOTLER.

5604 13501-56

Miscellaneous
Companies

Trinity Bay Associated Clubs Inc.
Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc.

Special by-law "A" enacted by the directors of "Trinity Bay Associated Clubs Inc.— Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc.", on the 29th day of October, 1962, and ratified by the shareholders of the said company at a special general meeting held on the 11th day of December, 1962, provides for the distribution of its assets rateably among its shareholders and the surrender of its charter.

Dated this 1st day of February 1964.

(*Signed*) S. J. COLLINS,
President.

5602-o

Bodi, Wiedmann & Co. Limited

By-law No. 46

Now therefore be it enacted and it is hereby enacted:

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby decreased from five (5) to three (3) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of three directors;

2. That two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified true copy.

MICHAEL RUSKO,
Secretary.

5603-o 11197-62

Laurentian Gardens Inc.

By-law No. 23

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Laurentian Gardens Inc.", (herein called the "company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

April, 4, 1962.

Certified true copy.

ELIAS KOTLER,
Secretary.

5604-o 13501-56

Laurentide Motels Limited

Règlement No 18

Que le nombre des directeurs soit et il est par les présentes augmenté de 5 à 7 et que le règlement no 4 (a) de la compagnie soit et il est amendé en conséquence.

Québec, le 20 janvier 1964.
Certifié copie conforme.

Le Secrétaire,
JULIEN CHOUINARD.

5605-o 4341-53

Laurentide Motels Limited

By-law No. 18

That the number of directors of the company be increased from 5 to 7 and that by-law No. 4 (a) be and it is hereby amended accordingly.

Quebec, January 20, 1964.
Certified true copy.

JULIEN CHOUINARD,
Secretary.

5605 4341-53

L. H. Ouimet & cie limitée

Règlement No 40

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « L. H. Ouimet & cie limitée », (ci-après appelée la « compagnie » comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq de sorte que le sonceil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui, et particulièrement les règlements 12, 16 et 39, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Certifié copie conforme.
Montréal, 17e jour de décembre 1963.

Le Secrétaire,
R. OUIMET.

5606 18352-53

L. H. Ouimet & cie limitée

By-law No. 40

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "L. H. Ouimet & cie limitée", (herein called the "company" as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. Any prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith, and particularly by-laws nos. 12, 16 and 39, are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified true copy.
Montreal, 17th day of December, 1963.

R. OUIMET,
Secretary.

5606-o 18352-53

Paris B. B. Q. Inc.

Règlement No XXIV

Le nombre des directeurs de la compagnie « Paris B. B. Q. Inc. », est changé de quatre qu'il était aupatavant à celui de trois et le règlement no III de la compagnie est modifié en conséquence.

Certifié copie conforme.

Le Secrétaire,
SIMONE MESSIER PLOUFFE.

5607-o 10635-58

Paris B. B. Q. Inc.

By-law No. XXIV

The number of directors of "Paris B. B. Q. Inc.", has been changed from four as it formely was to three, and by-law No. III of the company has been amended accordingly.

Certified true copy.

SIMONE MESSIER PLOUFFE,
Secretary.

5607 10635-58

Service Social du Comté de Mégantic

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 20 décembre 1963, approuvé le règlement numéro II du « Service Social du Comté de Mégantic », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5608-o 11854-56

Service Social du Comté de Mégantic

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the December 20, 1963, approved by-law number II of the "Service Social du Comté de Mégantic", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December 30, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5608 11854-56

Syndicated Business Brokers Inc.

Règlement spécial « A »

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes diminué de cinq (5) à trois (3), de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de trois (3) directeurs;

Syndicated Business Brokers Inc.

Special By-law « A »

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby decreased from five (5) to three (3), so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of three (3) directors;

2° Que deux (2) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration;

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et revisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Certifié copie conforme.

Le Secrétaire,
HECTOR ROUSSEAU.

5609 11924-58

2. That two (2) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised, in order to give effect to this by-law.

Certified true copy.

HECTOR ROUSSEAU,
Secretary.

5609-o 11924-58

Hôpital Jean-Talon

Amendement — règlement vingt-neuf

Attendu qu'il est jugé opportun d'augmenter le nombre des membres du Conseil d'administration de la corporation;

Sur motion dûment proposée, secondée et approuvée à l'unanimité, il est résolu:

Que le règlement vingt-neuf de la corporation de l'hôpital soit modifié tel que suit:

Que le nombre des membres du Conseil d'administration de la corporation de l'« Hôpital Jean-Talon » soit et il est par les présentes porté de neuf (9) à dix (10);

Que les règlements de la corporation soient et ils sont par les présentes modifiés pour se conformer au présent amendement.

Certifié copie conforme.

Montréal, Québec ce 9 décembre 1963.

Le Secrétaire,
MAURICE ARCHER.

5629-o 10858-54

Hôpital Jean-Talon

Amend — by-law twenty-nine

Whereas it is judged expedient to increase the number of members on the board of directors of the corporation;

Upon a motion duly proposed, seconded and unanimously approved, it has been resolved:

That by-law number twenty-nine of the hospital corporation be amended as follows:

That the number of members on the board of directors of the corporation of "Hôpital Jean-Talon" be and it is hereby increased from nine (9) to ten (10);

That the by-laws of the corporation be and they are hereby amended to conform with the present amendment.

Certified true copy.

Montreal, Quebec, December 9, 1963.

MAURICE ARCHER,
Secretary.

5629 10858-54

Hôpital Jean-Talon

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 6 février 1964, approuvé un amendement au règlement No 29 de l'« Hôpital Jean-Talon », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10 février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

5629-o 10858-54

Hôpital Jean-Talon

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on February 6, 1964, approved an amendment to by-law No. 29 of "Hôpital Jean-Talon", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on February 10, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

5629 10858-54

Sièges sociaux

C. P. C. Direct Mailing Ltd.

Avis est donné que la compagnie « C. P. C. Direct Mailing Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 janvier 1963, ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 210 ouest rue St-Jacques, suite 400, à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 5e jour de février 1964.

Le Secrétaire,
YVON BRIZARD.

5592-o

Chateau Leasing Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Chateau Leasing Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juillet 1963, ayant

Head Offices

C. P. C. Direct Mailing Ltd.

Notice is hereby given that "C. P. C. Direct Mailing Ltd.", incorporated by letters patent dated January 25, 1963, having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at number 210 St. James Street West, suite 400, in Montreal, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated in Montreal, this 5th day of February, 1964.

YVON BRIZARD,
Secretary.

5592

Chateau Leasing Ltd.

Notice is hereby given that "Chateau Leasing Ltd.", incorporated by letters patent dated July 30, 1963, having its head office in Montreal

son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 11, 885 boul. Lachapelle.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 3e jour de février 1964.

Le Secrétaire,
5593-o CLAUDE LAMARCHE.

Corporation d'Expansion Financière

Avis est donné que « Corporation d'Expansion Financière », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 12 octobre 1957 et ayant son siège social à Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui à 210 ouest, rue St-Jacques, l'a transporté à 215 ocest, rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 31e jour de janvier 1964.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
5594-o GUILLAUME GEOFFRION.

Sagittaire Inc.

Avis est donné que la compagnie « Sagittaire Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 février 1961 et ayant son bureau principal à 8088 de la rue St-Denis, en la cité de Montréal, l'a transporté à 50, Place Crémazie, suite 1025 en la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 5e jour de janvier 1964.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
5595-o GUY RIVET.

Allison Logging Inc.

Avis est donné que la compagnie « Allison Logging Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 décembre 1963, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la province de Québec, a établi son bureau à Morin Heights, dans le district de Terrebonne, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 6e jour de février 1964.

Le Président,
5610 D. H. HOLLAND.

Le Crédit Interprovincial Incorporée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Le Crédit Interprovincial Incorporée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 29 novembre 1963, a établi son bureau principal au numéro 360 ouest, de la rue Saint-Jacques, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

district of Montreal, has established its office at number 11, 885 Lachapelle Blvd.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated in Montreal, this 3rd day of February, 1964.

CLAUDE LAMARCHE,
5593 *Secretary.*

Corporation d'Expansion Financière

Notice is hereby given that "Corporation d'Expansion Financière", incorporated by letters patent dated October 12, 1957 and having its head office in Montreal, where its office was situated up to today at 210 St. James Street West, has moved it to 215 St. James Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 31st day of January 1964.

(Seal) GUILLAUME GEOFFRION,
5594-o *Secretary.*

Sagittaire Inc.

Notice is hereby given that "Sagittaire Inc.", company incorporated by letters patented on the 27th day of February 1961, and having its head office at 8088 St. Denis Street, in the city of Montreal, has transferred its head office at 50, Place Crémazie, Room 1025, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of February 1964.

(Seal) GUY RIVET,
5595-o *Secretary.*

Allison Logging Inc.

Notice is hereby given that "Allison Logging Inc.", incorporated by letters patent, dated December 17, 1963, under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the Province of Quebec, has established its office at Morin Heights, in the district of Terrebonne, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, P.Q., this 6th day of February, 1964.

D. H. HOLLAND,
5610-o *President.*

Le Crédit Interprovincial Incorporée

Notice is hereby given that "Le Crédit Interprovincial Incorporée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated November 29, 1963, has established its head office at number 360 St. James Street West, Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à Montréal, ce 10e jour de février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE MERCIER.

5611-o

Given at Montreal, this 10th day of February 1964.

PIERRE MERCIER,
Secretary-Treasurer.

5611-o

Feuchtwanger Properties (Quebec) Ltd.

Avis est donné que « Feuchtwanger Properties (Quebec) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 novembre 1963, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, P.Q., a établi son bureau à chambre 700, édifice de la Banque Royale, Place Ville Marie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera dorénavant considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 10e jour de février 1964.

Le Président,
D. H. HOLLAND.

5612

Feuchtwanger Properties (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "Feuchtwanger Properties (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent, dated November 20, 1963, under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, P.Q., has established its office at Room 700, The Royal Bank Building, Place Ville Marie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, P.Q., this 10th day of February, 1964.

D. H. HOLLAND,
President.

5612-o

Nationwide Food Service (Quebec) Ltd.

Avis est donné que « Nationwide Food Service (Quebec) Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le huitième jour de mars 1961, et ayant son siège social en la cité de Saint-Laurent, a établi son bureau à 4950, rue Bourg, Saint-Laurent.

Daté à Montréal, ce 7e jour de février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
G. G. CUNNINGHAM.

5613

Nationwide Food Service (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "Nationwide Food Service (Quebec) Ltd.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted under part I of the Quebec Companies Act, on the eighth day of March, 1961, and having its head office in the city of St. Laurent, has established its office at 4950 Bourg Street, St. Laurent.

Dated at Montreal, this 7th day of February, 1964.

G. G. CUNNINGHAM,
Secretary-Treasurer.

5613-o

Vercot Inc.

Avis est donné que la compagnie « Vercot Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 décembre 1963, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la province de Québec, a établi son bureau à Morin Heights, dans le district de Terrebonne, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 6e jour de février 1964.

Le Président,
D. H. HOLLAND.

5614

Vercot Inc.

Notice is hereby given that "Vercot Inc.", incorporated by letters patent, dated December 17, 1963, under the provisions of part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the Province of Quebec, has established its office at Morin Heights, in the district of Terrebonne, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, P.Q., this 6th day of February, 1964.

D. H. HOLLAND,
President.

5614-o

Wesal Inc.

Avis est donné que la compagnie « Wesal Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 décembre 1963, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la province de Québec, a établi son bureau à Morin Heights, dans le district de Terrebonne, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 6e jour de février 1964.

Le Président,
D. H. HOLLAND.

5615

Wesal Inc.

Notice is hereby given that "Wesal Inc.", incorporated by letters patent, dated December 17, 1963, under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the Province of Quebec, has established its office at Morin Heights, in the district of Terrebonne, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, P.Q., this 6th day of February, 1964.

D. H. HOLLAND,
President.

5615-o

Taverne Legault Inc.

Avis est donné que la compagnie « Taverne Legault Inc. », constituée en corporation par

Taverne Legault Inc.

Notice is given that the company "Taverne Legault Inc.", incorporated by letters patent

lettres patentes en date du 31 janvier 1963, et ayant son siège social dans la cité de Montréal a établi son siège social au numéro 5697 de la rue Hochelaga.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9e jour de janvier 1964.

La Présidente,
Mme FERNANDE LEGAULT.
ADRIEN LEGAULT.

5630-o

dated January 31, 1963, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at number 5697 Hochelaga Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 9th day of January, 1964.

Mrs. FERNANDE LEGAULT,
President.
ADRIEN LEGAULT.

5630

Société immobilière Aurèle-Daoust, Inc.

Avis est donné que « Société immobilière Aurèle-Daoust, Inc. », a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées 23 décembre 1963 et que son siège social est situé à 1380 Gilford, dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, le 27 décembre 1963.

(Sceau) *Le Président,*
AURÈLE DAOUST.

5641-o

Société immobilière Aurèle-Daoust, Inc.

Notice is given that "Société immobilière Aurèle-Daoust, Inc.", has been incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 23, 1963 and that its head office is situated at 1380 Gilford in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, December 27, 1963.

(Seal) AURÈLE DAOUST,
President.

5641

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale

Avis est par les présentes donné que Le Très Révérend Père Joseph-André Bergeron, c.f.s., Supérieur Général de « La Congrégation de la de la Fraternité Sacerdotale », s'adressera à la législature de la province, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° L'abrogation de la Loi 21 George V, Chapitre 150, constituant en corporation « La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale », et la dissolution de ladite corporation;

2° La constitution d'une nouvelle corporation, sous le même nom, succédant à la corporation dissoute, avec siège social à La Pointe du Lac, comté de St-Maurice, dont les fins sont la religion, la charité et l'aide aux prêtres, avec certains pouvoirs spéciaux et propres aux fins et pour les différentes oeuvres de cette nouvelle corporation;

3° Ratifier et confirmer certains titres de propriétés situées à Ste-Pétronille, Ile d'Orléans, ainsi qu'à Ste-Julienne, dans le comté de Montcalm.

Québec, le 10 décembre 1963.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, DÉRY, CHOQUETTE & LESAGE.

5380-4-4-o

La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale

Notice is hereby given that The Most Reverend Joseph André Bergeron, c.f.s., Superior General of "La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale", will apply to the Legislature of the province of Quebec at its present session, for the passing of a special Act for the following purposes:

1. To repeal Act 21 George V, Chapter 150, incorporating "La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale" and to dissolve the said corporation;

2. To incorporate a new corporation under the same name, with its head office in La Pointe du Lac, St. Maurice, for the purpose of religion, charity and assistance for priests, with special powers necessary for the purposes of the new corporation.

3. To have confirmed the title of immoveables located at Ste. Pétronille, Ile d'Orléans, and Ste. Julienne, Montcalm.

Quebec, December 10, 1963.

BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, DÉRY, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitionner.

5380-4-4-o

Hôpital Voghel Inc.

Avis de présentation d'une pétition introductive d'un bill privé par l'« Hôpital Voghel Inc. », de Montréal, pétition adressée à l'honorable Assemblée Législature de la province de Québec pour voter au cours de la présente session une loi décrétant que l'« Hôpital Voghel Inc. », a le droit d'obtenir un permis pour occuper comme hôpital son immeuble à 294 Carré Saint-Louis à Montréal, semblable pétition devant être présentée à l'honorable Conseil Législatif de la province de Québec de même qu'une pétition sera présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec lui demandant

Hôpital Voghel Inc.

Notice of presentation of introductory petition for a private bill by "Hôpital Voghel Inc.", of Montreal, petition addressed to the honourable Legislative Assembly of the province of Quebec to vote in the course of the present session a law decreeing that "Hôpital Voghel Inc.", has the right to secure a permit to occupy as a hospital its immoveable at 294 Carré St-Louis at Montreal, a like petition to be presented to the honourable Legislative Council of the province of Quebec as well as a petition shall be presented to his Excellency the Lieutenant-Governor of the province of Quebec praying that said law be

dant de bien vouloir sanctionner ladite loi. La nature et l'objet du bill privé consistent à exposer:

1° Que cet hôpital existe depuis 1951 à cet endroit où sont traités des cas de maladie comme de chirurgie;

2° Que nombre de médecins, infirmières, aides, spécialistes assurent les divers services médicaux et chirurgicaux de cet hôpital qui met 45 lits à la disposition des malades;

3° Qu'un permis de construction de l'hôpital fut obtenu le 9 février 1951 de la cité de Montréal et que la construction fut érigée conformément aux règlements;

4° Que cependant le 25 mars 1952 le Département des permis de la cité de Montréal refusait le permis d'occupation de l'immeuble comme hôpital pour raison de manque de sécurité;

5° Que, pour se conformer aux exigences des autorités municipales, l'immeuble de l'« Hôpital Voghel Inc. », fut équipé à grands frais en 1957 d'un système complet de gicleurs automatiques, de pompes à incendie, d'escaliers de sauvetage, de boyaux d'arrosage, d'extincteurs chimiques et autres mesures de sécurité;

6° Que, à nouveau à la demande de la cité de Montréal, d'autres améliorations furent faites à l'immeuble et le 23 février 1961, le directeur des Services d'incendie écrivait au directeur des Services municipaux de la cité de Montréal à l'effet que les améliorations préconisées par son service, au point de vue sécurité contre l'incendie, avaient été effectuées à sa satisfaction;

7° Que le 17e jour de mai 1951, le Ministère de la Santé de la province de Québec, après une inspection de l'immeuble de l'« Hôpital Voghel Inc. », déclarait l'édifice en conformité avec la Loi des Édifices Publics et le même jour, le ministère émettait un permis temporaire audit hôpital;

8° Que le 14 juin 1961, après une nouvelle inspection l'« Hôpital Voghel Inc. », était accepté par le ministre de la Santé de la province de Québec dans le plan de l'assurance hospitalisation;

9° Que l'existence de l'« Hôpital Voghel Inc. », est d'intérêt public;

10° Que l'« Hôpital Voghel Inc. », est en droit d'obtenir un permis d'occuper son immeuble comme hôpital à 294 Carré Saint-Louis à Montréal et que cette honorable assemblée de même que l'honorable Conseil Législatif sont priés respectueusement de bien vouloir voter une loi décrétant que l'« Hôpital Voghel Inc. », a le droit d'obtenir un permis pour occuper comme hôpital son immeuble à 294 Carré Saint-Louis à Montréal, comme hôpital, et que ledit pétitionnaire, comme il est de son devoir, ne cessera de les prier.

Montréal, le 16 janvier 1964.

Les Agents et Procureurs
de l'Hôpital Voghel Inc.
RAYMOND NOËL, C.R.
et IVAN SABOURIN, C.R.

5391-4-4-o

sanctioned. The nature and object of the private bill consists in setting out:

1. That a hospital exists since 1951 at this location where are being treated cases of illness and of surgery;

2. That a number of doctors, nurses, aids, specialists assure the diverse medical and surgical services of this hospital which places 45 beds at the disposal of the sick;

3. That a permit of hospital construction was obtained on February 9th 1951 from the city of Montreal and that the construction was erected according to the by-laws;

4. That however since March 25th 1952 the Department of Permits of the city of Montreal refused the occupancy of the immoveable as a hospital the reason being a lack of security;

5. That, so as to conform with the exigencies of the municipal authorities the building of "Hôpital Voghel Inc.", was equiped at great costs in 1957 of a complete system of automatic sprinklers, of fire pump, of fire escape staircases, of water-spray hose, of cehmical extinguishers and other measures of security;

6. That again, at the request of the city of Montreal, other improvements were made to the immoveable and on February 23rd, 1961 the Director of the Fire Department was writing to the director of the Municipal Services of the city of Montreal to the effect that the improvements advocated by his service, in the field of protection against fire, had been effected to his satisfaction;

7. That on the 17th of May 1951, the Ministry of Health of the province of Quebec, after an inspection of the immoveable "Hôpital Voghel Inc.", declared the building to be in conformity with the law pertaining to public buildings (Loi des Édifices Publics) and the same day the Ministry issued a temporary permit to said hospital;

8. That on June 14 1961, after a new inspection, the "Hôpital Voghel Inc.", was accepted by the Minister of Health of the province of Quebec into the hospitalization insurance plan;

9. That the existence of "Hôpital Voghel Inc.", is of public interest;

10. That "Hôpital Voghel Inc.", is entitled to secure the permit of occupancy of its immoveable as a hospital at 294 Carré St-Louis at Montreal and that we pray respectfully that the Honourable Assembly and that the Honourable Legislative Council vote a law decreeing that "Hôpital Voghel Inc., has the right to secure a permit of occupancy as a hospital for its immoveable at 294 Carré St-Louis at Montreal, and that said petitioner, as of his duty, shall ever pray.

Montreal, January 16, 1964.

RAYMOND NOËL, Q.C,
and IVAN SABOURIN, Q.C.,
Agents and Attorneys
for Hôpital Voghel Inc.

5391-4-4-o

Jewish Convalescent Centre

Avis est par les présentes donné que « Jewish Convalescent Centre », des cité et district de Montréal dans la province de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec au cours de sa présente session, pour l'adoption d'une loi changeant son nom de Jewish Convalescent Centre à Jewish Convalescent Hospital, et modifiant et changeant ses pouvoirs et objets pour conformer à la Loi des hôpitaux de Québec.

Montréal, le 16 janvier 1964.

Les Procureurs du requérant,
ADESSKY & KINGSTONE.

5403-4-4-o

Jewish Convalescent Centre

Notice is hereby given that the "Jewish Convalescent Centre", of the city and district of Montreal in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act to change its name from Jewish Convalescent Centre to Jewish Convalescent Hospital, and to modify and change its powers and objects to conform to the Quebec Hospitals Act.

Montreal, January 16, 1964.

ADESSKY & KINGSTONE,
Solicitors for the petitioner.

5403-4-4-o

Les Dominicaines du Rosaire

Avis public est par les présentes donné que Régina Doyon, en religion Soeur Madeleine des Anges, prieure générale de « Les Dominicaines du Rosaire », s'adressera à la Législature de la province, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° L'abrogation de la loi 1 Geo. V, chapitre 108, constituant en corporation « Les Dominicaines du Rosaire », et la dissolution de ladite corporation;

2° La constitution en corporation de « Les Dominicaines du Rosaire », avec siège social en la cité de Trois-Rivières, pour fins religieuses, charitables et éducationnelles, avec certains pouvoirs spéciaux et propres aux fins de cette nouvelle corporation.

Trois-Rivières, le 20 janvier 1964.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

5404-4-4-o LAJOIE & LAJOIE.

Les Dominicaines du Rosaire

Notice is hereby given that Régina Doyon, in religion Sister Madeleine des Anges, general prioress of "Les Dominicaines du Rosaire", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of special Act for the following purposes:

1. To repeal act 1 Geo. V, chapter 108, incorporating "Les Dominicaines du Rosaire", and to dissolve said corporation;

2. To incorporate "Les Dominicaines du Rosaire", with head office in the city of Trois-Rivières, for the purposes of religion, charity and education, with special powers necessary for the purposes of the new corporation.

Trois-Rivières, January 20, 1964.

LAJOIE & LAJOIE,

5404-4-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Village des Trois-Montagnes

Avis public est donné par les présentes que Miville Couture et Roland Martel, de Montréal, Bernard Devlin et Albert Villeneure, de Ville St-Laurent, Rosaire Desjardins, de Mont-Tremblant, comté de Terrebonne, et Omer Boivin, Fernando Paquette et Gérard Cyr, de St-Jovite, comté de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'érection de la municipalité du « Village des Trois-Montagnes », dont le territoire sera détaché de celui de la municipalité de La Conception, comté de Labelle.

Québec, ce 20 janvier 1964.

Le Procureur des requérants,

5424-4-4-o LOUIS VÉZINA.

Village des Trois-Montagnes

Public notice is hereby given that Miville Couture and Roland Martel, of Montreal, Bernerd Devlin and Albert Villeneure, of the town of St-Laurent, Rosaire Desjardins, of Mont-Tremblant, county of Terrebonne, and Omer Boivin, Fernando Paquette and Gérard Cyr, of St-Jovite, county of Terrebonne, will apply to the legislature of the Province of Quebec, during its present session, to request the erection of the municipality of "Village des Trois-Montagnes", the territory of which will be detached from the municipality of La Conception, county of Labelle.

Quebec, January 20, 1964.

LOUIS VÉZINA,

5424-4-4 *Attorney for the petitioners.*

Jacques Laurin

Avis vous est donné par les présentes que le soussigné présentera à la présente session de la Législature de Québec, un projet de loi pour admettre « Jacques Laurin » de Montréal, à la pratique de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Le Pétitionnaire,

5425-4-4-o JACQUES LAURIN.

Jacques Laurin

Notice is hereby given you that the undersigned will present at the present session of the Quebec Legislature a project of an act to admit "Jacques Laurin" of Montreal, to the practice of the legal profession in the province of Quebec.

JACQUES LAURIN,

5425-4-4 *Petitioner.*

Cité de Lachine

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Lachine », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 9 Édouard VII, chapitre 86, et amendements, sur les matières suivantes: pour accorder une pension à quinconque aura été membre du conseil pendant au moins quinze ans; pour règlementer les heures de fermeture des salles à manger et restaurants; pour règlementer ou interdire les ventes à l'encan sous certaines conditions; pour permettre certaines amendements au règlement numéro 1003 concernant le zonage, suivant les dispositions générales de la Loi des cités et villes; et pour autres fins.

Montréal, le 21 janvier 1964.

Les Procureurs de la cité de Lachine,

LACROIX, VIAU,

5426-4-4-o HÉBERT & THIVIERGE.

City of Lachine

Public notice is hereby given that the "City of Lachine", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86, and amendments, for the following purposes: to grant a pension to any person who has been member of the council for at least fifteen years; to regulate the closing hours of dining-rooms and restaurants; to regulate or to prohibit the auction sales under certain conditions; to permit amendments to by-law number 1003, concerning the zoning, according to the general provisions of the Cities and Towns Act; and for other purposes.

Montreal, January 21, 1964.

LACROIX, VIAU,
HÉBERT & THIVIERGE,

5426-4-4-o *Attorneys for the city of Lachine.*

L'Association des Pôdiatres P.Q. Inc.

Avis public est, par les présentes, donné que « L'Association des Pôdiatres P.Q. Inc. », s'adres-

L'Association des Pôdiatres P.Q. Inc.

Public notice is hereby given that "L'Association des Pôdiatres P.Q. Inc.", will apply to the

sera à la Législature de la province de Québec à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une loi concernant:

a) La définition de la pôdiatrie et le droit d'exercer la profession de pôdiatre;

b) Les buts de la formation d'une société sous le nom de « Collège des Pôdiatres du Québec »;

c) Les pouvoirs du « Collège des Pôdiatres du Québec »;

d) Le droit de règlementer l'exercice de la profession;

e) Les infractions qui peuvent être commises à l'encontre de la loi ainsi que les pénalités qui peuvent être imposées;

f) La dissolution de l'association des Pôdiatres P.Q. Inc.

Québec, le 15 janvier 1964.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

5463-5-4-o VERGE & TARDIF.

Legislature of the Province of Quebec, at its present session, in order to obtain the adoption of an act concerning:

a) The definition of podiatry and the right to carry on the profession of a podiatrist;

b) The purposes for the formation of a society under the name of "Collège des Pôdiatres du Québec";

c) The powers of the "Collège des Pôdiatres du Québec";

d) The right to regulate the exercice of the profession;

e) The violations which may be committed against the law as well as the penalties which may be imposed;

f) The dissolution of the association des Pôdiatres P.Q. Inc.

Quebec, January 15, 1964.

VERGE & TARDIF,

5463-5-4 *Attorneys for the petitioners.*

Ville de Dorion

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Dorion », s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, par requête, aux fins d'obtenir des lettres patentes modifiant sa charte en abrogeant dans ladite charte, les articles suivants:

Articles 10, 13, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 24, 25 et 26 de la loi 6 Geo. V, chapitre 59;

Articles 1, 2, 3, 4, 10, 12, 14 et 15 de la loi 15-16 Geo. VI, chapitre 96;

Articles 1 et 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 37, le tout dans les délais prévus par la loi.

Montréal, le 24 janvier 1964.

Le Secrétaire-trésorier de la ville de Dorion,

5464-5-4-o ANDRÉ CHARTRAND.

Town of Dorion

Notice is hereby given that the "Town of Dorion", will apply to the Lieutenant-Governor in Council, by petition, for the purpose of obtaining letters patent modifying its charter by repealing in said charter the following sections:

Sections 10, 13, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 24, 25 and 26 of the act 6 Geo. V, chapter 59;

Sections 1, 2, 3, 4, 10, 12, 14 and 15 of the act 15-16 Geo. VI, chapter 96;

Sections 1 and 6 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 37, the whole within the delays provided for by the law.

Montreal, January 24, 1964.

ANDRÉ CHARTRAND,

Secretary-Treasurer of the town of Dorion.

5464-5-4-o

Ville de Fabreville

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Fabreville », dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Former en corporation de cité la ville de Fabreville;

2° Modifier les règlements numéros 144, 146, 148, 158, 161, 162, 163, 165, 167, 169, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 188, 193, 194, 195, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 209, 210, 211, 213, 214, 216, 217, 218, 221, 222, 224, 226, 227, 228, 229, 231, 232, 233, 237 et 238;

3° Abroger l'article 27 de sa charte 5-6 Elizabeth 2, chapitre 106;

4° Modifier l'article 463 de la Loi des cités et villes pour la cité de Fabreville, pour établir une servitude de cinq pieds le long des lignes de côté et d'arrière d'un lot;

5° Modifier l'article 642 de la Loi des cités et villes, pour permettre à la cité de Fabreville d'établir sa propre Cour Municipale;

6° Modifier l'article 28 de la chate de la cité de Fabreville;

7° Modifier l'article 485 de la Loi des cités et villes pour la cité de Fabreville, afin de permettre à la ville d'établir un rôle d'évaluation supplémentaire;

8° Amender le règlement No 123 de la cité de Fabreville pour en changer la taxation.

9° Et pour toutes autres fins.

Fabreville, le 15 janvier 1964.

Les Procureurs de la pétitionnaire de la ville de Fabreville,

5465-5-4-o POUPART & MELANÇON.

Town of Fabreville

Notice is hereby given that the "Town of Fabreville", in the county of Laval, will apply to the provincial Legislature, at its present session, for the adoption of an act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To create in corporation of city the town of Fabreville:

2. To modify by-laws numbers 144, 146, 148, 158, 161, 162, 163, 165, 167, 169, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 188, 193, 194, 195, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 209, 210, 211, 213, 214, 216, 217, 218, 221, 222, 224, 226, 227, 228, 229, 231, 232, 233, 237 and 238.

3. To abrogate section 27 of its charter 5-6 Elizabeth 2, chapter 106;

4. To modify section 463 of the Cities and Towns Act, for the city of Fabreville.

5. To modify section 642 of the Cities and Towns Act, to enable the city of Fabreville to establish the city of Fabreville to establish a local Municipal Court;

6. To modify section 28 of the charter of the city of Fabreville.

7. To modify section 485 of the Cities and Towns Act, for the city of Fabreville, to permit the creation of a supplementary valuation roll.

8. To amend by-law No. 123 of the city of Fabreville for a new taxation.

9. And for all other purposes.

Fabreville, January, 15, 1964.

POUPART & MELANÇON,

Attorneys for the petitioner of the town of Fabreville.

5465-5-4-o

Guy Lamontagne

Avis est, par les présentes, donné que « Guy Lamontagne », journnalier et restaurateur, de la ville de Montmorency, district de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour l'adoption d'une loi changeant son nom de Guy Lamontagne à Jean-Guy Bédard.

Québec, le 22 janvier, 1964.

Les Procureurs du requérant,
LANGLOIS & LANGLOIS.
Par l'Avocat,
5466-5-4-o MAXIME LANGLOIS.

Guy Lamontagne

Notice is hereby given that "Guy Lamontagne", day-labourer and restaurateur, of the town of Montmorency, district of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, during its present session, for the adoption of a law changing his name from Guy Lamontagne to Jean-Guy Bédard.

Quebec, January 22, 1964.

LANGLOIS & LANGLOIS,
Attorneys for the petitioner.
By: MAXIME LANGLOIS,
5466-5-4 *Advocate.*

Succession Cléophas Saint-Aubin

Avis est par les présentes donné par dame Consuelo Saint-Aubin, veuve de Antonio Sabetta en son vivant de la cité de Montréal, Gilles Filion, avocat et conseil de la Reine et Jean Baril, comptable, tous du district de Montréal en leur qualité d'Exécuteurs testamentaires aux termes du testament dudit Cléophas Saint-Aubin, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi spéciale clarifiant et complétant pour certaines fins les dispositions du testament dudit Cléophas Saint-Aubin, précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et leur réunmération et aussi de payer au fiduciaire la commission payée pour l'administration de propriétés et pour toutes autres fins.

Donné à Montréal, ce 15e jour de janvier 1964.

Le Procureur des pétitionnaires,
5467-5-4-o RAYMOND NOËL, C.R.

Estate Cléophas Saint-Aubin

Notice is hereby given by Dame Consuelo Saint-Aubin, widow of Antonio Sabetta, in his lifetime of the city of Montreal, Gilles Filion, advocate and Queen's Counsel and Jean Baril, accountant, all of the district of Montreal, in their capacity as testamentary executors in the terms of the will of the said Cléophas Saint-Aubin, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session, to request the adoption of a special law clarifying and completing, for certain purposes, the provisions of the will of the said Cléophas Saint-Aubin, specifying the powers of the testamentary executors and their pay, and also to pay the trustee the commission payed for the administration of properties, and for all other purposes.

Given at Montreal, this 15th day of January, 1964.

RAYMOND NOËL, Q.C.,
5467-5-4 *Attorney for the petitioners.*

Ste-Catherine d'Alexandrie

Avis est par les présentes donné que la Corporation municipale de « Ste-Catherine d'Alexandrie » demandera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi en vue de faire amender, quant à la municipalité, l'article 693 du Code municipal de façon à ce que les exemptions stipulées aux sous-paragraphes *a*) et *b*) dudit article ne s'appliquent pas aux personnes occupant pour des fins « commerciales et industrielles » des bâtiments ou terrains appartenant à Sa Majesté représentée aux droits du Gouvernement fédéral ou provincial ou de tout organisme gouvernemental, de sorte que ces personnes puissent être imposées de la même façon que si elles étaient propriétaires de ces immeubles, ainsi que pour être autorisée à accorder une rémunération aux membres de son conseil, de fréer un fonds industriel et pour d'autres fins.

Montréal, 21 janvier 1964.

Les Procureurs de la requérante,
5468-5-4-o VIEN, PARÉ, FERLAND & BARBEAU.

Ste-Catherine d'Alexandrie

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of "Ste-Catherine d'Alexandrie" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present sitting for the passing of an Act amending, in regard to the Municipality, Art. 693 of the Municipal Code in order that the exemptions stipulated by sub-paragraphs *a*) and *b*) of said Article, do not apply to the occupants for "commercial and industrial purposes" of land or immoveable property belonging to Her Majesty representing the rights of both the Federal and Provincial Governments or any Government Agency of Corporation in order that these persons be taxed as owners of said land or immoveable property, and to be permitted to provide a remuneration for the Mayor and Councillors for their services as such, and to be authorized to establish an industrial fund and for other purposes.

Montreal, January 21, 1964.

VIEN, PARÉ, FERLAND & BARBEAU,
5468-5-4-o *Petitioner's Attorneys.*

La Société d'Agriculture du comté de Roberval

Avis public est, par les présentes, donné que « La Société d'Agriculture du comté de Roberval » de la province de Québec, s'adresser à la législature de la province de Québec, à la présente session pour obtenir l'adoption d'une loi augmentant le montant des emprunts que la Société est autorisée à contracter suivant les dispositions de l'article 7 des status refondus 1941 de $7,000. à $50,000.

Roberval, le 21 janvier 1964.

Le Procureur de la requérante,
5469-5-4-o MAURICE E. ROY, AVOCAT.

La Société d'Agriculture du comté de Roberval

Public notice is hereby given that "La Société d'Agriculture du comté de Roberval" of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session, for the adoption of a law increasing the amount of the loans which the Association is authorized to contract following the provions of section 7 of the Revised Statutes, 1941, from $7,000. to $50,000.

Roberval, January 21, 1964.

MAURICE E. ROY, ADVOCATE,
5469-5-4 *Attorney for the petitioner.*

Sœurs de Charité de Sainte-Marie
Sisters of Charity of Saint Mary

Avis est par les présentes donné que Cesira Parisotto, en religion La Très Révérende Soeur Anselme-Marie, Supérieure de la congrégation « Soeurs de Charité de Sainte-Marie » et Présidente de la Corporation « Soeurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary », s'adressera à la Législature de la province, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° La dissolution de la corporation « Soeurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary », constituée par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies en date du 5 janvier 1954 et par lettres patentes supplémentaires en date du 21 février 1957;

2° La constitution d'une nouvelle corporation sous le nom « Les Soeurs de Charité de Sainte-Marie », succédant à la corporation dissoute, avec siège social à Montréal-Nord, dont les fins sont la religion, la charité, l'éducation et l'aide et l'assistance morales, spirituelles et matérielles aux enfants et aux personnes dans le besoin, avec certains pouvoirs spéciaux et propres aux fins et pour les différentes oeuvres de la communauté et de la corporation ou de celles qui seront formées sous l'autorité de la loi à être adoptée;

3° Accorder à la corporation pour ses fins ou celles des corporations qui seront formées sous l'autorité de la loi à être adoptés, le pouvoir d'exproprier certains terrains faisant partie du cadastre du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, contigus à ceux actuellement possédés par « Soeurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary » ou à d'autres corporations actuellement existantes et constituées pour la poursuite des fins de la communauté.

Montréal-Nord, le 23 janvier 1964.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, DÉRY, CHOQUETTE & LESAGE.

5470-5-4-o

Duncan Strachan Taylor

Avis est donné que la compagnie « Duncan Strachan Taylor », des cité et district de Montréal, s'adressera à la présente session de la Législature de Québec, afin d'obtenir une loi changeant son nom de Duncan Strachan Taylor à Duncan Strachan Peachey et pour d'autres fins.

Daté à Montréal, P.Q., ce 24e jour de janvier 1964.

Les Procureurs du requérant,
HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
COPE, PORTEOUS & HANSARD.

5472-5-4

Morris Feinstein et Sam Biberman

On fait savoir que Morris Feinstein, domicilié au 20 de la rue Glenmore, à Hampstead, Province de Québec, et Sam Biberman, domicilié au 2296 de l'avenue Fulton, à Ville Mont-Royal, Province de Québec, en leur qualité de propriétaires en fiducie du lot numéro 14 du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet, demanderont à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa session actuelle, l'adoption d'une loi ratifiant leur titre audit lot.

Québec, 3 février 1964.

Les Procureurs des requérants,
LÉTOURNEAU, STEIN, JOHNSTON,
LEAHY, MARSEILLE & PRICE.

5565-6-4

Sœurs de Charité de Sainte-Marie
Sisters of Charity of Saint Mary

Notice is hereby given that Cesira Parisotto, in religion The Very Reverend Sister Anselme-Marie, Superior of the congregation "Soeurs de Charité de Sainte-Marie" and Secretary of the corporation "Soeurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary", will apply to the Legislature of the Province, at its present session, in order to obtain the adoption of a special act for the following purposes:

1. The dissolution of the corporation "Soeurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary", incorporated by letters patent issued in accordance with the third part of the Companies' Act dated January 5, 1954 and by supplementary letters patent dated February 21, 1957;

2. The incorporation of a new corporation under the name "Les Soeurs de Charité de Sainte-Marie", replacing the dissolved corporation, with its head office at Montreal-North, the objects of which are religion, charity, education, aid and assistance moral and spiritual as well as material to children and persons in need, together with certain special powers required for the fulfilment of the various duties of the order and of the corporation or others which may be created under the authority of the act to be adopted;

3. Grant to the corporation, for the fulfilment of its objects or those of corporations to be formed under authority of the act to be adopted, the power to expropriate certain lots comprised in the cadastral plan of Sault-au-Récollet, registration division of Montreal, certain immovable properties adjoining those at present owned by "Soeurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary", or other corporations at present existing and created for the fulfilment of the objects of the order.

Montreal-North, January 23, 1964.

BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, DÉRY, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for petitioner.

5470-5-4-o

Duncan Strachan Taylor

Notice is hereby given that "Duncan Strachan Taylor", of the city and district of Montreal will apply at the present session of the Quebec Legislature for an act changing his name from Duncan Strachan Taylor to Duncan Strachan Peachey and for other purposes.

Dated at Montreal, P.Q., this 24th day of January, 1964.

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
COPE, PORTEOUS & HANSARD,
Attorneys for petitioner.

5472-5-4-o

Morris Feinstein and Sam Biberman

Notice is hereby given that Morris Feinstein, 20 Glenmore Street, Hampstead, P.Q., and Sam Biberman, 2296 Fulton Avenue, town of Mount Royal, P.Q., in their capacity as owners in trust of parts of lot number 14 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for an act confirming their title to the said lot.

Quebec, February 3, 1964.

LÉTOURNEAU, STEIN, JOHNSTON,
LEAHY, MARSEILLE & PRICE,
Attorneys for the petitioners.

5565-6-4-o

The Montreal Association for the Blind

Avis est par les présentes donné que « The Montreal Association for the Blind », corporation constituée par la loi 1 George V, chapitre 90, et ayant son siège social à 6980, rue Sherbrooke ouest, en les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi:

a) établissant les conditions d'admissibilité comme membre de la corporation;

b) réorganisant la direction de la corporation;

c) augmentant ses pouvoirs, privilèges et droits;

et pour autres fins.

Québec, le 4 février 1964.

Les Avocats de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE, AMYOT, DÉRY, CHOQUETTE & LESAGE.

5566-6-4-o

The Montreal Association for the Blind

Notice is hereby given that "The Montreal Association for the Blind", corporation created by the act 1 George V, chapter 90, and having its head office at 6980 Sherbrooke Street West, in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act:

a) establishing the requirements for membership in the corporation;

b) reorganizing the management of the corporation;

c) increasing its powers, privileges and rights; and for other purposes.

Quebec, February 4, 1964.

BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE, AMYOT, DÉRY, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

5566-6-4-o

The Royal Trust Company

Avis est par les présentes donné que « The Royal Trust Company », corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de « The Royal Trust Company », en anglais et « Le Trust Royal », en français et lui permettant d'être légalement désignée sous son nom anglais ou sous son nom français ou à la fois sous les deux noms.

Montréal, le 10 février 1964.

Les Procureurs de la requérante,
5616-7-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

The Royal Trust Company

Public notice is hereby given that "The Royal Trust Company", corporation legally constituted, having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, to request the adoption of an act changing its name to that of "The Royal Trust Company", in english and "Le Trust Royal", in french and enabling it to be legally designated by its english name or by its french name or by both names.

Montreal, February 10, 1964.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5616-7-4-o *Attorneys for the applicant.*

Les commissaires d'écoles de la Ville de Ste-Thérèse

« Avis est par les présentes donné, que les commissaires d'écoles de la Ville de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi autorisant lesdits commissaires d'écoles à payer une pension de retraite à certains de leurs employés, non fonctionnaires de l'enseignement et ayant exercé leurs fonctions pendant plus de 25 ans ».

Daté à Ste-Thérèse, ce 14 janvier 1964.

Les Procureurs des pétitionnaires,
5617-7-4-o GUÉRIN & CLICHE.

The School Commissioners for the town of Ste-Thérèse

"Notice is hereby given that the school commissioners for the town of Ste-Thérèse, district of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the passing of an act authorizing the said school commissioners to pay a retirement pension to certain of its employees, not on the teaching staff, and who have carried out their duties over a period of 25 years".

Dated at Ste-Thérèse, January 14, 1964.

GUÉRIN & CLICHE,
5617-7-4 *Attorneys for the petitioners.*

Examen des Agronomes

Agronomists Examination

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome
Table of entries for admission to the practice of the profession of agronomist

Noms et prénoms — Names and surnames	Age	Domicile — Residence	Institutions
Balatti, Luca Beniamino dit Benjamin	39	3890, boul. Rosemont, app. 4, Montréal 36	Institut Agricole de l'Université de Toulouse.
Barrett, Harold W.	43	2089, boul. Boucherville St-Bruno, comté de Chambly	Ontario Agricultural College.
Grig, Jean-Claude	29	2040, rue Montarville, St-Bruno, Comté de Chambly	École Nationale d'Agriculture d'Alger.
Mey, Komphot	27	3667, rue St-Urbain, Montréal 18	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Pleszczynski, Stanislaw, Antoni Rola dit Stanislas Antoine Rola	56	Ferme expérimentale, Lennoxville, Comté de Sherbrooke	Faculté d'Agronomie de l'Institut Supérieur d'Agronomie de Varsovie.

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome
Table of entries for admission to the practice of the profession of agronomist

Noms et prénoms — Names and surnames	Age	Domicile — Residence	Institutions
Séguin, Charles-Émile	28	1615, boul. Édouard-Laurin, app. 1, Montréal 9	Institut Agricole d'Oka.
Shufelt, David W.	24	24 East Farnham, Comté de Brôme	Faculté d'Agriculture de l'Université McGill.
Soucy, Roland	27	1654 Abbey Road, Ottawa 8, Ontario	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Montréal 11, le 10 février 1964 — Montreal 11, February 10, 1964.

Le Secrétaire-trésorier de La Corporation des Agronomes de la province de Québec,
THÉODORE MONGEON, *agronome.*

Secretary-Treasurer of La Corporation des Agronomes de la province de Québec,
THÉODORE MONGEON, *agronome.*

5618-o

Ministère des Finances
Assurances

American Health and Life Insurance Company

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « American Health and Life Insurance Company », enregistrée sous le numéro 666, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 3787 qui l'autorise, à compter du 24 janvier 1964, à effectuer dans la province des contrats d'assurance sur la vie.

Le siège social de la compagnie est situé à 300, Place St-Paul, Baltimore, Maryland, États-Unis.

La compagnie a nommé monsieur W.-H. Laidley, 455 ouest, rue Craig, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 7 février 1964.

Pour le Ministre des finances de la province,
Le Surintendant des assurances,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

5619-o

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de St-Isidore d'Auckland, comté de Compton

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de St-Isidore d'Auckland », comté de Compton, a cessé de faire affaires le 1er août 1963;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son président et son secrétaire-trésorier le 31 décembre 1963, à l'effet que toutes ses polices ont été annulées et, qu'à cette date, elle n'avait ni passif ni actif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de St-Isidore d'Auckland », comté de Compton, sont annulés à compter du 31 décembre 1963.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances le 7 février 1964.

Pour le Ministre des finances de la province,
Le Surintendant des assurances,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

5620-o

Department of Finance
Insurance

American Health and Life Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Registration

Notice is hereby given that "American Health and Life Insurance Company", registered under number 666, has obtained the license and certificate of registry number 3787 authorizing it, as from the 24th of January 1964, to undertake in this Province contracts of Life Insurance.

The head office of the company is situate at 300, St. Paul Place, Baltimore, Maryland, United States.

The company has appointed Mr. W.-H. Laidley, 455, Craig Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 7th of February 1964.

For the Minister of Finance of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
Superintendent of Insurance.

5619-o

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de St-Isidore d'Auckland, comté de Compton

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de St-Isidore d'Auckland", county of Compton, has ceased to do business on the 1st of August 1963;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its president and its secretary treasurer on the 31st of December 1963, to the effect that all its policies have been cancelled and that, on that date, it had no liabilities and no assets;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de St-Isidore d'Auckland", county of Compton, are cancelled as from the 31st of December 1963.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 7th of February 1964.

For the Minister of Finance, of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
Superintendent of Insurance.

5620-o

Département de l'Instruction publique

St-Vincent-de-Paul

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Vincent-de-Paul, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de Vassan, dans le même comté.

Québec, le 31 janvier 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

5535-6-2-o 65-64

Aylmer Prot.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la commission scolaire du canton de Hull, dans le comté de Gatineau, à la municipalité scolaire protestante d'Aylmer, dans le même comté.

Québec, le 4 février 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

5567-6-2-o 1561-63

Department of Education

St-Vincent-de-Paul

Application is made to change the name of the school municipality of St-Vincent-de-Paul, in the county of Abitibi-East, to Vassan, in the same county.

Quebec, January 31, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

5535-6-2 65-64

Aylmer Prot.

Application is made to annex, for Protestants only, the present territory of the school commission of the township of Hull, in the county of Gatineau, to the Protestant school municipality of Aylmer, in the same county.

Quebec, February 4, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

5567-6-2 1561-63

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Chénier

Cadastre officiel du canton de Chénier, municipalité de territoire non-organisé, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 25 à 45, rang III sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 janvier 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

5645-o

Paroisse de Lachine

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine, municipalité de la cité de Lasalle, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 921-114, 921-122 à 921-134 et partie des lots 921-118, 921-119 et 921-121 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 février 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

5645-o

Canton de La Minerve

Cadastre officiel du canton de La Minerve, municipalité du canton de La Minerve, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que le lot 60, rang A est ajouté et le lot 7, rang II est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 janvier 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

5645-o

Cité de Québec (Quartier Montcalm)

Cadastre officiel du Quartier Montcalm, cité de Québec, municipalité de la cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Chénier

Official cadastre of the township of Chénier, municipality of the unorganized territory, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 25 to 45, range III are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 30, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

5645-o

Parish of Lachine

Official cadastre of the parish of Lachine, municipality of the city of Lasalle, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 921-114, 921-122 to 921-134 and part of lots 921-118, 921-119 and 921-121 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 3, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

5645-o

Township of La Minerve

Official cadastre of the township of La Minerve municipality of the township of La Minerve, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lot 60, range A is added and lot 7, range II is corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 30, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

5645-o

City of Quebec (Montcalm Ward)

Official cadastre of Montcalm Ward, city of Quebec, municipality of the city of Quebec, registration division of Quebec.

Avis est par la présente donné que le lot 4273-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 janvier 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

5645-o

Notice is hereby given that lot 4273-1 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 27, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

4645-o

Paroisse de St-François-de-Sales

Cadastre officiel de la paroisse de St-François-de-Sales, municipalité de la ville de St-François, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 53-9 à 53-12 et partie du lot 53-7 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 janvier 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

5645-o

Parish of St-François-de-Sales

Official cadastre of the parish of St-François-de-Sales, municipality of the town of St-François, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 53-9 to 53-12 and part of lot 53-7 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 31, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

5645-o

Canton de Taschereau (Revisé)

Cadastre officiel du canton de Taschereau (revisé), municipalité de Ste-Madeleine de la Rivière-Madeleine, division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts.

Avis est par la présente donné que les lots 2-B-3 et 2-B-7, rang I, sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 janvier 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

5645-o

Township of Taschereau (Revised)

Official cadastre of the township of Taschereau (revised), municipality of the township of Ste-Madeleine of the Rivière Madeleine registration division of Ste-Anne-des-Monts.

Notice is hereby given that lots 2-B-3 and 2-B-7, range I are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 31, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

5645-o

Canton de Royer (Erratum)

Erratum

Dans l'avis publié le 1er février 1964, dans la *Gazette officielle de Québec*, numéro 5, page 740, avis numéro 5451, veuillez lire: Canton Royer au lieu de Canton Boyer.

5645-o

Township of Royer (Erratum)

Erratum

In the notice published on February 1, 1964, *Quebec Official Gazette*, number 5, page 740, notice number 5451, please read: Royer township instead of Boyer Township.

5645

Ministère du Travail

Avis d'approbation d'un règlement d'amendement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 270 du 5 février 1964, section « D », le règlement spécial du Comité paritaire des Métiers de la construction de Saint-Jean intitulé, « Certificat de qualification », tel qu'approuvé par l'arrêté en conseil numéro 627 du 17 avril 1963, section « D », est amendé en y radiant le paragraphe suivant:

« Le Comité paritaire permet au Syndicat Catholique National de la Construction de Saint-Jean, d'émettre des certificats de qualification à ses membres, après leur avoir fait subir un examen selon les normes établies par le Comité paritaire. Le Syndicat devra faire un rapport mensuel au Comité paritaire des certificats émis à ses membres. Le présent règlement reconnaît les certificats de qualification émis par ledit syndicat. »

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 février 1964. 5599-o

Department of Labour

Notice of approval of an amendment by-law

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 270 of February 5, 1964, section "D", the special by-law entitled "Certificate of competency" of the Building Trades Joint Committee of St-Jean, as approved by Order in Council number 627 of April 17, 1963, section "D" is amended by deleting the following paragraph:

"The Parity Committee allows Le Syndicat Catholique National de la Construction de Saint-Jean to issue certificates of comptency to his members, after they have passed an examination in conformity with the standards established by the Parity Committee. The Union shall submit a monthly report to the Parity Committee of the certificates issue to its members. The present by-law recognizes the certificates of competency issue by the said union."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 15, 1964. 5599-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1721, du 16 décembre 1948 et amendements, a été autorisé, par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 270 du 5 février 1964 section « E », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux, ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1964 au 28 février 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit déeret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exités par ledit Comité paritaire. L'employeur ppofessionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le vingt (20) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire du Commerce de

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Wholesale and Ratail Trade Joint Committee of Rimouski, formed under decree number 1721 of December 16, 1948 and amendements, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 270 of February 5, 1964, Section "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 1, 1964 to February 28, 1965, such levy is laid as follows:

a) All professional employers governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. $50.00 per week.

c) All employees governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the twentieth (20th) day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Wholesale and Retail

Gros et de Détail de Rimouski, pour la période comprise entre le 1er mars 1964 et le 28 février 1965.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1964 et le 28 février 1965.

Recettes

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 7,004.78
Salariés	6,967.13
Artisans	946.25
Intérêts, bonis et amendes	302.28
	$15,220.44

Déboursés

Salaires:	
Secrétaire-inspecteur	$ 3,660.00
Trésorier	3,410.00
Frais d'inspections	610.00
Loyer	900.00
Frais légaux	500.00
Papeterie, fourniture, timbres, etc.	800.00
Vérification	300.00
Assurance-caution	6.50
Assurance-feu	20.00
Assurance chômage	178.00
Jetons de présence	360.00
Frais de déplacement des membres	1,440.00
Représentation — Centre Consultatif	600.00
Frais de représentation — Congrès des Relations Industrielles	260.00
Cours d'anglais aux employés du Commerce	1,500.00
Divers et imprévus	675.94
	$15,220.44

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 février 1964. 5599-o

WHOLESALE AND RETAIL TRADE JOINT COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 1, 1964 and March 1, 1965.

Receipts

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 7,004.78
Employees	6,967.13
Artisans	946.25
Interest, bonuses and penalties	302.28
	$15,220.44

Disbursements

Wages:	
Secretary — inspector	$ 3,660.00
Treasurer	3,410.00
Inspector's expenses	610.00
Office rent	900.00
Legal fees	500.00
Stationery, Furniture, postage, etc.	800.00
Auditing	300.00
Fidelity Bond	6.50
Fire insurance	20.00
Unemployment Insurance	178.00
Member's attendance fees	360.00
Members' travelling expenses	1,440.00
Official entertainement — Consultative Centre	600.00
Entertainement expenses, Industrial Relations Congress	260.00
English courses to the employees	1,500.00
Sundrie and unforeseen	675.94
	$15,220.44

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 15, 1964. 5599-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Coaticook, établi en exécution du décret numéro 102 du 10 février 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 270 du 5 février 1964, section « F », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 20 février 1964 au 20 février 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Coaticook Trade Parity Committee, formed under decree number 102 of February 10, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 270 of February 5, 1964, section "F", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 20, 1964 to February 20, 1965; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 102 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 102 and amendments, shall pay to the

paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $31.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Coaticook, pour la période comprise entre le 20 février 1964 et le 20 février 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE COATICOOK

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 20 février 1964 et le 20 février 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels et artisans	$1,610.00
Salariés	1,425.00
	$3,035.00

Déboursés:

Salaires:	
secrétaire-inspecteur	$ 780.00
Frais de déplacement	252.00
Frais légaux	200.00
Papeterie, impressions, timbres	575.00
Vérification des livres	60.00

c) The employees governed by the said decree, number 10 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which is to be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, the Committee will give him five (5) days' notice to fulfil his obligations.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, Septembre 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Coaticook Trade Parity Committee for the period between February 20, 1964 and February 20, 1965.

COATICOOK TRADE PARITY COMMITTEE

Estimate of receipts and disbursements for the period between February 20, 1964 and February 20, 1965.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers and artisans	$1,610.00
Employees	1,425.00
	$3,035.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary-inspector	$ 780.00
Travelling expenses	252.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, stamps	575.00
Audition	60.00

Assurances et frais de cautionnement	5.00
Jetons de présence	$ 480.00
Publicité	150.00
Loyer, téléphone et télégrammes	350.00
Dépenses diverses et imprévues	100.00
	$2,952.00
Surplus prévu	83.00
	$3,035.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 février 1964. 5599-o

Insurance and fidelity bond	5.00
Committee members' meeting expenses	$ 480.00
Publicity	150.00
Rent, telephone and telegrams	350.00
Sundries and unforeseen expenses	100.00
	$2,952.00
Surplus	83.00
	$3,035.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 15, 1964. 5599-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de Saint-François, établi en exécution du décret numéro 255 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 270 du 5 février 1964, (Section « G »), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1964 au 1er mars 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% calculée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de $65.00. Tout employeur qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret est de plus considéré comme un artisan aux fins du présent règlement.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis district, formed under decree number 255 to March 5, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 270 of February 5, 1964, (Section "G"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 1, 1964 to March 1, 1965; this levy is applied as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, number 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree number 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% based on a average weekly remuneration of $65.00. Any employer who plies himself one of the trades governed by the decree, is considered as an artisan for the purpose of the present by-law.

c) Employees governed, by the said decree number 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall collect at the end of each week, from the wages of every one of their employees, the sums owed to the Parity Committee.

Professional employers shall complete their report, sign it and file it with the Parity Committee every month. The Committee has the right to require sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François, pour la période comprise entre le 1er mars 1964 et le 1er mars 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DISTRICT DE SAINT FRANÇOIS

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1964 et le 1er mars 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs et employeurs professionnels	$ 765.00
Salariés	765.00
Artisans	4,250.00
Honoraires d'examens	220.00
	$6,000.00

Déboursés:

Secrétaire	$1,300.00
Trésorier	780.00
Employé de bureau (temps partiel)	250.00
Loyer	180.00
Bureau des Examinateurs	720.00
Frais légaux	100.00
Papeterie, impression, télégrammes et téléphone	670.00
Inspection	700.00
Vérification	120.00
Publicité	160.00
Frais de déplacement du président et des membres	500.00
Jetons de présence	400.00
Divers	120.00
	$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 février 1964. 5599-o

The report, together with the assessments, shall be filed with the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis district for the period between March 1, 1964 and, March 1, 1965.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE OF ST. FRANCIS DISTRICT

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 1, 1964 and March 1, 1965.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional Employers	$ 765.00
Employees	765.00
Artisans	4,250.00
Examination fees	220.00
	$6,000.00

Disbursements:

Secretary	$1,300.00
Treasurer	780.00
Office employee (part time)	250.00
Rent	180.00
Board of Examiners	720.00
Legal fees	100.00
Stationary, printing, telegrams, telephone	670.00
Inspection	700.00
Audition	120.00
Publicity	160.00
Travelling expenses of President and members	500.00
Attendance fees	400.00
Miscellaneous	120.00
	$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, February 15, 1964. 5599-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de la Boulangerie et de la Pâtisserie des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 421 du 29 avril 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 270 du 5 février 1964, section « H », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that le Comité paritaire de la Boulangerie et de la Pâtisserie des Trois-Rivières et district, formed under decree number 421 of April 29, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 270 of February 5, 1964, section "H", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereunder described:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 26 février 1964 au 26 février 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 421 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret numéro 421 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $53.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 421 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dix (10) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Boulangerie et de la Pâtisserie des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 26 février 1964 et le 26 février 1965.

COMITÉ PARITAIRE DE LA BOULANGERIE ET DE LA PÂTISSERIE DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 26 février 1964 et le 26 février 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$2,250.00
Artisans	40.00

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 26, 1964 to February 26, 1965; the levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 421, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree number 421, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established for journeymen, i.e. $53.00 per week.

c) The employees governed by the decree number 421, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all particulars required by the Committee, shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee may require sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire de la Boulangerie et de la Pâtisserie des Trois-Rivières et district for the period between February 26, 1964 and February 26, 1965.

COMITÉ PARITAIRE DE LA BOULANGERIE ET DE LA PÂTISSERIE DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 26, 1964 and February 26, 1965.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$2,250.00
Artisans	40.00

Salariés	2,250.00
Honoraires d'examens	40.00
	$4,580.00

Déboursés:

Salaires:	
Inspecteur	$ 540.00
Administration	800.00
Loyer de bureau	300.00
Frais légaux	200.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	150.00
Ameublement et accessoires de bureau	200.00
Vérification des livres	115.00
Assurances et frais de cautionnement	10.00
Frais de déplacement et de représentation des membres et frais d'inspections	1,260.00
Jetons de présence des membres du Comité	240.00
Bureau d'examinateurs	150.00
Dépenses diverses et imprévus	615.00
	$4,580.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 février 1964. 5599-o

Employees	2,250.00
Examination fees	40.00
	$4,580.00

Disbursements:

Salaries:	
Inspector	$ 540.00
Administration	800.00
Office rent	300.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	150.00
Furniture and office equipment	200.00
Audition	115.00
Insurance and fidelity bond	10.00
Travelling and representative expenses of members and inspection expenses	1,260.00
Meeting expenses of committee members	240.00
Board of Examiners	150.00
Various and unforeseen expenses	615.00
	$4,580.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 15, 1964. 5599-o

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 58, en date du 15 janvier 1964, M. Jean-Marie Brassard, avocat et membre du Barreau de la province, de Montréal, conseil en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 12 février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
5588-o RAYMOND DOUVILLE.

Appointment

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council may appoint, by order in council number 58 dated January 15, 1964, Mr. Jean-Marie Brassard, advocate and member of the Provincial Bar, of Montreal, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary, this day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
5588 *Assistant Secretary of the Province.*

Proclamation

Cantons de Franquelin et Bourdon

Canada,
Province de Québec. PAUL COMTOIS
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général, C.-E. CANTIN.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320, article 2), l'honorable Ministre des terres et forêts a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi d'une partie du canton de Franquelin et d'une partie

Proclamation

Townships of Franqueiln and Bourdon

Canada,
Province of Quebec. PAUL COMTOIS
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same my concern,

GREETING.

Proclamation

C.-E. CANTIN, *Assistant Attorney General.*

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes, 1941, chapter 320, section 2), the Honourable the Minister of Lands and Forests has had prepared, under his supervision, a plan and book of reference of a part of the township of Franquelin and of a part of the

du canton de Bourdon (comprenant le village de Franquelin), le tout compris dans la division d'enregistrement de Saguenay;

ATTENDU QUE ces plans et livres de renvoi font maintenant partie des archives du ministère des terres et forêts et qu'une copie exacte en a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plans et livres de renvoi officiels et de fixer, en même temps, la date où les dispositions de l'article 2168 du Code civil viendront en vigueur relativement à cette partie du canton de Franquelin et cette partie du canton de Bourdon (comprenant le village de Franquelin), le tout compris dans la division d'enregistrement de Saguenay.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 83, en date du 15 janvier 1964.

Nous donnons avis du dépôt des plans et livres de renvoi officiels des localités désignées ci-dessus de la division d'enregistrement de Saguenay, et Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil viendront en vigueur relativement à toutes les localités désignées ci-dessus;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conféré par le Code civil, à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans chacune des localités désignées ci-dessus de la division d'enregistrement de Saguenay.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la province,

5588-o RAYMOND DOUVILLE.

township of Bourdon (including the Village of Franquelin), the whole included in the registry division of Saguenay;

WHEREAS these plans and books of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests and that an exact copy was filed in the registry office of Saguenay;

WHEREAS, under the provisions of section 2169 of the Civil Code, it is now expedient to advise, by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of these plans and books of reference and to fix, at the same time, the date on which the provisions of sections 2168 of the Civil Code shall come into force relatively to this part of the township of Frankelin and that part of the township of Bourdon (including the village of Franquelin), the whole included in the registration division of Saguenay.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 83 dated January 15, 1964.

We give notice of the deposit of these plans and books of reference of the localities above designated of the registration division of Saguenay and We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Officielle Gazette*, the day on which the provisions of section 2168 of the Civil Code shall enter into force relatively to all the localities designated above:

We invite any interested person, under penalty of losing priority as conferred by the Civil Code, to renew within the two years which follow the date fixed above, the registration of all real rights on a lot of land included within each of the localities designated above of the registration division of Saguenay.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-four, and in the twelfth year of Our Reign.

By command.

RAYMOND DOUVILLE,

5588 *Assistant Secretary of the Province.*

Soumissions

Bureau des commissaires des écoles catholiques de la cité de Magog

Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ovila Bergeron, secrétaire-trésorier, 261 ouest, rue St-Patrice, Magog, comté de Stanstead, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 3 mars 1964,

Tenders

Catholic school board of commissioners of the city of Magog

County of Stanstead

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ovila Bergeron, secretary-treasurer, 261 St-Patrick St. West, Magog, county of Stanstead, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, March 3, 1964, for the purchase of

pour l'achat de $442,000 d'obligations du Bureau des Commissaires des Écoles Catholiques de la cité de Magog, comté de Stanstead, datées du 1er mars 1964 et remboursables par séries du 1er mars 1965 au 1er mars 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 19 novembre 1963 — $442,000 — consolidation du déficit accumulé au fonds d'administration ordinaire, au 30 juin 1963.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1964.

Tableau d'amortissement — $442,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1965	$12,000
1er mars 1966	12,500
1er mars 1967	13,500
1er mars 1968	14,500
1er mars 1969	15,000
1er mars 1970	16,000
1er mars 1971	17,000
1er mars 1972	18,000
1er mars 1973	19,000
1er mars 1974	20,500
1er mars 1975	21,500
1er mars 1976	23,000
1er mars 1977	24,000
1er mars 1978	25,500
1er mars 1979	27,000
1er mars 1980	29,000
1er mars 1981	30,500
1er mars 1982	32,500
1er mars 1983	34,500
1er mars 1984	36,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Magog, comté de Stanstead.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 3 mars 1964. à 8 heures du soir, 261 ouest, rue St-Patrice, Magog, comté de Stanstead.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Magog, (Comté de Stanstead), ce 6 février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
OVILA BERGERON.

261 ouest, rue St-Patrice, C.P. 8,
Magog, (Stanstead), P.Q.,
Téléphone: 843-4742. 5597-o

an issue of $442,000 of bonds for the Catholic school board of commissioners of the city of Magog, county of Stanstead, dated March 1, 1964, and redeemable serially from March 1, 1965 to March 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated November 19, 1963 — $442,000 — consolidation of the accumulated deficit in the common administration fund, on June 30, 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1964.

Table of redemption — $442,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1965	$12,000
March 1, 1966	12,500
March 1, 1967	13,500
March 1, 1968	14,500
March 1, 1969	15,000
March 1, 1970	16,000
March 1, 1971	17,000
March 1, 1972	18,000
March 1, 1973	19,000
March 1, 1974	20,500
March 1, 1975	21,500
March 1, 1976	23,000
March 1, 1977	24,000
March 1, 1978	25,500
March 1, 1979	27,000
March 1, 1980	29,000
March 1, 1981	30,500
March 1, 1982	32,500
March 1, 1983	34,500
March 1, 1984	36,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Magog, county of Stanstead.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, March 3, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at 261 St-Patrick Street West, Magog, county of Stanstead.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Magog, (County of Stanstead), February 6, 1964.

OVILA BERGERON,
Secretary-Treasurer.

261 St-Patrick St., West, P.O.B. 8,
Magog, (Stanstead), P.Q.,
Telephone: 843-4742. 5597

Bureau des commissaires des écoles catholiques romaines de la ville de Richmond

Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Blais, secrétaire-trésorier, Richmond, comté de Richmond, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 3 mars 1964, pour l'achat de $633,000. d'obligations du Bureau des commissaires des écoles catholiques romaines de la ville de Richmond, comté de Richmond, datées du 1er mars 1964 et remboursables par séries du 1er mars 1965 au 1er mars 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 18 novembre 1963 — $633,000.— Construction d'une école secondaire de 16 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1964.

Tableau d'amortissement — $633,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er mars 1965	x	$65,000
1er mars 1966	x	68,000
1er mars 1967	x	73,000
1er mars 1968	x	77,000
1er mars 1969	x	82,000
1er mars 1970		12,000
1er mars 1971		12,000
1er mars 1972		13,000
1er mars 1973		14,000
1er mars 1974		15,000
1er mars 1975		15,000
1er mars 1976		16,000
1er mars 1977		17,000
1er mars 1978		18,000
1er mars 1979		19,000
1er mars 1980		21,000
1er mars 1981		22,000
1er mars 1982		23,000
1er mars 1983		25,000
1er mars 1984		26,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $375,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $75,000. chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

The Roman Catholic school board of commissioners for the town of Richmond

County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Blais, secretary-treasurer, Richmond, county of Richmond, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 3, 1964, for the purchase of an issue of $633,000. of bonds for the Roman Catholic school board of commissioners for the town of Richmond, county of Richmond, dated March 1, 1964, and redeemable serially from March 1, 1965 to March 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated November 18, 1963 — $633,000.— construction of a 16 class secondary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1964.

Table of redemption — $633,000 — 20 years

Year		*Capital*
March 1, 1965	x	$65,000
March 1, 1966	x	68,000
March 1, 1967	x	73,000
March 1, 1968	x	77,000
March 1, 1969	x	82,000
March 1, 1970		12,000
March 1, 1971		12,000
March 1, 1972		13,000
March 1, 1973		14,000
March 1, 1974		15,000
March 1, 1975		15,000
March 1, 1976		16,000
March 1, 1977		17,000
March 1, 1978		18,000
March 1, 1979		19,000
March 1, 1980		21,000
March 1, 1981		22,000
March 1, 1982		23,000
March 1, 1983		25,000
March 1, 1984		26,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $375,000. granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $75,000. each, from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Richmond.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 3 mars 1964, à 8 heures du soir, en l'école Notre-Dame, Richmond, comté de Richmond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Richmond, (Comté de Richmond), ce 6 février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD BLAIS.

C. P. 299,
Richmond, (Richmond), P.Q.
Téléphone: 826-4100. 5598-o

Cité de Côte St-Luc

Comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme I. G. Wilcken, greffier, Hôtel de ville, 8100 Côte St-Luc, Côte-St-Luc, comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, jusqu'à 9 heures p.m., lundi, le 2 mars 1964, pour l'achat de $778,000 d'obligations de la cité de Côte St-Luc, comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, datées du 1er avril 1964 et remboursables par séries du 1er avril 1965 au 1er avril 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 630 — $14,600 — pavage et trottoirs; 656 — $24,150 — pavage et trottoirs; 689 — $36,050 — parc municipal: 690 — $8,500 — Voirie et Trottoirs: 693 — $15,500 — élargissement de rue: 694 — $12,000 — éclairage; 699 — $1,350 — trottoirs: 700 — $1,450 — trottoirs: 701 — $111,000 — achat de terrain: 705 — $5,500 — éclairage: 706 — $4,650 — drainage: 710 — $23,000 — élargissement d'un passage à niveau: 711 — $15,000 — acquisition de lots: 712 — $13,600 — éclairage, 713 — $9,050 — égouts; 716 — $10,500 — lumière de sécurité scolaire; 718 — $3,700 — éclairage: 722 — $42,400 — pavage et trottoirs; 723 — $14,500 — conduite souterrains: 724 — $5,420 — trottoirs; 725 — $10,000 — feux de circulation; 726 — $13,200 — pavage et trottoirs; 727 — $4,700 — pavage et trottoirs; 728 — $8,400 — égouts; 729 — $2,800 — égouts; 730 — $8,000 — pavage, trottoirs; 732 — $124,000 — trottoirs et drainage; 734 — $8,400 — pavage et trottoirs; 736 — $15,850 — pavage et trottoirs; 737 — $2,850 — pavage et bordure de rue; 738 — $6,300 — éclairage et signaux lumineux; 743 — $120,000 — piscine; 744 — $65,350 — pavage, trottoirs et éclairage; 745 — $16,500 — pavage et trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1964.

Tableau d'amortissement — $788,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1965	$21,000
1er avril 1966	22,000
1er avril 1967	23,000
1er avril 1968	24,000
1er avril 1969	24,000
1er avril 1970	26,000
1er avril 1971	27,000
1er avril 1972	28,000
1er avril 1973	30,000
1er avril 1974	32,000
1er avril 1975	33,000

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Tuesday, March 3, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in Notre-Dame school, Richmond, county of Richmond.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Richmond, (County of Richmond), February 6, 1964.

GÉRARD BLAIS,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 299,
Richmond, (Richmond), P.Q.
Téléphone: 826-4100. 5598

City of Côte St-Luc

County of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. I. G. Wilcken, City Clerk, 8100 Côte St-Luc, Côte St-Luc, county of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce, until 9:00 o'clock p.m. Monday, March 2, 1964, for the purchase of an issue of $778,000 of bonds for the city of Côte-St-Luc, county of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce, dated April 1, 1964, and redeemable serially from April 1, 1965 to April 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 630 — $14,600 — paving and sidewalks; 656 — $24,150 — paving and sidewalks; 689 — $36,050 — municipal park; 690 — $8,500 — Roads and sidewalks; 693 — $15,500 — widening of street; 694 — $12,000 — lighting; 699 — $1,350 — sidewalks; 700 — $1,450 — sidewalks; 701 — $111,000 — purchase of land; 705 — $5,500 — lighting; 706 — $4,650 — drainage; 710 — $23,000 — widening of a level crossing; 711 — $15,000 — purchase of lots; 712 — $13,600 — lighting; 713 — $9,050 — sewers — 716 — $10,500 — safety school lighting; 718 — $3,700 — lighting; 722 — $42,400 — paving and sidewalks; 723 — $14,500 — underground passage; 724 — $5,420 — sidewalks; 725 — $10,000 — traffic lights; 726 — $13,200 — paving and sidewalks; 727 — $4,700 — paving and sidewalks; 728 — $8,400 — sewers; 729 — $2,800 — sewers; 730 — $8,000 — paving, sidewalks; 732 — $124,000 — sidewalks and drainage; 734 — $8,400 — paving and sidewalks; 736 — $15,850 — paving and sidewalks; 737 — $2,850 — paving and curbstones; 738 — $6,300 — lighting and light signals; 743 — $120,000 — swimming-pool; 744 — $65,350 — paving, sidewalk and lighting; 745 — $16,500 — paving and sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1964.

Table of redemption — $788,000 — 20 years

Year	*Capital*
1er avril 1965	$ 21,000
1er avril 1966	22,000
1er avril 1967	23,000
1er avril 1968	24,000
1er avril 1969	24,000
1er avril 1970	26,000
1er avril 1971	27,000
1er avril 1972	28,000
1er avril 1973	30,000
1er avril 1974	32,000
1er avril 1975	33,000

1er avril 1976	$34,000
1er avril 1977	35,000
1er avril 1978	36,000
1er avril 1979	38,000
1er avril 1980	44,000
1er avril 1981	47,000
1er avril 1982	52,000
1er avril 1983	65,000
1er avril 1984	137,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 mars 1964, à 9 heures du soir, Hôtel de ville, 8100 Côte St-Luc, Côte St-Luc, comté de Montréal-Norte-Dame-de-Grâce.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Côte St-Luc, (Comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce), ce 7 février 1964.

Le Greffier,
Mme I. G. WILCKEN.

Hôtel de ville, 8100, Côte St Luc,
Côte St-Luc, (Montréal-N.-D.-de-Grâce), P.Q.
Téléphone: HUnter 9-9771. 5621-o

1er avril 1976	$34,000
1er avril 1977	35,000
1er avril 1978	36,000
1er avril 1979	38,000
1er avril 1980	44,000
1er avril 1981	47,000
1er avril 1982	52,000
1er avril 1983	65,000
1er avril 1984	137,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 2, 1964, at 9:00 o'clock p.m., at the City Hall, 8100 Côte St-Luc, Côte St-Luc, county of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Côte St-Luc, (County of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce), February 7, 1964.

MRS. I. G. WILCKEN,
City Clark.

City Hall, 8100 Côte St-Luc,
Côte-St-Luc, (Montreal-N.D.-de-Grâce) P.Q.
Telephone: HUnter 9-9771. 5621

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Drummondville
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-C. Jacob, secrétaire-trésorier, 317, rue Brock, Drummondville, comté de Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 4 mars 1964, pour l'achat de $593,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 1er avril 1964 et remboursables par séries du 1er avril 1965 au 1er avril 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 27 août 1963 — $593,000 — consolidation du déficit accumulé au fonds d'administration ordinaire, au 30 juin 1963.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1964.

Tableau d'amortissement — $593,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1965	$16,000
1er avril 1966	17,000
1er avril 1967	18,000

The school commissioners for the municipality of the City of Drummondville
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-C. Jacob, secretary-treasurer, 317 Brock St., Drummondville, county of Drummond, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 4, 1964, for the purchase of an issue of $593,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the city of Drummondville, county of Drummond, dated April 1, 1964, and redeemable serially from April 1, 1965 to April 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 27, 1963 — $593,000 — consolidation of the deficit accumulated in the common administration fund to June 30, 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1964.

Table of redemption — $593,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1965	$16,000
April 1, 1966	17,000
April 1, 1967	18,000

1er avril 1968	$ 19,000
1er avril 1969	20,000
1er avril 1970	22,000
1er avril 1971	23,000
1er avril 1972	24,000
1er avril 1973	26,000
1er avril 1974	27,000
1er avril 1975	29,000
1er avril 1976	31,000
1er avril 1977	33,000
1er avril 1978	34,000
1er avril 1979	36,000
1er avril 1980	39,000
1er avril 1981	41,000
1er avril 1982	43,000
1er avril 1983	46,000
1er avril 1984	49,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 4 mars 1964, à 8 heures du soir, en l'École Garceau, 270, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville, (Comté de Drummond), ce 10 février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-C. JACOB.

317, rue Brock, C.P. 14,
Drummondville, (Drummond), P.Q.,
Téléphone: GR-8-2561. 5622-o

April 1, 1968	$ 19,000
April 1, 1969	20,000
April 1, 1970	22,000
April 1, 1971	23,000
April 1, 1972	24,000
April 1, 1973	26,000
April 1, 1974	27,000
April 1, 1975	29,000
April 1, 1976	31,000
April 1, 1977	33,000
April 1, 1978	34,000
April 1, 1979	36,000
April 1, 1980	39,000
April 1, 1981	41,000
April 1, 1982	43,000
April 1, 1983	46,000
April 1, 1984	49,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Wednesday, March 4, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in Garceau School, 270 Lindsay St., Drummondville, county of Drummond.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville, (County of Drummond), February 10, 1964.

J.-C. JACOB,
Secretary-Treasurer.

317 Brock St., P.O. Box 14,
Drummondville, (Drummond), P.Q.,
Telephone: GR-8-2561. 5622

Cité de Grand'Mère
Comté de Laviolette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Émile Lacroix, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 333, 5e Avenue, Grand-Mère, comté de Laviolette, jusqu'à 3 heures p.m., lundi, le 2 mars 1964, pour l'achat de $429,000 d'obligations de la cité de Grand-Mère, comté de Laviolette, datées du 1er avril 1964 et remboursables par séries du 1er avril 1965 au 1er avril 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 192-A — $90,000 — services récréatifs, voirie, éclairage; 193-A — $46,000 — voirie, égouts, aqueduc, électricité; 199-A —

City of Grand'Mère
County of Labiolette

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Émile Lacroix, secretary-treasurer, City Hall, 333, 5th Ave., Grand-Mère, county of Labiolette, until 3:00 o'clock p.m., Monday, March 2, 1964, for the purchase of an issue of $429,000 of bonds for the city of Grand-Mère, county of Laviolette, dated April 1, 1964, and redeemable serially from April 1, 1965 to April 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 192-A — $90,000 — recreational services, roads, lighting; 193-A — $46,000 — roads, sewers, aqueduct, electricity; 199-A —

$23,390 — ouverture de rues, aqueduc, etc.; 201-A — $20,000 — fins industrielles; 203-A — $250,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1964.

Tableau d'amortissement — $429,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1965	$24,500
1er avril 1966	25,500
1er avril 1967	27,500
1er avril 1968	28,500
1er avril 1969	30,000
1er avril 1970	32,000
1er avril 1971	34,000
1er avril 1972	36,000
1er avril 1973	38,000
1er avril 1974	39,500
1er avril 1975	9,000
1er avril 1976	9,000
1er avril 1977	10,000
1er avril 1978	10,500
1er avril 1979	11,500
1er avril 1980	12,000
1er avril 1981	12,500
1er avril 1982	13,000
1er avril 1983	13,000
1er avril 1984	13,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Grand-Mère.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté établi à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 mars 1964 à 3 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 333, 5e Avenue, Grand-Mère, comté de Laviolette.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grand-Mère, (Comté de Laviolette), ce 10 février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE LACROIX.

Hôtel de ville, 333, 5e Avenue,
Grand-Mère, (Laviolette), P.Q.
Téléphone: LEcture 8-3866. 5623-o

Ville de St-Romuald d'Etchemin
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné A. Gosselin, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 1247, rue Commerciale, St-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 2 mars 1964, pour l'achat de $160,000 d'obligations de la ville de St-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, datées du 1er avril

$23,390 — opening of streets, aqueduct, etc.; 201-A — $20,000 — indistrial purposes; 203-A — $250,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1964.

Table of redemption — $429,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1965	$24,500
April 1, 1966	25,500
April 1, 1967	27,500
April 1, 1968	28,500
April 1, 1969	30,000
April 1, 1970	32,000
April 1, 1971	34,000
April 1, 1972	36,000
April 1, 1973	38,000
April 1, 1974	39,500
April 1, 1975	9,000
April 1, 1976	9,000
April 1, 1977	10,000
April 1, 1978	10,500
April 1, 1979	11,500
April 1, 1980	12,000
April 1, 1981	12,500
April 1, 1982	13,000
April 1, 1983	13,000
April 1, 1984	13,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Grand-Mère.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, March 2, 1964 at 3:00 o'clock p.m., in the city Hall, 333, 5th Ave., Grand-Mère, county of Laviolette.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Grand-Mère, (County of Laviolette), February 10, 1964.

ÉMILE LACROIX,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 333, 5th Ave.,
Grand-Mère, (Laviolette), P.Q.
Telephone: LEcture 8-3866. 5623

Town of St-Romuald d'Etchemin
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned A. Gosselin, secretary-treasurer, Town Hall, 1247 Commerciale St., St-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis, until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 2, 1964, for the purchase of an issue of $160,000, of bonds for the town of St-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis, dated April 1, 1964, and redee-

1964 et remboursables par séries du 1er avril 1965 au 1er avril 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Réglement No 198 — $160,000 — consolidation de dettes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1964.

Tableau d'amortissement — $160,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1965	$ 4,500
1er avril 1966	4,500
1er avril 1967	5,000
1er avril 1968	5,000
1er avril 1969	5,500
1er avril 1970	6,000
1er avril 1971	6,000
1er avril 1972	6,500
1er avril 1973	7,000
1er avril 1974	7,500
1er avril 1975	8,000
1er avril 1976	8,000
1er avril 1977	8,500
1er avril 1978	9,500
1er avril 1979	10,000
1er avril 1980	10,500
1er avril 1981	11,000
1er avril 1982	11,500
1er avril 1983	12,500
1er avril 1984	13,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 mars 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1247, rue Commerciale, St-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Romuald d'Etchemin, (Comté de Lévis), ce 7 février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
A. GOSSELIN.

Hôtel de ville,
1247, rue Commerciale, C.P. 7,
St-Romuald d'Etchemin, (Lévis), P.Q.,
Téléphone: 839-8806.

5624-o

La commission des écoles catholiques des Trois-Rivières

Comté des Trois-Rivières

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léo Carle, secrétaire-trésorier, 1025, rue Mar-

mable serially from April 1, 1965 to April 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 198 — $160,000 — consolidation of debts.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1964.

Table of redemption — $160,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1965	$ 4,500
April 1, 1966	4,500
April 1, 1967	5,000
April 1, 1968	5,000
April 1, 1969	5,500
April 1, 1970	6,000
April 1, 1971	6,000
April 1, 1972	6,500
April 1, 1973	7,000
April 1, 1974	7,500
April 1, 1975	8,000
April 1, 1976	8,000
April 1, 1977	8,500
April 1, 1978	9,500
April 1, 1979	10,000
April 1, 1980	10,500
April 1, 1981	11,000
April 1, 1982	11,500
April 1, 1983	12,500
April 1, 1984	13,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lévis.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tenders must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, March 2, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 1247 Commerciale St., St-Romuald d'Etchemin, county of Lévis.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Romuald d'Etchemin, (County of Lévis), February 7, 1964.

A. GOSSELIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
1247 Commerciale St., P.O. Box 7,
St-Romuald d'Etchemin, (Lévis), P.Q.,
Telephone: 839-8806.

5624

The catholic school commissioners of Three-Rivers

County of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léo Carle, secretary-treasurer, 1025 Marguerite Bourgeoys, Trois-

guerite-Bourgeoys, Trois-Rivières, comté des Trois-Rivières, jusqu'à 3.30 heures p.m., mercredi, le 4 mars 1964, pour l'achat de $1,900,000 d'obligations de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, comté des Trois-Rivières, datées du 1er avril 1964 et remboursables par séries du 1er avril 1965 au 1er avril 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 9 septembre 1963 — $1,900,000 — consolidation du déficit accumulé au fonds d'administration ordinaire du 30 juin 1963.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1964.

Tableau d'amortissement — $1,900,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1965	$ 52,000
1er avril 1966	55,000
1er avril 1967	58,000
1er avril 1968	62,000
1er avril 1969	65,000
1er avril 1970	69,000
1er avril 1971	73,000
1er avril 1972	78,000
1er avril 1973	82,000
1er avril 1974	87,000
1er avril 1975	93,000
1er avril 1976	98,000
1er avril 1977	104,000
1er avril 1978	110,000
1er avril 1979	117,000
1er avril 1980	124,000
1er avril 1981	131,000
1er avril 1982	139,000
1er avril 1983	147,000
1er avril 1984	156,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Rivières.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 4 mars 1964, à 3.30 heures de l'après-midi, 1025, rue Marguerite Bourgeoys, Trois-Rivières, comté des Trois-Rivières.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Rivières, (Comté de Trois-Rivières), ce 10 février 1964. *Le Secrétaire-trésorier,*
LÉO CARLE.

1025, rue Marguerite Bourgeoys, C.P. 907,
Trois-Rivières, (Trois-Rivières), P.Q.,
Téléphone: FR 4-5305, code 819.

5625-o

Rivières, county of Trois-Rivières, until 3:30 o'clock p.m., Wednesday, March 4, 1964, for the purchase of an issue of $1,900,000 of bonds for the catholic school commission of Three-Rivers, county of Trois-Rivières, dated April 1, 1964, and redeemable serially from April 1, 1965 to April 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated September 9, 1963 — $1,900,000 — consolidation of the accumulated deficit of the common administration fund at June 30, 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1964.

Table of redemption — $1,900,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1965	$ 52,000
April 1, 1966	55,000
April 1, 1967	58,000
April 1, 1968	62,000
April 1, 1969	65,000
April 1, 1970	69,000
April 1, 1971	73,000
April 1, 1972	78,000
April 1, 1973	82,000
April 1, 1974	87,000
April 1, 1975	93,000
April 1, 1976	98,000
April 1, 1977	104,000
April 1, 1978	110,000
April 1, 1979	117,000
April 1, 1980	124,000
April 1, 1981	131,000
April 1, 1982	139,000
April 1, 1983	147,000
April 1, 1984	156,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Trois-Rivières.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 4, 1964, at 3:30 o'clock p.m., at 1025 Marguerite-Bourgeoys St., Trois-Rivières, county of Trois-Rivières.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Rivières, (County of Trois-Rivières), February 10, 1964. LÉO CARLE,
Secretary-Treasurer.

1025 Marguerite Bourgeoys, P.O.B. 907,
Trois-Rivières, (Trois-Rivières), P.Q.,
Telephone: FR-4-3505, code 819.

5625

Ville de Brossard
Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 6840, Boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi, le 3 mars 1964, pour l'achat de $1,693,000 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er avril 1964 et remboursables par séries du 1er avril 1965 au 1er avril 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 134 — $50,000 — éclairage; 135 — $293,000 — pavage et trottoirs; 141 — $150,000 — aqueduc, égouts, pavage et éclairage; 146 — 1ère tranche de $600,000 — aqueduc, égouts, pavage, trottoirs, éclairage; 149 — 1ère tranche de $600,000 — aqueduc, égouts, éclairage, pavage, trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1964.

Tableau d'amortissement — $1,693,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1965	$ 26,000
1er avril 1966	28,000
1er avril 1967	28,000
1er avril 1968	30,000
1er avril 1969	31,000
1er avril 1970	34,000
1er avril 1971	37,000
1er avril 1972	39,000
1er avril 1973	42,000
1er avril 1974	44,000
1er avril 1975	46,000
1er avril 1976	50,000
1er avril 1977	52,000
1er avril 1978	56,000
1er avril 1979	58,000
1er avril 1980	61,000
1er avril 1981	66,000
1er avril 1982	71,000
1er avril 1983	75,000
1er avril 1984	819,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laprairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 3 mars 1964, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 6840, Boul. Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie.

Town of Brossard
County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Gervais, secretary-treasurer, Town Hall, 6840 Matte Blvd., Brossard, county of Napierville-Laprairie, until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, March 3, 1964, for the purchase of an issue of $1,693,000 of bonds for the town of Brossard, county of Napierville-Laprairie, dated April 1, 1964, and redeemable serially from April 1, 1965 to April 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 134 — $50,000 — lighting; 135 — $293,000 — paving and sidewalks; 141 — $150,000 — aqueduct, sewers, paving and lighting; 146 — 1st instalment of $600,000 — aqueduct, sewers, paving, sidewalks, lighting; 149 — 1st instalment of $600,000 — aqueduct, sewers, lighting, paving, sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1964.

Table of redemption — $1,693,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1965	$ 26,000
April 1, 1966	28,000
April 1, 1967	28,000
April 1, 1968	30,000
April 1, 1969	31,000
April 1, 1970	34,000
April 1, 1971	37,000
April 1, 1972	39,000
April 1, 1973	42,000
April 1, 1974	44,000
April 1, 1975	46,000
April 1, 1976	50,000
April 1, 1977	52,000
April 1, 1978	56,000
April 1, 1979	58,000
April 1, 1980	61,000
April 1, 1981	66,000
April 1, 1982	71,000
April 1, 1983	75,000
April 1, 1984	819,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laprairie.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 3, 1964, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 6840 Matte Blvd., Brossard, county of Napierville-Laprairie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brossard, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 11 février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT GERVAIS.

Hôtel de Ville, 6840, Boul. Matte,
Brossard, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: OR-6-7768. 5647-o

Ville d'Arthabaska
Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Moisan, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 56, rue Beauchesne, Arthabaska, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 3 mars 1964, pour l'achat de $392,000 d'obligations de la ville d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, datées du 1er avril 1964 et remboursables par séries du 1er avril 1965 au 1er avril 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 194 — $190,000 — aqueduc et égouts; 199 — $15,000 — acquisition d'immeubles pour fins industrielles; 201 — $147,000 — aqueduc, égouts et construction d'un barrage; 202 — $40,000 — construction d'une bâtisse pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1964.

Tableau d'amortissement — $392,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1965	$10,500
1er avril 1966	11,000
1er avril 1967	12,500
1er avril 1968	13,000
1er avril 1969	13,500
1er avril 1970	14,500
1er avril 1971	15,000
1er avril 1972	16,000
1er avril 1973	16,500
1er avril 1974	18,000
1er avril 1975	18,500
1er avril 1976	20,500
1er avril 1977	21,500
1er avril 1978	23,000
1er avril 1979	24,000
1er avril 1980	25,500
1er avril 1981	26,500
1er avril 1982	29,000
1er avril 1983	30,500
1er avril 1984	32,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard, (County of Napierville-Laprairie), February 11, 1964.

LAURENT GERVAIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 6840 Matte Blvd.,
Brossard, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: OR-6-7768. 5647

Town of Arthabaska
County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean Moisan, secretary-treasurer, Town Hall, 56 Beauchesne, Arthabaska, county of Arthabaska, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, March 3, 1964, for the purchase of an issue of $392,000 of bonds for the town of Arthabaska, county of Arthabaska, dated April 1, 1964, and redeemable serially from April 1, 1965 to April 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 194 — $190,000 — aqueduct and sewers; 199 — $15,000 — purchase of immoveables for industrial purposes; 201 — $147,000 — aqueduct, sewers and construction of a dam; 202 — $40,000 — construction of a building for industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1964.

Table of redemption — $392,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1965	$10,500
April 1, 1966	11,000
April 1, 1967	12,500
April 1, 1968	13,000
April 1, 1969	13,500
April 1, 1970	14,500
April 1, 1971	15,000
April 1, 1972	16,000
April 1, 1973	16,500
April 1, 1974	18,000
April 1, 1975	18,500
April 1, 1976	20,500
April 1, 1977	21,500
April 1, 1978	23,000
April 1, 1979	24,000
April 1, 1980	25,500
April 1, 1981	26,500
April 1, 1982	29,000
April 1, 1983	30,500
April 1, 1984	32,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Arthabaska.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 3 mars 1964 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 56, rue Beauchesne, Arthabaska, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Arthabaska, (Comté d'Arthabaska), ce 11 février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN MOISAN.

Hôtel de ville,
56, rue Beauchesne, C.P. 38,
Arthabaska, (Arthabaska), P.Q.,
Téléphone: 357-2346. 5649-o

issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 3, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 56 Beauchesne St., Arthabaska, county of Arthabaska.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Arthabaska, (County of Arthabaska), February 11, 1964.

JEAN MOISAN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
56 Beauchesne, P.O.B. 38,
Arthabaska, (Arthabaska), P.Q.,
Telephone: 357-2346. 5649

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de baggage reçus avant le premier jour de mars 1963, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Railway Company », seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 901 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le DIX-HUIT MARS 1963, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 21 janvier, 1964.

Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du Service des Postes et Baggages,
W. G. WRIGHT.

5431-4-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1963, and still remaining unclaimed in the offices of "Canadian Pacific Railway Company", will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, MARCH EIGHTEEN 1964, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be cancelled before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 21st, 1964.

Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail and Baggage Traffic.

5431-4-6-o

Vente — Loi de faillite

Gilles Forand

Canada, province de Québec, district de St-François-Bedford, division No 4, Cour Supérieure, No 3026, (en matière de faillite), dans l'affaire de faillite de: Gilles Forand, livreur, 22 rue de la Montagne, Waterloo, P.Q., cédant-autorisé et Philippe A. Jolin, C.A., Granby, Québec, syndic.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure (en matière faillite), district de St-François-Bedford, en date du quatorzième (14e) jour du mois de novembre 1963, sera vendu en justice aux enchères publiques, en la forme accoutumée, au bureau du syndic, Philippe A. Jolin, 317 de la rue Racine à Granby, district de Bedford, comté de Shefford, pour ladite vente avoir l'effet du décret, le MARDI, DIX-SEPTIÈME (17e) jour de MARS 1964, à DEUX (2) heures de l'après-midi, l'immeuble ci-après désigné:

« Une propriété connue et désignée comme étant un emplacement situé sur le Côté Nord-Est de la rue Mountain à Waterloo, mesurant soixante-six pieds (66') de largeur sur cent soixante-cinq pieds (165') de profondeur, mesure anglaise, connu et désigné au plan et livre de

Sale — Bankruptcy Act

Gilles Forand

Canada, Province of Quebec, district of St-François-Bedford, division No. 4, Superior Court, No. 3026. (in bankruptcy), in the matter of: Gilles Forand, delivery man, 22 Mountain St., Waterloo, P.Q., bankrupt, and Philippe A. Jolin, C.A., Granby, Que., trustee.

Notice of sale

Notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Superior Court (in bankruptcy), district of St-François, rendered under date of November the fourteenth (14th) 1963, will be sold by public auction, at the trustee's office, 317 Racine Street, in the city of Granby, district of Bedford, county of Shefford, on TUESDAY, MARCH SEVENTEENTH (17th), 1964, at TWO o'clock in the afternoon, the immoveable hereinafter designed.:

"A piece of land situate on the North-East side of Mountain Street in Waterloo, measuring sixty-six feet (66') in width by one hundred and sixty-five feet (165") in depth, english measure, known and designated in the official cadastral plan for the village of Waterloo as being lot number two

renvoi officiels pour le village de Waterloo comme étant le numéro deux cent six (206) avec les bâtisses dessus construites. »

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719 A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser à Philippe A. Jolin, C.A. Syndic, 317 rue Racine à Granby, P.Q.

289 Principale, Waterloo, P.Q.

Le Procureur de P.A. Jolin, syndic,
LOUIS JOLIN, *avocat.*

5627-7-2-o

hundred and six (206), with buildings thereon erected."

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719 of the code of civil procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by sheriff.

For conditions of sale and other informations, please apply to the trustee Philippe A. Jolin, C.A., 317 Racine Street Granby, P.Q.

289 Main St., Waterloo, P.Q.

LOUIS JOLIN, *advocate,*
Attorney for P.A. Jolin, trustee.

5627-7-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 18,470. PHILIPPE SMITH, commerçant, St-Louis de Blanford, demandeur *vs* JACQUES LEGENDRE, 1043 Cr Albanel Duvernay, défendeur.

« Un terrain situé à St-Louis de Blandford, contenant cinquante pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir du chemin public à la rivière Bécancourt soit environ trois cents pieds; borné en front au nord-ouest au chemin public, en profondeur au sud-est à la rivière Bécancourt, d'un côté au nord-est au terrain de Roger Langlois et de l'autre côté au sud-ouest à celui de Gabriel Vézina. Lequel terrain est connu et désigné comme étant partie au sud-est du chemin du numéro trois « A » (P. 3a) du onzième (11e) rang, du cadastre officiel du canton de Maddington,

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de Blandford, comté d'Arthabaska, SAMEDI le VINGT ET UNIÈME jour de MARS 1964 à ONZE ET TRENTE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
le 10 février 1964.

5631-7-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, Cause No 18,284. FORANO LIMITÉE, compagnie à fonds social, constituée en corporation, ayant son siège social à Plessisville *vs* GRONDIN & GINGRAS LTÉE, compagnie à fonds social, constituée en corporation, ayant son siège social à Drummondville.

Un emplacement avec station de service et garage dessus construits, de figure très irrégulière, mesurant cent soixante-quinze pieds et sept dixièmes (175.7) du côté est, c'est-à-dire du côté du Blvd Mercure, cent sept pieds et un dixième (107.1) et soixante-cinq et un dixième (65.1) du côté nord, quatre-vingt-huit et cinquante-quatre et vingt-cinq (54.25) du côté ouest et cent deux pieds et trois dixième (102.3) et cinquante-six pieds et trois dixième (56.3) dans ces lignes sud;

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 18,470. PHILIPPE SMITH, tradesman, St-Louis de Blandford, plaintiff, *vs* JACQUES LEGENDRE, 1043 Cr Albanel Duvernay, defendant.

"A lot of land situated at St. Louis de Blandford, containing fifty feet in width along the depth which may be found between the public highway to the Bécancourt River, i.e., about three hundred feet; bounded in front on the northwest by the public road, in depth on the southeast by the Bécancourt River, on one side on the northeast by the lot of land of Roger Langlois and on the other side on the southwest, by that of Gabriel Vézina. Which lot of land is known and designated as being partly on the southeast of the road of number three "A" (P. 3a of the eleventh (11th) range, on the official cadaster of the township of Maddington,

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Louis de Blandford, county of Arthabaska, SATURDAY, the TWENTY-FIRST day of the month of MARCH, 1964 at HALF-PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 10, 1964.

5631-7-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, Case No. 18,284. FORANO LIMITÉE, Joint Stock Company, incorporated, having its head office at Plessisville *vs* GRONDIN & GINDRAS LTÉE, Joint Stock Company, incorporated, having its head office at Drummondville.

An emplacement, with service station and garage thereon erected, of very irregular figure, measuring one hundred and seventy-five feet and seven-tenths (175.7) on the east side, i.e., on the side of the Mercure Blvd., one hundred and seven feet and one/tenth (107.1) an sixty-five and one/tenth (65.1) on the north side, eighty-eight and fifty-four and twenty-five (54.25) on the west side and one hundred and two feet and three/tenths (102.3) and fifty-six

le susdit emplacement est formé des quatre parties des lots suivants, savoir:

a) un emplacement avec station de service et garage et de même qu'avec lot de pompes dessus construites, mesurant 175 pieds et sept dixièmes (175.7) dans sa ligne est, c'est-à-dire du côté du Boulevard Mercure, cent deux et trois dixièmes (102.3) dans sa ligne sud, c'est-à-dire du côté de la rue Ste-Jeanne d'Arc, et cent sept pieds et un dixième (107.1) du côté nord, lequel emplacement est connu et désigné au cadastre officiel du canton de Wickham, comme étant partie du lot No 4 de la subdivision officielle du lot No cent trois et borné comme suit: à l'est par le Blvd Mercure, au sud par la rue Ste-Jeanne d'Arc, à l'ouest du résidu dudit lot 4 de même que par partie du lot cent-trois-trois vingt-sept, et partie du lot 103-3-39 et au nord par le lot 103-5 tous du même cadastre, (103-ptie 4).

b) Un petit emplacement de forme triangulaire, situé à l'ouest de l'emplacement ci-haut mentionné et contiguë à ce dernier, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Wickham comme étant partie du lot No 27 de la resubdivision officielle du lot No 3 de la subdivision du lot No 103; borné comme suit: au sud par le résidu dudit lot 27, au nord-ouest par le lot 103-3-38, et à l'est par partie du lot 4 ci-haut décrit, (103-3 ptie 27).

c) Un emplacement de forme rectangulaire, mesurant cinquante-quatre pieds et vingt-cinq (54.25) dans sa ligne sud-ouest et soixante-cinq pieds et un dixième (65.1) dans sa ligne nord-ouest, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Wickham comme étant partie du lot No trente-huit de la resubdivision officielle du lot No trois de subdivision officielle du lot No 103; lequel emplacement est borné comme suit: au sud-ouest par partie du lot No 103-3-37, au nord-ouest par le résidu dudit lot 103-3-38, au nord-est par ptie du lot No 103-3-39, ci-après décrites et au sud-est par ptie du lot No 103-3-27 ci-haut décrite au paragraphe *b*, (103-3 ptie 38).

d) Un emplacement de forme triangulaire situé entre l'emplacement ci-haut décrit au paragraphe *a*, et celui ci-haut décrit au paragraphe *c*, et contiguë à ces deux emplacements, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Wickham comme étant partie du lot No 39 de la resubdivision officielle du lot No 3 de la subdivision officielle du lot No 103; borné comme suit: au sud-ouest par ptie du lot No 103-3-38 ci-haut décrite au paragraphe *c*, au nord-ouest par le résidu dudit lot 103-3-39, au sud-est par partie du lot 103-4 ci-haut décrite au paragraphe *a* (103-3-ptie 39).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Simon de Drummondville, le VINGT-ET-UNIÈME jour de MARS 1964 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
le 10 février 1964.

5632-7-2-o

feet and three/tenths (56.3) in its south lines; the above said emplacement is formed of the following four parts, to wit:

a) an emplacement with service station and garage and pump island thereon erected, measuring 175 feet and seven/tenths (175.7) in its east line, that is on the Mercure Blvd. side, one hundred and two and three/tenths (102.3) in its south line, i.e., on the side of the Ste-Jeanne d'Arc Street and one hundred and seven feet and one/tenth (107.1) on the north side, which emplacement is known and designated on the official cadaster of the township of Wickham, as being part of lot No. 4 of the official subdivision of lot No. one hundred and three and bounded as follows: on the east, by the Mercure Blvd., on the south, by Ste-Jeanne d'Arc Street, on the west, by the residue of the said lot 4 as well as by part of lot one hundred and three-three twenty-seven, and part of lot 103-3-39 and on the north by lot 103-5 all on the same cadaster, (103-Pt. 4).

b) A small emplacement of triangular form, situated west of the above mentioned emplacement and contiguous to the latter, known and designated on the official cadaster of the township of Wickham as being part of lot No. 27 of the official resubdivision of lot No. 3 of the subdivision of lot No. 103; bounded as follows: on the south, by the residue of the said lot 27, on the northwest by lot 103-3-28, and on the east, by part of lot 4 above described, (103-3 part 27).

c) An emplacement of rectangular form measuring fifty-four feet and twenty-five (54.25) in its southwest line and sixty-five feet and one/tenth (65.1) in its northwest line, known and designated on the official cadaster of the township of Wickham as being part of lot No. thirty-eight of the official resubdivision of lot No. three of the official subdivision of lot No. 103; which emplacement is bounded as follows: on the southwest by part of lot No. 103-3-37, on the northwest by the residue of the said lot 103-3-38, on the northeast by part of lot No. 103-3-39, hereinfater described and on the southeast by part of lot No. 103-3-27 above described in paragraph *b*, (103-3 Pt. 38).

d) An emplacement of triangular form situated between the emplacement above described in paragraph *a*, and that above described in paragraph *c*, and contiguous with these two emplacements, known and designated on the official cadaster of the township of Wickham, being part of lot No. 39 of the official resubdivision of lot No. 3 of the official subdivision of lot No. 103; bounded as follows: on the southwest by part of lot No. 103-3-38 above described in paragraph *c*, on the northwest, by the residue of the said lot 103-3-39,on the southeast, by part of lot 103-4 above described in paragraph *a* (103-3-Pt. 39).

To be sold at the parochial church door of St-Simon de Drummondville, on TWENTY-FIRST day of MARCH, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 10, 1964.

5632-7-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour de Magistrat, No 7385. { ME CLAUDE JOURDAIN, avocat de Cap-Chat, district de Gas-

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Gaspé

Magistrate's Court, No. 7385. { ME CLAUDE JOURDAIN, advocate of Cap-Chat, district of Gas-

pé, demandeur, *vs* EDMOND LEBREUX, de Mont-Albert, district de Gaspé, défendeur.

« Une maison située sur le lot 21, Bloc A, canton Tourelle. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne des Monts, district de Gaspé, LUNDI, le DEUXIÈME jour de MARS 1964 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 13 janvier 1964.

5385-4-2-o

pé, plaintiff, *vs* EDMOND LEBREUX, of Mont-Albert, district of Gaspé, defendant.

"A house situated on lot 21, Block A, township of Tourelle."

To be sold at the parochial church of Ste-Anne des Monts, district of Gaspé, MONDAY, the SECOND day of MARCH, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, January 13, 1964.

5385-4-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, Joliette, à savoir: No 18,460.

FERLAND CONSTRUCTION INC., corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaire en la municipalité de St-Émilie de l'Énergie, district de Joliette, demanderesse, *contre* LA BARRIÈRE FISH AND GAME CLUB INC., corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaire en la municipalité de St-Zénon, district de Joliette et PAT QUINLAN, industriel, demeurant au no 5500 de la rue Snowdon, district de Montréal, défendeurs.

« Une demie indivise des droits, titres et intérêts, dans le lot originaire 44*a*, rang 1, canton Courcelles, comté de Berthier, subdivision1; 2; 3; 4; 5; 6; 7; 8; 9; 10; 11; 12; 13; 14; 15; 16; 17; 18; 19; 20; 21; 22; 23; 25; 26; 29; 30; 31; 32; 33; 34; 35; 36; 37; 38; 39; 40; 41; 42; 43; 44; 45; 46;

Une demie indivise des droits, titres et intérêts, dans le lot originaire no 45*d*, rang 1, canton de Courcelles, subdivision 1; 2; 3; 4; 5; 6; 7; 8; le tout avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Zénon, dans le comté de Berthier, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 10 février 1964.

5633-7-2-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, Joliette, to wit: No. 18,460.

FERLAND CONSTRUCTION INC., body elgally incorporated, having its head office in the municipality of Ste-Émilie de l'Énergie, district of Joliette, plaintiff, *versus* LA BARRIÈRE FISH AND GAME CLUB INC., body legally incorporated, having its head office in the municipality of St-Zénon, district of Joliette, and PAT QUINLAN, industrialist, living at No. 5500 Snowdon Street, district of Montreal, defendants.

"An undivided half of the rights, deeds and interest on original lot 44*a*, range 1, township of Courcelles, county of Berthier, subdivision 1; 2; 3; 4; 5; 6; 7; 8; 9; 10; 11; 12; 13; 14; 15; 16; 17; 18; 19; 20; 21; 22; 23; 25; 26; 29; 30; 31; 32; 33; 34; 35; 36; 37; 38; 39; 40; 41; 42; 43; 44; 45; 46;

An undivided half of the rights, deeds and interest on original lot No. 45*d*, range 1, township of Courcelles, subdivision 1; 2; 3; 4; 5; 6; 7; 8; the whole with the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Zénon, in the county of Berthier, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, February 10, 1964.

5633-7-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, de Kamouraska, No 22-833.

PATRICE TARDIF, cultivateur, domicilié à St-Hubert, district de Kamouraska, demandeur, *vs* ULYSSE DUMONT, cultivateur, résidant à St-Hubert, district de Kamouraska, défendeur.

« Une terre connue sous les numéros 10A, 10B, 10C et 10D, du rang 2, canton Demers, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire l'emplacement de l'école. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Hubert, comté de Rivière-du-Loup, le QUATRIÈME jour de MARS 1964, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 18 janvier 1964.

5413-4-2-o

[Première insertion, le 25 janvier 1964]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, of Kamouraska, No. 22-833.

PATRICE TARDIF, farmer, domiciled at St-Hubert, district of Kamouraska, plaintiff, *vs* ULYSSE DUMONT, farmer, residing at St-Hubert, district of Kamouraska, defendant.

"A farm known under numbers 10A, 10B, 10C and 10D, of range 2, township Demers, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to withdraw the school emplacement. »

To be sold at the church door of St-Hubert, county of Rivière-du-Loup, on the FOURTH day of MARCH, 1964, at TWO o'clock (2) in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
January 18, 1964.

5413-4-2

[First insertion: January 25, 1964]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Quebec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 23-724. { LA CITÉ DE RIVIÈRE DU LOUP, corporation légale ayant son siège social au bureau de son Greffier à l'Hôtel de Ville de la ville du même nom, demanderesse, *vs* MARCEL COTÉ, de Roch Island, défendeur,

« Un terrain contenant 112 pieds de front sur 190 pieds de profondeur, mesures anglaises, connu sous le No 181 et partie du No 152 du cadastre officiel pour la ville de Fraserville, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, Sauf et à distraire un terrain contenant 150 pieds de front sur 50 pieds de profondeur mesures anglaises dans le coin nord-est dudit terrain, appartenant à Monsieur Trefflé Gamache avec la bâtisse construite sur ce terrain et aussi avec un droit de passage à pieds et en voiture sur une largeur de 12 pieds le long de la ligne Est du terrain susvendu pour communiquer du terrain appartenant à M. Gamache à la rue Fraser; Ledit terrain borné au sud à la rue Fraser, à l'est à Joseph Bélanger, ou son représentant André Pelletier, au nord à la rue St-Marc, et à l'ouest à Arthur Sirois. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Patrice de Rivière-du-Loup, le VINGT-TROISIÈME (23e) jour de MARS 1964, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 11 février 1964.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.
District de Kamouraska.

5648-7-2-o

[Première insertion le 15 février 1964]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 23-724. { THE CITY OF RIVIÈRE DU LOUP, legal corporation having its head office in the office of its city Clerk, in the City Hall in the city of the same name, plaintiff, *vs* MARCEL COTÉ, of Roch Island, defendant.

"A terrain measuring 112 feet in front by 190 feet in depth, English measure, known as No. 181 and part of No. 152 in the official cadaster of the town of Fraserville, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. Save and to be withdrawn is a lot of land measuring 150 feet in front by 50 feet in depth, english measure, in the north-east corner of the said terrain, belonging to Mr. Trefflé Gamache, with the building erected on this lot of land, and also a right of way on foot or in vehicles on a piece of land measuring 12 fet in width along the east line of the above-sold land, leading from the land belonging to Mr. Gamache to Fraser St; the said lot of land is bounded on the south by Fraser St., on the east by Joseph Bélanger or his representative, André Pelletier, on the north by St-Marc St., and on the west by Arthur Sirois."

To be sold at the Church door of St-Patrice de Rivière-du-Loup, on the TWENTY-THIRD (23rd) day of MARCH, 1964, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
February 11, 1964.

MAURICE MORIN,
Sheriff,
District of Kamouraska.

5648-7-2

[First insertion: February 15, 1964]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 616 320. { KRES - KNO (MONT - REAL) LTD., demanderesse, *vs* RAYMOND BOUFFARD, défendeur.

Ce certain emplacement situé dans la ville de St-François, comté de Laval, ayant front sur la rue Belmont, connu et désigné comme étant la resubdivision deux-cent soixante et onze de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro quatre-vingt-sept (87-2-271) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François-de-Sales.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 4280, de ladite rue Belmont.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François-de-Sales, le VINGT-HUITIÈME jour de FEVRIER 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif,
Montréal, 14 janvier 1964.

L.-P. CAISSE, C.R.

5386-4-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montreal

Montréal, à savoir: No 588 467. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, demanderesse, *vs* VICTOR DUPUIS, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue McGregor, en la cité de Montréal, étant la partie sud-est de la partie sud-ouest du lot lettre « C » au plan

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 616 320. { KRES — KNO (MONT REAL) LTD., plaintiff, *vs* RAYMOND BOUFFARD, defendant.

That certain emplacement situated in the town of St. François in the county of Laval, fronting on Belmont Street, known and designated as resubdivision two hundred and seventy-one of subdivision number two of original lot number eighty-seven (87-2-271) on the official plan and book of reference of the parish of St. François-de-Sales.

With the building thereon erected bearing civic number 4280 of said Belmont Street.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of St-François-de-Sales, on the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY 1964. at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office,
Montreal, January 14, 1964.

Sheriff.

5386-4-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 588 467. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, plaintiff, *vs* VICTOR DUPUIS, defendant.

"An emplacement fronting on McGregor Street, in the city of Montreal, being the south-east part of the southwest part of lot letter "C"

de subdivision officiel du lot originaire No 1726 (1726, Ptie s.e. de Ptie s.o. « C ») aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de ladite cité, mesurant 65′ 2″ de profondeur sur sa ligne de côté sud-ouest et 128′ 2″ de profondeur sur sa ligne de côté nord-est, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné en front au sud-est par ladite rue McGregor, en arrière au nord-ouest par une autre partie dudit lot lettre « C » (ptie 1726 « C ») d'un côté au nord-est par une autre partie dudit lot lettre « C » (ptie 1726 « C ») et de l'autre côté, au sud-ouest par une partie du lot lettre « B » au plan de subdivision officiel dudit lot originaire numéro 1726 (ptie 1726 « B »).

Avec les bâtisses dessus érigées y compris la maison portant le numéro civique No 1569 de la rue McGregor, cette partie du mur côté nord-est qui est située sur la ligne séparative dudit emplacement étant mitoyenne avec la propriété adjacente au nord-est et un garage. Le mur de côté sud-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente au sud-ouest. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de FÉVRIER 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 21 janvier 1964. 5446-4-2

upon the official subdivision plan of original lot No. 1726 (1726-s.e. Pt. of s.w. Pt. "C") upon the official plan and book of reference of the St. Antoine ward of the said city, measuring 65′ 2″ in depth in its southwest side line and 128′ 2″ in depth in its northeast side line, the whole English measure and more or less, and being bounded in front to the southeast by said McGregor Street, in rear to the northwest by another part of said lot letter "C" (1726 Pt. "C") on one side to the northeast by another part of said lot letter "C" (1726 Pt. "C") and on the other side to the southwest by part of lot letter "B" upon the official subdivision plan of said original number 1726 (1726 Pt. "B").

With the buildings thereon erected including house bearing civic No. 1569 McGregor Street, that part of the northeast side wall whereof which is situate on the division line of said emplacement being mitoyen with the adjoining property to the northeast and a garage. The southwest side wall whereof is mitoyen with the adjoining property to the southwest."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY 1964, at ELEVEN o'clock in the morning.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, January 21, 1964. 5446-4-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 613 495. PETER A. LAWRENCE, *es-qual.*, demandeur, *vs* R. E. ROBERT, défendeur.

« Un emplacement situé en la cité de Montréal, sur la rue Briand, dans le quartier St-Paul, connu et désigné sous le numéro sept cent vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille neuf cent douze, (3912-721) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 6884 et autres de ladite rue Briand. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de FÉVRIER 1964, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 21 janvier 1964. 5447-4-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 613 495. PETER A. LAWRENCE, *es-qual.*, plaintiff, *vs* R. E. ROBERT, defendant.

"An emplacement situated in the city of Montreal, on Briand Street, in the St-Paul ward, known and designated under number seven hundred and twenty-one of the official subdivision of the original lot number three thousand nine hundred and twelve (3912-721) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 6884 and others of the said Briand Street."

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of FEBRUARY, 1964, at TEN o'clock in hte forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, January 1, 1964. 5447-4-2

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: Cour Supérieure, No 610 990. BENTA CONTRACTORS LTD., demanderesse, *vs* DAME MARIE CHINE, défenderesse.

« Un certain emplacement situé sur le lot originaire numéro cent quarante-huit, subdivision numéro deux mille six cent quatre-vingt-un, et deux mille six cent quatre-vingt-deux, (148-2681-2682), du cadastre officiel du village d'Hochelaga avec bâtisse dessus construite. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour du mois de MARS 1964, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 10 février 1964. 5634-7-2-o

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit: Superior Court, No. 610 990. BENTA CONTRACTORS LTD., plaintiff, *vs* DAME MARIE CHINE, defendant.

"A certain emplacement situated on the original lot number one hundred and forty-eight, subdivision number two thousand six hundred and eighty-one and two thousand six hundred and eighty-two, (148-2681-2682), oh the official cadaster of the village of Hochelaga with buildings thereon erected."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of the month of MARCH, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 10, 1964. 5634-7-2

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: Cour Supérieure, No 598 214. { E. ROSS & SON LTD., demanderesse, *vs* D. SAAD, défendeur.

« Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Henri-Julien en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent trente-quatre, de la subdivision officielle du lot numéro neuf (9-134), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St. Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec une maison y érigée portant les numéros civiques 7247 et 7249 de ladite avenue Henri-Julien, et autres dépendances y construites et toutes les fixtures électriques actuellement apposées auxdits lieux.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes attachées audit lot et avec droit de passage en commun avec qui de droit dans la ruelle située à l'arrière dudit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MARS 1964, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 10 février 1964. 5635-7-2-o

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit : Superior Court, No. 598 214. { E. ROSS & SON LTD., plaintiff, *vs* D. SAAD, defendant.

"A certain emplacement having frontage on Henri-Julien Ave., in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and thirty-four, of the official subdivision of lot number nine (9-134), in the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St. Louis, measuring twenty-five feet in width by seventy-five feet in depth, English measure, and more or less.

With a house thereon erected, bearing civic numbers 7247 and 7249 on said Henri-Julien Ave., and other dependencies thereon erected, and all electrical fixtures presently installed on the said sites.

The whole as it is presently to be found, with all the servitudes attached to the said lot, and with right-of-way in common with whom it may concern in the lane situated in the rear of the said emplacement.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of the month of MARCH, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 10, 1964. 5635-7-2

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: Cour Supérieure, No 600 384. { ERNEST TASSÉ LTÉE, demanderesse, *vs* MAURICE PRÉNOVEAU, défendeur,

« Un emplacement ayant front sur le Boulevard O'Brien, en la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros deux cent cinquante-deux et deux cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-six (26-252 et 253) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, chacun desdits lots mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins. »

« Avec une maison dessus érigée portant le numéro 11,896 Boul. O'Brien, en la cité de Montréal. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MARS 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 10 février 1964. 5636-7-2-o

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit : Superior Court, No. 600 384. { ERNEST TASSÉ LTÉE, plaintiff, *vs* MAURICE PRÉNOVEAU, defendant.

"An emplacement having frontage on the O'Brien Boulevard, in the city of Montreal, known and designated under numbers two hundred and fifty-two and two hundred and fifty-three of the official subdivision of the original lot number twenty-six (26-252 and 253) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent, each one of the said lots measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less."

"With a house thereon erected bearing number 11,896 O'Brien Blvd., in the city of Montreal."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of the month of MARCH, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 10, 1964. 5636-7-2

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, No 2795. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* M. PAUL RICHARD, cultivateur de Précieux Sang, district de Nicolet, défendeur, et RAYMOND ALARIE, ès qualité de syndic à la faillite dudit Paul Richard, de Trois-Rivières, mis-en-cause.

« Les lots numéros six cent onze (611), six cent douze (612), six cent treize (613), six cent quator-

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 2795. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, Plaintiff, *vs* M. PAUL RICHARD, farmer of Précieux Sang, district of Nicolet, defendant, and RAYMOND ALARIE ès quality of trustee to the bankruptcy of said Paul Richard, of Trois-Rivières, mis-en-cause.

"Lots numbers six hundred and eleven (611), six hundred and twelve (612), six hundred and

ze (614), six cent quinze (615), six cent seize (616), six cent dix-sept (617), six cent dix-huit (618) et six cent vingt (620) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Bécancour, comté de Nicolet, avec maison et autres bâtisses et dépendances dessus.

À distraire dudit lot numéro 617, un terrain d'un arpent et quart de largeur sur environ cinq arpents de profondeur, situé du côté nord-est du chemin du Village Sauvage, et dudit lot numéro 620, la partie située du côté nord-est du chemin du Village Sauvage, contenant environ quatre arpents en superficie.

Sujets lesdits lots, à une servitude en faveur de The Shawinigan Water & Power Company pour ligne de transport d'électricité, suivant acte en date du 27 août 1948, enregistré sous le numéro 67,811. »

Pour être vendu (en bloc) à la porte de l'église paroissiale de Précieux Sang, le VINGT-CINQUIÈME jour de FÉVRIER (1964) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ANTONIO BLONDIN.

Bureau du Shérif,
Nicolet, ce 17 janvier 1964. 5416-4-2-o

thirteen (613), six hundred and fourteen (614), six hundred and fifteen (615), six hundred and sixteen (616), six hundred and seventeen (617), six hundred and eighteen (618) and six hundred and twenty (620) upon the official plan and book of reference for the parish of Bécancour, county of Nicolet, with house and other buildings and dependencies thereon erected.

To withdraw from said lot number 617, a lot of land of an arpent and one quarter in width by about five arpents in depth, situated on the north-east side of the village Sauvage, and from said lot number 620, the part situated on the north-east side of the road of the village Sauvage, containing about for arpents in superficial area.

Subject the said lots to a servitude in favor of The Shawinigan Water & Power Company for electricity transmission line, under act dated August 27, 1948, registered under number 67,811."

To be sold (en bloc) at the door of the parochial church of Précieux Sang, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY, (1964) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, January 17, 1964. 5416-4-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 122-865. } LES INDUSTRIES PHILIAS FLAMAND LTÉE, corps politique légalement incorporé, ayant sa principale place d'affaires à St-Agapit, comté de Lotbinière, *contre* R. M. CONSTRUCTION LTÉE, corps politique légalement incorporé, ayant sa principale place d'affaires à 3015, Chemin St-Louis, Ste-Foy, P. Q.

a) Le lot numéro quatre cent un, subdivision sept (401-7) du cadastre officiel de Charlesbourg, comté de Québec, borné vers le nord-est, le sud-est, et le sud-ouest par partie non-subdivisée du lot 401, et vers le nord-ouest par le lot 402-5 (rue), mesurant cinquante pieds de large sur une moyenne de 353 pieds et 8 pouces de long;

b) Le lot numéro quatre cent un, subdivision quinze, (401-15) du cadastre officiel de Charlesbourg, comté de Québec, borné au nord-est par le lot 401-10, au sud-est par la partie non subdivisée du lot 401; au sud-ouest par le lot 401-16, au nord-ouest par le lot 402-9 du cadastre officiel de Charlesbourg;

c) Le lot numéro quatre cent un, subdivision vingt, (401-20) du cadastre officiel de Charlesbourg, comté de Québec, borné vers le nord-est par le lot 401-7, (Avenue) vers le sud-est et le nord-ouest par partie non-subdivisée du lot 401-6 (avenue), mesurant 50 pieds de largeur sur une longueur de 190 pieds;

d) Le lot numéro quatre cent un, partie (401 partie), du cadastre officiel de Charlesbourg, comté de Québec, borné vers le nord-ouest par le chemin de communication, vers le sud-est par le lot 400, vers le nord-est par le chemin St-Pierre et vers le sud-ouest par le lot 373 du cadastre officiel de Charlesbourg, comté de Québec;

e) Le lot numéro quatre cent deux, subdivision neuf (402-9), du cadastre officiel de Charlesbourg, comté de Québec, borné au nord-est, par le lot 402-7, au sud-est, par le lot 401-15, au sud-ouest par le lot 402-10, et au nord-ouest par le lot 402-1;

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 122-865. } LES INDUSTRIES PHILIAS FLAMAND LTÉE, body politic, legally incorporated, having its head office in St-Agapit, county of Lotbinière, *versus* R. M. CONSTRUCTION LTÉE, body politic, legally incorporated, having its head office at 3015 St-Louis Road, Ste-Foy, P. Q.

a) Lot number four hundred and one, subdivision seven (401-7) in the official cadaster of Charlesbourg, county of Quebec, bounded on the north-east, the south-east and the south-west by an unsubdivided part of lot 401, and on the north-west by lot 402-5 (street), measuring fifty feet in width by an average length of 353 feet, and 8 inches;

b) Lot number four hundred and one, subdivision fifteen (401-15) in the official cadaster of Charlesbourg, county of Quebec, bounded on the north-east by lot 401-10, on the south-east by an unsubdivided part of lot 401, on the south-west by lot 401-16, on the north-west by lot 402-9 in the official cadaster of Charlesbourg;

c) Lot number four hundred and one, subdivision twenty (401-20) in the official cadaster of Charlesbourg, county of Quebec, bounded on the north-east by lot 401-7 (avenue), on the south-east and on the north-west by an unsubdivided part of lot 401-6 (avenue), measuring 50 feet in width by 190 feet in length;

d) Lot number four hundred and one, part (Part 401), in the official cadaster of Charlesbourg, county of Quebec, bounded on the north-west by the connecting road, on the south-east by lot 400, on the north-east by St-Pierre road, and on the south-west lot 373 in the official cadaster of Charlesbourg, county of Quebec;

e) Lot number four hundred and two, subdivision nine (402-9) in the official cadaster of Charlesbourg, county of Quebec, bounded on the north-east by lot 402-7, on the south-east by lot 401-15, on the south-west by lot 402-10, and on the north-west by lot 402-1;

f) Le lot numéro quatre cent deux, partie (402 partie), du cadastre officiel de Charlesbourg, comté de Québec, borné au nord-ouest par le lot 403, au sud-est, par un chemin de communication, au nord-est, par le chemin St-Pierre et au sud-ouest, par le lot 373 du cadastre officiel de Charlesbourg.

Ces lots étant actuellement, tous la propriété de la défenderesse. R. M. Construction Ltée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 11 février 1964. 5637-7-2-o

[Première insertion: 15 février 1964.]
[Deuxième insertion: 7 mars 1964.]

f) Part of lot number four hundred and two (Part 402) in the official cadaster of Charlesbourg, county of Quebec, bounded on the north-west by lot 403, on the south-east by a connecting road, on the north-east by St-Pierre road, and on the south-west by lot 373 in the official cadaster of Charlesbourg.

Presently, all these lots are the property of the defendant, R. M. Construction Ltée.

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 11, 1964. 5637-7-2

[First insertion: February 15, 1964.]
[Second insertion: March 7, 1964.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 16-462. LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse; *vs* GILBERT DANEAU et ANDRÉ DANEAU, tous deux de St-Joseph de Sorel, district de Richelieu, défendeurs.

« Un immeuble sis en la paroisse de Notre-Dame de Pierreville, connu au cadastre de la paroisse de St-François-du-Lac, comme étant le lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-nuit (898), tel que le tout se trouve présentement, sans bâtisse. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Pierreville, comté d'Yamaska, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1964, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 10 février 1964. 5638-7-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 16-462. THE CANADIAN NATIONAL BANK, legally incorporated corporation, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* GILBERT DANEAU and ANDRÉ DANEAU, both of St-Joseph de Sorel, district of Richelieu, defendants.

"An immoveable situated in the parish of Notre-Dame de Pierreville, known on the cadaster of the parish of St-François-du-Lac, as being lot number eight hundred and ninety-eight (898) such as the whole is to be found presently, without building."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Pierreville, county of Yamaska, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1964, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, February 10, 1964. 5638-7-2

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, No 26251. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-JOSEPH DE SOREL ET TRACY, comté de Richelieu, corps légalement constitué ayant sa principale place d'affaires au No 626 de la rue Montcalm, à St-Joseph de Sorel, district de Richelieu, demanderesse, *vs* CELIDOR COURNOYER, domicilié et résidant au village de St-François-du-Lac, dit district de Richelieu, défendeur.

« Un emplacement situé en la ville de Tracy à l'encoignure sud-ouest de la rue de Gaspé et d'une autre rue communément désignée sous le nom de Boulevard, contenant cinquante pieds de largeur en longeant le Boulevard, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur dans sa ligne nord en longeant la rue de Gaspé, et quatre-vingt-dix pieds et huit pouces de profondeur dans sa ligne sud, décrit au cadastre de la paroisse de St-Pierre de Sorel, comme étant le lot numéro soixante-treize de la subdivision du lot numéro vingt-six; le lot numéro trente-sept de la subdivision du lot numéro vingt-sept, et comme étant une partie nord de cinq pieds de largeur sur toute la profondeur du lot numéro trente-six de

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Magistrate's Court, No. 26251. THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE SCHOOL MUNICIPALITY OF ST-JOSEPH DE SOREL AND TRACY, county of Richelieu, legally incorporated body having its principal place of business at No. 626 Montcalm St., at St-Joseph de Sorel, district of Richelieu, plaintiff, *vs* CELIDOR COURNOYER, domiciled and residing in the village of St-François-du-Lac, said district of Richelieu, defendant.

"An emplacement situated in the town of Tracy at the southwest corner of Gaspé Street and another street commonly designated under the name of Boulevard, containing fifty feet in width along side the Boulevard, by ninety feet in depth in the north line running along Gaspé Street, and ninety feet and eight inches in depth in its south line, described on the cadaster of the parish of St-Pierre de Sorel, as being lot number seventy-three of the subdivision of lot number twenty-six; lot number thirty-seven of subdivision of lot number twenty-seven, and as being a north part of five feet in width along the entire depth of lot number thirty-six of the subdivision of lot twenty-seven, with the house thereon

la subdivision du lot numéro vingt-sept, avec la maison dessus érigée, circonstances et dépendances, borné vers le nord par la rue de Gaspé, vers l'est par le Boulevard, vers l'ouest par les Nos 26-79 et 27-34, vers le sud par le résidu du No 27-36 (Nos 26-73, 27-37, P. 27-36) ».

Pour être vendu à mon bureau du Palais de Justice à Sorel, comté de Richelieu, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 10 février 1964. 5639-7-2-o

erected, circumstances and dependencies, bounded on the north by Gaspé Street, on the east, by the Boulevard, on the west, by Nos. 26-79 and 27-34, on the south, by the residue of No. 27-36 (Nos. 26-73, 27-37, Pt. 27-36)".

To be sold at my office at the Court House in Sorel, county of Richelieu, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, February 10, 1964. 5639-7-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, No 14-842. WILFRID GAUTHIER, de la paroisse de St-Luc de Matane, district de Rimouski, demandeur *vs* ROSAIRE BÉRUBÉ, de la paroisse de St-Luc de Matane, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de St-Luc, mesurant 50 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord au chemin public, à l'ouest et au sud par la propriété de Léon Chouinard, et à l'ouest par la propriété de J. Labrie, étant connu comme faisant partie du lot numéro vingt-trois-C. (Ptie 23-C) du rang deux au cadastre officiel du canton Tessier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, rente s'il y a.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Luc de Matane, le VINGT-SIXIÈME jour de FÉVRIER 1964, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique)

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 20 janvier 1964. 5434-4-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 14-842. WILFRID GAUTHIER, of the parish of St-Luc de Matane, district of Rimouski, plaintiff, *vs* ROSAIRE BÉRUBÉ, of the parish of St-Luc de Matane, district of Rimouski, defendant.

A lot of land situated in the parish of St-Luc, measuring 50 feet in front by 100 feet in depth, English measure, bounded on the north by the public road, on the west and south by the property of Léon Chouinard, west by the property of J. Labrie, being known as forming part of lot number twenty-three-C. (P. 23-C) on range two in the official cadaster of the township of Tessier, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, and rent if there is any.

To be sold at the church door of the parish of St-Luc de Matane, on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, January 20, 1964. 5434-4-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 28-975. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec demanderesse *vs* JEAN BAPTISTE BÉLANGER, cultivateur domicilié en la paroisse de St-Antoine de Padoue, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Antoine de Padoue de Kempt, contenant six arpents plus ou moins de front sur la profondeur du rang, bornée au nord au sixième rang, à l'est à Désiré Lavoie, au sud au canton Cabot, et à l'ouest à Laurent Lavoie, étant partie du lot No sept cent cinquante-huit (P. 758) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue (en bloc) à la porte de l'église de la paroisse de St-Antoine de Padoue, le VINGT-SEPTIÈME jour de FÉVRIER, 1964, à DEUX heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 20 janvier 1964. 5435-4-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 28-975. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* JEAN BAPTISTE BÉLANGER, farmer, domiciled in the parish of St-Antoine de Padoue, district of Rimouski, defendant.

A farm situated in the parish of St-Antoine de Padoue de Kempt, measuring six arpents more or less in front by the depth of the range, bounded on the north by the sixth range, on the east by Désiré Lavoie, on the south by the township of Cabot, and on the west by Laurent Lavoie, being part of lot number seven hundred and fifty-eight (P. 758) in the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold en bloc at the church door of the parish of St-Antoine de Padoue, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, January 20, 1964. 5435-4-2

Fieri Facias De Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 17-375. OVILA TANGUAY, hôtelier, domicilié à Ste-Félicité, district de Rimouski,

Fieri Facias De Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 17-375. OVILA TANGUAY, hotelkeeper, domiciled at Ste-Félicité, district of Ri-

demandeur; *vs* ADÉLARD LEFRANÇOIS, demeurant à Matane, district de Rimouski, défendeur.

Une maison d'habitation sise et située sur un terrain appartenant à Lionel Dionne, de Matane, d'une grandeur de 75 x 100, ladite maison d'une grandeur de 24 x 26, aussi un hangar, le tout situé en la paroisse de St-Jérôme de Matane, à charge par l'acquéreur, d'une rente foncière payable audit Lionel Dionne.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Jérôme de Matane, le VINT-SIXIÈME jour de FÉVRIER, 1964, à ONZE heures de l'avant-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-shérif,
JACQUES MATRIN.

Bureau du Député-shérif,
Rimouski, 20 janvier 1964. 5436-4-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 29-231. REFRIGERATION ACCEPTANCE CO. LTD., corps politique dûment incorporé suivant la loi, ayant sa principale place d'Affaires dans les cité et district de Montréal, dit district, défenderesse *vs* CHARLES HENRI MORISSETTE, de la cité de Rimouski, dit district, défendeur.

Le lot No 570-2-3 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, de figure irrégulière, borné au nord par le lot 570-I (Rue St-Germain), au nord-est et au nord par le lot 570-2-I, au nord-est par le lot 570-3, au sud-est par le lot 570-2-4, au sud-ouest par le paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, à l'ouest par le lot 570-2-2 à une courbe de quinze pieds (15.0′) de soustangente: mesurant soixante et onze pieds et sept dixièmes (71.7′) au nord, quatre-vingt-dix pieds (90.0′) au nord-est, quarante-deux pieds (42.0′) au nord vingt-neuf pieds (29.0′) au nord-est, quatre-vingt-quinze pieds (95.0′) au sud-est, cent cinquante et un pieds et cinq dixièmes (151.5′) au sud-ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau du Député-Shérif, Palais de Justice, à Rimouski, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS, 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du D.-Shérif,
Rimouski, 10 février 1964. 5643-7-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska et Rimouski

Cour Supérieure, No 23-717. ROLAND CIMON, commerçant et garagiste, domicilié et résidant à St-Michel de Squateck et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de Garage Squateck Enr. demandeur *vs* ROSAIRE OUELLET, camionneur, de l'endroit appelé Esprit-Saint, district de Rimouski, défendeur.

Le lot quinze (15), rang un (I), les lots quinze-A (15-A) et quinze-B (15-B) rang deux (2) et le lot neuf (9), rang trois (3) tous ces lots sont situés dans le canton Laroche, paroisse de Esprit-Saint, les impences, améliorations et le défrichement et tous les droits de préemption que le défendeur a ou peut avoir sur lesdits lots, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, À distraire la partie vendue à Oscar Roy, appartenant aujourd'hui à Robert Grossé.

mouski, plaintiff; *vs* ADÉLARD LEFRANÇOIS, living at Matane, district of Rimouski, defendant.

A dwelling house lying and situated on a lot of land belonging to Lionel Dionne in Matane, measuring 75 x 100, the said house measuring 24 x 26, as well as a shed, the whole situated in the parish of St-Jérôme de Matane, subject to a ground rent payable to the said Lionel Dionne by the purchaser.

To be sold at the church door in the parish of St-Jérôme de Matane, the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, January 20, 1964. 5436-4-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 29-231. REFRIGERATION ACCEPTANCE CO. LTD., body politic, duly incorporated according to law, having its principal business office in the city and district of Montreal, said district, plaintiff, *vs* CHARLES HENRI MORISSETTE, of the city of Rimouski, said district, defendant.

Lot No. 570-2-3 on the official cadaster of the town of St-Germain de Rimouski, of irregular figure, bounded on the north by lot 570-I (St-Germain St.), on the northeast and on the north by lot 570-2-I, on the northeast, by lot 750-3, on the southeast, by lot 570-2-4, on the southwest, by the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, on the west, by lot 570-2-2 by a curve of fifteen feet (15.0′) for sub-tangent: measuring seventy-one feet and seven/tenths (71.7′) on the north, ninety feet (90.0′) on the northeast, forty-two feet (42.0′) on the north, twenty-nine feet (29.0′) on the northeast, ninety-five feet (95.0′) on the southeast, one hundred and fifty-one feet and five/tenths (151.5′) on the southwest, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the Deputy-Sheriff, Court House, at Rimouski, on the NINETEENTH day of MARCH, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, February 10, 1964. 5643-7-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska and Rimouski

Superior Court, No. 23-717. ROLAND CIMON, tradesman and garageman, domiciled and residing at St-Michel de Squateck and therein carrying on business under the name and style of Garage Squateck Enr., plaintiff *vs* ROSAIRE OUELLET, trucker, of the place called Esprit-Saint, district of Rimouski, defendant.

Lot fifteen (15), range one (I), lots fifteen-A (15-A) and fifteen-B (15-B) range two (2) and lot nine (9), range three (3) all these lots are situated in the township of Laroche, parish of Esprit-Saint, upkeep, improvements and land-clearing and all rights of preemption which the defendant has or may have on the said lots, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To withdraw the part sold to Oscar Roy, today belonging to Robert Grossé.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse d'Esprit-Saint, le DIX-HUITIÈME jour de MARS, 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 10 février 1964.

5644-7-2-o

To be sold at the church door of the parish of Esprit-Saint on the EIGHTEENTH day of MARCH, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office
Rimouski, February 10, 1964.

5644-7-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 28,574. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse *vs* LORENZO BOILY, cultivateur de Ste-Jeanne d'Arc, comté de Roberval, défendeur *vs* P. E. LABERGE et Y. DELWAIDE, en leur qualité de syndic à la faillite dudit Lorenzo Boily, de 369, rue Racine, Chicoutimi, mis-en-cause.

Avis de vente, en bloc

« Une ferme en la paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, comprenant les lots connus et désignés sous les numéros trente-sept et trente-huit (37 et 38) du neuvième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau, mesurant environ deux cent dix acres en superficie, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, comté de Roverval, le VINGT-SIXIÈME jour de FÉVRIER, 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Par: LÉO DE LA BOISSIÈRE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Roberval,
le 20 janvier 1964.

5417-4-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 28,574. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff *vs* LORENZO BOILY, farmer, of St. Jeanne d'Arc, county of Roberval, defendant *vs* P. E. LABERGE and Y. DELWAIDE in their quality of trustees to the bankruptcy of said Lorenzo Boily, of 369, Racine Street, Chicoutimi. Mis-en-cause.

Notice of sale, "en Bloc"

"A farm in the parish of St. Jeanne d'Arc, comprising the lots known and designated under number thirty-seven and thirty-eight (37 and 38) in the ninth range, upon the official plan and book of reference of the cadaster for the township of Dolbeau, measuring about two hundred and ten acres in superficial area, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Ste Jeanne d'Arc, county of Roberval, on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff.
LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
By: LÉO DE LA BOISSIÈRE,

Sheriff's Office,
Court House,
Roberval,
January 20, 1964.

5417-4-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, No 26,346. HENRI VACHON, rentier, de Garthby, comté de Wolfe, district de St-François, demandeur, *vs* EUGÈNE LEMAY, de Weedon, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

« 1° Les lots numéros huit-A et huit-B du rang quatre du canton de Ham Sud. Les lots numéros huit-E et neuf-D (Nos. 8-E et 9-B) du onzième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Ham, paroisse de St-Joseph de Ham-Sud, dans le comté de Wolfe. À charge des servitudes actives et passives pouvant exister sur les lots présentement vendus. Le tout avec les bâtisses dessus construites.

2° Ces certains morceaux de terre sis et situés dans le onzième rang du canton de Ham, connus au cadastre comme étant les lots numéros huit-B et huit-C, (Nos. 8-B et 8-C) avec les bâtisses et camps y érigées; tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes attachées auxdits immeubles spécialement les réserves de mines, si réservées par contrats antérieurs.

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis

Superior Court, No. 26,346. HENRI VACHON, retired, of Garthby, county of Wolfe, district of St-Francis, plaintiff, *vs* EUGÈNE LEMAY, of Weedon, district of St-Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

"1. The lots numbers eight-A and eight-B of range four of the township of Ham-Sud. The lots numbers eight-E and nine-D (8-E and 9-D) of the eleventh range on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Ham, parish of St-Joseph de Ham-Sud, in the county of Wolfe. With the servitudes active and passive which might exist on the lots presently sold. The whole with the buildings thereon erected.

2. These certain pieces of land seated and situate in the eleventh range of the township of Ham, known on the cadastre as being the lots numbers eight-B and eight-C (Nos. 8-B and 8-C), with the buildings and camps thereon erected; as the whole is presently with the servitudes attached to the said immovables, particularly the mining reserves, if reserved by former deeds.

3° Ces certains morceaux de terre sis et situés dans le onzième rang du canton de Ham, et connus au cadastre pour ledit canton comme étant les lots numéros huit-D, neuf-B et neuf-C, (Nos. 8-D, 9-B et 9-C) avec les camps ou bâtisses qui pourraient y être érigées; tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes attachées audits immeubles, spécialement les réserves de mines, si réservées par contrats antérieurs.

4° Les lots numéro huit-B du rang dix, neuf-A du rang neuf et huit-A du rang dix du canton de Ham, avec les bâtisses dessus construites. Toute la lisière de terre prise et détachée du lot numéro neuf-A du rang dix du canton de Ham, comprise entre le chemin public et la ligne de division entre les lots neuf-A et huit-B. »

Pour être vendus « en 4 blocs », — (les immeubles décrits au parg. 1 « en bloc »; les immeubles décrits au parg. 2 « en bloc »; les immeubles décrits au parg. 3 « en bloc »; les immeubles décrits au parg. 4 » en bloc »), — à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de Ham-Sud, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

(Sceau) *Le Shérif*,
Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 10 février 1964. 5626-7-2-o

3. These certain pieces of land seated and situate in the eleventh range of the township of Ham and known on the cadastre for the said township as being the lots numbers eight-D, nine-B and nine-C (Nos. 8-B, 9-B and 9-C), with the camps or buildings which might be thereon erected; as the whole is presently with the servitudes attached to the said immovables, particularly the mining reserves, if reserved by former deeds.

4. The lots numbers eight-B of range ten, nine-A of range nine and eight-A of range ten of the township of Ham, with the buildings thereon erected. All the strip of land taken and detached from lot number nine-A of range ten of the township of Ham, comprised between the public road and the division line between the lots nine-A and eight-B."

To be sold "en 4 blocs",— (the immovables described in parg. 1 "en bloc"; the immovables described in parg. 2 "en bloc"; the immovables described in parg. 3 "en bloc"; the immovables described in parg. 4 "en bloc"), — at the door of the parochial church of St-Joseph de Ham-Sud, TUESDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

(Seal) DONAT JACQUES,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Sherbrooke, February 10, 1964. 5626-7-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, No 13 645. ROLLAND BLANCHARD, vendeur, domicilié à St-Hyacinthe, demandeur *vs* DENIS BOURGAULT, résidant à St-Hugues, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Hugues désignée comme étant les lots numéros soixante-trois et soixante-quatre, (63 et 64), au cadastre de ladite paroisse, mesurant six arpents de largeur, sur vingt arpents de profondeur, borné en front à la rivière Yamaska, en profondeur aux terres de la paroisse de St-Marcel, d'un côté Maurice Nault et de l'autre côté Jean Letendre, le tout avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Hugues, le VINGT-CINQUIÈME jour de FÉVRIER 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GÉRARD BEAUDET.
St-Hyacinthe, le 14 janvier 1964. 5387-4-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

Superior Court, No. 13 645. ROLLAND BLANCHARD, salesman, domiciled at St-Hyacinthe, plaintiff *vs* DENIS BOURGAULT, farmer, of St-Hugues, district of St-Hyacinthe, defendant.

A farm situated in the parish of St-Hugues, designated as being lots number sixty-three and sixty-four, (63 on 64) the cadaster of the said parish, measuring six arpents in width, by twenty arpents in depth, bonded by Yamaska River in front, on the depth by the lands of the parish of St-Marcel, on one side by Maurice Nault and on the other side by Jean Letendre, the whole with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Hugues, the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
St-Hyacinthe, January 14, 1964. 5387-4-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 51433. GERMAIN GRAVEL, cultivateur, domicilié et résidant au Rang Côte Nord, en la paroisse de Ste-Thérèse Ouest, district de Terrebonne, demandeur, *vs* BROOK REALTY CORP., corps politique constitué légalement ayant son siège social et une place d'affaires au No 5950 Côte des Neiges, chambre 103, en les cité et district de Montréal, défenderesse et VARSITY REALTY CORP., corps politique légalement constitué, ayant son siège social et une place d'affaires au No 5950 Côte des Neiges, en les cité et district de Montréal, défenderesse.

Sur la personne des défenderesses l'immeuble suivant, savoir;

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 51433. GERMAIN GRAVEL, farmer, domiciled and residing on Côte Nord Range, in the parish of Ste-Thérèse West, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* BROOK REALTY CORP., body politic, legally incorporated, having its head office and a place of business at No. 5950 Côte des Neiges, room 103, in the city and district of Montreal, defendant, and VARSITY REALTY CORP., body politic, legally incorporated, having its head office and a place of business at No. 5950 Côte des Neiges, in the city and district of Montreal, defendant.

The following immoveable, in the possession of the defendants, to wit:

« Une terre située sur le côté nord du Rang Côte Nord, dans la municipalité de Ste-Thérèse Ouest, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro six cent vingt-sept (Ptie 627), côté nord, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville; les mesures de ladite partie du lot 627 étant décrites, sur le rapport présenté par M. Harold N. Toyle, arpenteur-géomètre, lequel rapport demeurera annexé à la minute des présentes après avoir été reconnu véritable et signé par les parties en présence du notaire. Sans bâtisse, composée comme suit:

1° De partie dudit lot originaire numéro six cent vingt-sept (Ptie 627) mesurant deux cent soixante-quinze pieds (275′) sur le côté nord-est, six cent vingt et un pieds (621′) sur le côté sud-ouest, et six cent soixante-seize pieds (676′) sur le côté sud-est, et bornée comme suit: au nord-est par partie du lot numéro six cent vingt-six (626) audit cadastre, au nord-ouest par partie dudit lot neuf cent quarante-neuf (949), au sud-ouest, par le lot numéro six cent vingt-huit (628) audit cadastre, et au sud-est, par le chemin public;

À distraire cependant une partie dudit lot six cent vingt-sept mesurant deux cents pieds (200′) de profondeur, et deux cent vingt-six pieds et cinq dixièmes de pied (226.5′) dans les lignes sud-est et nord-ouest, et bornée comme suit; en front au sud-est, par le chemin public, en arrière et des deux côtés, par parties dudit lot numéro six cent vingt-sept (Ptie 627) ci-haut décrites; la ligne sud-ouest dans cette réserve es trouve située à une distance de cent cinquante pieds (150′) et parallèle à la ligne de division des lots six cent vingt-sept et six cent vingt-huit (627 et 628);

2° Une autre partie dudit lot numéro six cent vingt-sept (Ptie 627) mesurant six mille cent vingt-cinq pieds (6,125′) dans la ligne nord-est; sept cent trente pieds (730′) dans la ligne nord-ouest; et cinq mille huit cent soixante-seize pieds et demie (5,876.5′) dans la ligne sud-ouest cette partie est bornée comme suit; vers le nord-est, par partie du lot numéro six cent vingt-six (Ptie 626) et le trait carré des terres de la paroisse de Ste-Monique; vers le nord-ouest par le trait carré des terres de la paroisse de Ste-Monique, vers le sud-ouest, par partie du lot numéro six cent vingt-huit (628) audit cadastre; et au sud-est, par une partie du lot numéro neuf cent quarante-neuf (Ptie 949);

La terre vendue mesure cent arpents et douze centièmes d'arpents carrés (100.12 arp. car.).

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Sous réserve de la part du demandeur d'enlever et de disposer à sa guise des bâtisses érigées sur l'immeuble ci-haut décrit lesquelles bâtisses comprennent notamment des garages, percheries et remises à voitures et toutes autres constructions se trouvent sur la partie du lot vendu.

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame de Fatima, 255 Grande Côte, Ste-Thérèse Ouest, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1964 à DEUX heures de l'après-midi. (18/3/64 à 2 h. p.m.).

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
le 10 février 1964.

5640-7-2-o

"A farm situated on the north side of Côte Nord Range, in the municipality of Ste-Thérèse West, known and designated as being a part of lot number six hundred and twenty-seven (P. 627), north side, in the official plan and book of reference of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, the measurements of the said part of lot 627 being described in the report presented by Mr. Harold N. Toyle, land-surveyor, which report will remain annexed to the minutes of the presents, after having been recognized true and signed by the parties in the presence of a notary. Without buildings, composed as follows:

1. Of part of said original lot number six hundred and twenty-seven (P. 627), measuring two hundred and seventy-five feet (275′) on the north-east side, six hundred and twenty-one feet (621′) on the south-west side, and six hundred and seventy-six feet (676′) on the south-west side, and bounded as follows: on the north-east by part of lot number six hundered and twenty six (626) in the said cadaster, on the north-west by part of said lot number nine hundred and forty-nine (949), on the south-west by lot number six hundred and twenty-eight (628) in the said cadaster, and on the south-east by the public road;

To be withdrawn, however, is a part of said lot six hundred and twenty-seven measuring two hundred feet (200′) in depth, and two hundred and twenty-six and five-tenths feet (226.5′) on its south-east and north-west lines, and bounded as follows: in front, on the south-east, by the public road, in the rear and on the two sides by parts of said lot number six hundred and twenty-seven (P. 627) described above; the south-west line of this reserve is situated at a distance of one hundred and fifty feet (150′) and is parallel to the division line between lots six hundred and twenty-seven and six hundred and twenty-eight (627 and 628);

2. Another part of said lot number six hundred and twenty-seven (P. 627) measuring six thousand one hundred and twenty-five feet (6,125′) on its north-east line, seven hundred and thirty feet (730′) on its north-west line, and five thousand eight hundred and seventy-six and one-half feet (5,876.5′) on its south-west line; this part is bounded as follows; on the north-east by part of lot number six hundred and twenty-six (P. 626) and by the trait carré of the farms in the parish of Ste-Monique, on the north-west by the trait carré of the farms in the parish of Ste-Monique, on the south-west by part of lot number six hundred and twenty-eight (628) in the said cadaster, and on the south-east by a part of lot number nine hundred and forty-nine (P. 949);

The farm to be sold measures one hundred arpents and twelve-hundredths of a square arpent (100.12 sq. arp.).

The whole as it is presently to be found, with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immoveable.

Under reserve, on the part of the plaintiff, to remove and use as he so pleases, the buildings erected on the above immoveable, which buildings include, notably, garages, hen-houses and carriage-sheds and all other buildings found on the part of the sold lot."

To be sold at the church door of Notre-Dame oe Fatima, 255 Grande Côte, Ste-Thérèse West, dn WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of MARCH, 1964, at TWO o'clock in the afternoon. (18/3/64 at 2:00 p.m.)

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 10, 1964.

5640-7-2

Ventes pour taxes

Municipalité du comté du Lac St-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné, que conformément aux dispositions du Code Municipal de la Province de Québec, et au règlement numéro soixante de ce Conseil de Comté, adopté le 10 septembre 1947, et approuvé par l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, les propriétés ci-dessous décrites, seront vendues pour taxes, à l'Hôtel de Ville d'Alma, (Salle du Conseil) MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente, s'il en existe alors:

Sales for Taxes

Municipality of the county of Lake St. John-East

Public notice is hereby given that in accordance with the provisions of the Quebec Municipal Code, and with by-law number sixty of the County Council, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable the Minister of Municipal Affairs, the properties below described shall be sold for taxes, at the Town Hall of Alma, (Council Hall) WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of APRIL, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale shall include the buildings erected on the lots put up for sale, should any still exist at the time:

Vendu contre — Sold against	Lot — Lot	Rang — Range	Cadastre canton — Cadaster township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Avis int. — Notice int.	Taxe ég. aqueduc — Sewers, aqueduct taxe
Assistance Loan F. Corp., 4113 Jean Talon Est-East Montréal 38	5-B-2	2 O-W.	Labarre	$173.66	$179.50	$ 2.60	

Un terrain-emplacement sis et situé en le village d'Héberville-Station dans le comté du Lac St-Jean, mesurant cinquante pieds (50) de front ou largeur sur cent pieds (100) de profondeur, faisant partie du lot numéro cinq-B-deux (Ptie 5-B-2), du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, borné en front vers le sud à la rue St-Paul en arrière vers le nord à la profondeur du terrain de la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, joignant à l'ouest le terrain de François Gagné, et à l'est celui de Edmond Deschênes.

A lot of land-emplacement located and situated in the village of Hébertville-Station in the county of Lake St-John, measuring fifty feet (50) in front or width by one hundred feet (100) in depth, forming part of lot number five-B-two (Pt. 5-B-2), of the official cadaster for the second range west of the township of Labarre, with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, bounded in front on the south by St-Paul Street, in rear, on the north by the depth of the land of the Quebec and Lake St-John Railway Company, joining on the west the land of François Gagné, and on the east, that of Edmond Deschênes.

Norge Investment Corp., 1255 Philips Square, Montréal 2	P. 7-A	2 O.-W.	Labarre	288.00	323.56	2.60	

Un terrain-emplacement sis et situé en le village d'Hébertville-Station dans le comté du Lac St-Jean mesurant cinquante pieds (50) de front ou largeur sur cent pieds (100) de profondeur, faisant partie du lot sept-A (Ptie 7-A), du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre, avec les bâtisses construites, appartenances et dépendances, borné en front vers l'est à la rue St-Wilbrod en arrière à la profondeur, vers l'ouest, au terrain de Dame Edmond Simard et au sud à la rue Brassard.

A lot of land-emplacement located and situated in the village of Hébertville-Station in the county of Lake St-John measuring fifty feet (50) in front or width by one hundred feet (100) in depth, forming part of lot seven-A (Pt. 7-A), on the cadaster for the second range west of the township of Labarre, with the buildings erected, appurtenances and dependencies, bounded in front on the east by St-Wilbrod, in rear, on the depth, on the west, by the land of Dame Edmond Simard and on the south by Brassard St.

Louis-Henri Bouchard	97-2, P. 98-4			6.24	16.05	2.10	

a) Le lot numéro quatre-vingt-dix-sept-deux (97-2), du cadastre pour le village d'Hébertville, dans le comté du Lac St-Jean, sans bâtisses; et

b) Un terrain, sis et situé en le village d'Hébertville, dans le comté du Lac St-Jean, mesurant quarante-neuf pieds et demi (49½), de front ou largeur, par quatre-vingt-trois pieds de profondeur, (83), faisant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit-quatre (Ptie 98-4) du cadastre pour le village d'Hébertville, sans bâtisses, et borné au nord aux lots Nos. 102 et 103, au sud à Thomas Ls. Paradis, à l'est au lot No 97-2, et à l'ouest au résidu dudit lot No 98-4, avec droit de passage dans le chemin du vendeur, du côté est.

a) Lot number ninety-seven-two (97-2), on the cadaster for the village of Hébertville, in the county of Lake St-John, without buildings; and

b) A lot of land, located and situated in the village of Hébertville, in the county of Lake St-John, measuring forty-nine feet and one-half (49½), in front or width, by eighty-three feet in depth, (83), forming part of lot number ninety-eight-four (Pt. 98-4) of the cadaster for the village of Hébertville, without buildings, and bounded on the north by lots Nos. 102 and 103, on the south, by Thomas Ls. Paradis, on the east, by lot No. 97-2, and on the west, by the residue of the said lot No. 98-4, with right of way in the road of the vendor on the east side.

Adélard Potvin	P. 4	A	Taillon	3.70	49.24		

Il s'agit d'un chalet construit sur la partie sud du lot No 4, rang A, canton Taillon. Seul le chalet lui appartient. Le terrain appartient à la Fabrique de St-Coeur-de-Marie.

This partains to a cottage built on the south part of lot No. 4, range A, township Taillon. The cottage alone belongs to him. The lot of land belongs to Fabric of St-Coeur-de-Marie.

Jean-Marie Larouche	P. 34-A	6	34-A-54 Taillon	21.00			$ 104.00

Un terrain-emplacement mesurant 100 par 100 pieds, faisant partie du lot 34-A, du cadastre 34-A-54, rang 6, canton Taillon. Sauf à distraire si nécessaire, les servitudes concédées.

A lot of land-emplacement measuring 100 by 100 feet, forming part of lot 34-A, of cacaster 34-A-54, range 6, township Taillon. Save to withdraw, if necessary, the conceded servitudes.

Jos. Élie Tremblay	P. 25-A	7	25-A-89 Taillon	13.00	80.34		8.00

Un terrain-emplacement sis en la municipalité de Ste-Monique, mesurant 50 par 100 pieds, faisant partie du lot 25-A, du cadastre 25-A-89, rang 7, canton Taillon. Sauf à distraire, si nécessaire, les servitudes concédées.

A lot of land-emplacement located and situated in the municipality of Ste-Monique, measuring 50 by 100, forming part of lot 25-A, of the cadaster 25-A-89, range 7, township of Taillon. Save to withdraw, if necessary, the conceded territories.

Vendu contre — Sold against	Lot — Lot	Rang — Range	Cadastre canton — Cadaster township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Avis int. — Notice int.	Taxe ég. aqueduc — Sewers, aqueduct taxe
Joseph Bouchard	P. 25-A	7	25-A-10 Taillon	$ 23.55	$102.76		$ 104.00
Un terrain-emplacement sis en la municipalité de Ste-Monique, mesurant 100 par 100 pieds, faisant partie du lot 25-A, du cadastre 25-A-10, rang 7, canton Taillon. Sauf à distraire, si nécessaire, les servitudes concédées.			A lot of land-emplacement located in the municipality of Ste-Monique, measuring 100 by 100 feet, forming part of lot 25-A, of cadaster 25-A-10, range 7, township Taillon. Save to withdraw, if necessary, the conceded servitudes.				
Léonce Côté	12	12	Taillon	7.00			
Un terrain-emplacement sis en la municipalité de Ste-Monique, mesurant 100 acres, faisant partie du lot 12, rang 12, canton Taillon. Sauf à distraire, si nécessaire, les servitudes concédées.			A lot of land-emplacement located in the municipality of Ste-Monique, measuring 100 acres, forming part of lot 12, range 12, township of Taillon. Save to withdraw, if necessary, the conceded territoires.				
Jean-Paul Sauvé, Syndic-Trustee	P. 34-A	6	34-A-35 Taillon	33.50			12.00
Un terrain sis en la municipalité de Ste-Monique, mesurant 100 pieds par 100, faisant partie du lot 34-A, du cadastre 34-A-35, rang 6, canton Taillon. Sauf à distraire, si nécessaire, les servitudes concédées.			A lot of land located in the municipality of Ste-Monique, measuring 100 feet by 100, forming part of lot 34-A, of the cadaster 34-A-35, range 6, township Taillon. Save to withdraw, if necessary, the condeded servitudes.				
Gérard Tremblay, Thomas	P. 3	6	Taillon	14.15			
Un terrain sis en la municipalité de Ste-Monique, mesurant 100 acres, faisant partie du lot 3, rang 6, canton Taillon. Sauf à distraire, si nécessaire, les servitudes concédées.			A lot of land located in the municipality of Ste-Monique, measuring 100 acres, forming part of lot 3, range 6, township of Taillon. Save to withdraw if necessary, the conceded servitudes.				
Paul-Émile Morel	P. 7	10	Taillon		6.18		
Un terrain sis en la municipalité de Ste-Monique, mesurant 50 acres, faisant partie du lot No 7, rang 10, canton Taillon. Sauf à distraire, si nécessaire, les servitudes concédées.			A lot of land located in the municipality of Ste-Monique, measuring 50 acres, forming part of lot No. 7, range 10, township of Taillon. Save to withdraw, if necessary, the condeded servitudes.				

Donné à Saint-Jérôme, ce 31e jour de janvier 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

5542-6-2-o

Given at Saint-Jérôme, this 31st day of January, 1964.

LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

5542-6-2

Municipalité du comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, M. Villemure, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique au village de Yamachiche, lieu où le conseil dudit comté tient ses sessions, JEUDI, le DOUZIÈME jour de MARS, mil neuf cent soixante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres redevances, dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Municipality of the county of St-Maurice

Public notice is hereby given by the undersigned, M. Villemure, secretary-treasurer of the above said municipality, that the immoveables hereinafter described shall be sold by public auction, in the public hall in the village of Yamachiche, place where the council of the said county holds its meetings, on THURSDAY, the TWELFTH day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-four, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal, school and other debts due to the above mentioned municipalities, unless they are paid with costs incurred before the sale, to wit:

Corporation municipale de Charette — Municipal corporation of Charette

Noms — Names	No du cadastre — Cadastral No.	Rang — Range	Superficie — Area	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Léo Mongrain	P. 168		70′ x 75′	$ 10.95		$ 10.95
Borné au nord par Ovide Dubé, au sud par le chemin public, à l'est par Donat T. Gélinas, à l'ouest par Alcide T. Gélinas.			Bounded on the north by Ovide Dubé, on the south, by the public highway, on the east, by Donat T. Gélinas, on the west, by Alcide T. Gélinas.			
Rose Bergeron	P. 148	Petit-Bellechasse	50′ x 100′	3.41	$ 4.34	7.75
Borné au nord, à l'est et à l'ouest par J. V. Gélinas, au sud par le chemin public.			Bounded on the north, on the east and on the west by J. V. Gélinas, on the south, by the public highway.			
Rose Bergeron	P. 149	Petit-Bellechasse	95′ x 100′	6.82	8.67	15.49
Borné au nord par le chemin public, au sud, à l'est et à l'ouest par Hermile Gélinas.			Bounded on the north, by the public highway, on the south, on the east and on the west, by Hormile Gélinas.			

Yamachiche, 3 février 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
M. VILLEMURE.

5574-6-2-o

Yamachiche, February 3, 1964.

M. VILLEMURE,
Secretary-Treasurer.

5574-6-2-o

Paroisse de Larouche

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du trente janvier 1964 a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de la paroisse de Larouche ainsi qu'à la commission scolaire de la paroisse de Larouche, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par endan public, à Larouche, dans la salle du conseil, à l'Hôtel de Ville, le DEUXIÈME jour de MARS 1964 à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales et autres charges échues avant le 31 décembre 1962 et les taxes scolaires échues avant le 30 juin 1962, auront été payées avant le moment de la vente.

1. Arthur Larouche: Un terrain faisant partie du lot 54, rang 4, canton Kénogami,d'une superficie d'environ 5,564 pieds carrés, ayant 63 pieds de front à la route régionale, 94 pieds de profondeur et 39 pieds de largeur à la profondeur, borné: au sud, par la route régionale; au nord et à l'ouest, par le terrain de Joseph Larouche ou représentants; à l'est par le terrain de Antoine Bérubé ou représentants, sous réserve des droits concédés à la Compagnie Électrique du Saguenay par acte enregistré à Chicoutimi le 25 septembre 1947 sous le numéro 88,452.

2. Wellie Martel: Un terrain faisant partie du lot 6, rang 4, canton Kénogami, mesurant 42 pieds de front, ou largeur, par 69 pieds de profondeur, borné: au nord au terrain de la commission scolaire; à l'ouest, au terrain de Léo et Yvon Labrecque; au sud, à une rue telle qu'elle est ouverte actuellement; à l'est, au terrain de Amédée Lavoie, avec droit, à ses risques, de passer à pied ou en voiture dans la rue ouverte par Amédée Lavoie sur son terrain, et en outre le droit de se servir du canal d'égout également à ses risques.

Ce terrain est sujet aux servitudes concédées à la compagnie Électrique du Saguenay par contrat notarié enregistré sous le numéro 131,452 le 29 février 1956.

Les lots et parties de lots mentionnés ci-dessus sont du cadastre du canton Kénogami et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Larouche, ce 29 janvier 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON DUBOIS.

5570-6-2-o

Parish of Larouche

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated January thirtieth, 1964, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinafter designated for non-payment of arrears in taxes due to the municipal corporation of the Parish of Larouche as well as to the school commission of the parish of Larouche, with interest and costs, and that, consequently, the said immoveables will be sold by public auction, in Larouche, in the Council Chamber, in the Town Hall, on the SECOND day of MARCH, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the immoveables on which the municipal taxes and other charges due before December 31, 1962 and school taxes due before June 30, 1962 have been paid before the sale, will be excluded from the sale.

1. Arthur Larouche: A lot of land forming part of lot 54, range 4, township of Kénogami, having an area of approximately 5,564 square feet, measuring 63 feet in front on the regional highwav, 94 feet in depth and 39 feet in width in depth, bounded on the south by the regional highway, on the north and on the west by the land of Joseph Larouche or representatives, on the east by the terrain belonging to Antoine Bérubé or representatives, under reservation of rights granted to the Saguenay Electric Company by a deed registered in Chicoutimi on September 25, 1947, under number 88,452.

2. Wellie Martel: A lot of land forming part of lot 6, range 4, township of Kénogami, measuring 42 feet in front, or in width, by 69 feet in depth, bounded on the north by the land belonging to the school commission, on the west by the land belonging to Léo and Yvon Labrecque, on the south by a street as it is presently open, on the east by the land of Amédée Lavoie, with right-of-way, at one's own risk, on foot or in vehicles on the street opened by Amédée Lavoie on his terrain, and, moreover, with the right to use the sewage canal, also at one's own risk.

This lot of land is subject to servitudes granted to the Saguenay Electric Company by a notarial contract registered under number 131,452 on February 29, 1956.

The lots or parts of lots mentioned above are in the cadaster of the township of Kénogami and will be sold with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, which may affect them.

The adjudication price of each of these immoveables will be payable immediately.

Moreover, the sale will be subject to the right of withdrawal and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Larouche on January 29, 1964.

GASTON DUBOIS,
Secretary-Treasurer.

5570-6-2

Commission scolaire de St-Jérôme

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-neuf janvier 1964 a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-

School commission of St-Jérôme

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated January twenty-ninth, 1964, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinafter designated, for non-payment

dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues aux commissaires d'écoles de St-Jérôme et à la municipalité du village et de la paroisse de St-Jérôme, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle publique de St-Jérôme (salle des délibérations du conseil, le DEUXIÈME jour de MARS 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires échues avant le 30 juin 1962 et les taxes municipales échues avant le 31 décembre 1962, auront été payées avant le moment de la vente.

1. Jérémie et Laurent Côté — *a*) Un terrain faisant partie du lot un-R, rang A, canton Métabetchouan, mesurant 108 pieds de largeur sur environ 147 pieds de profondeur et borné: en front, vers le nord, à la rue St-Antoine; en arrière, vers le sud, au résidu dudit lot, soit à la profondeur du jeux de tennis actuel, joignant à l'est au terrain de dame Omer Ferland ou représentants et à l'ouest au terrain de Rosario Duchesne.

b) Le lot 45, rang 7, canton Caron.

2. Raymond Gimaiel — Un terrain de figure irrégulière faisant partie des lots un-R et deux-J, rang A, canton Métabetchouan, mesurant en largeur au sud, à la rue St-Pierre ou de la Station, 117 pieds; en largeur au nord, 112 pieds; du côté est, 138 pieds et 6 pouces et du côté ouest, 105 pieds, le tout environ, lesdites mesures prises à l'extérieur des trottoirs, borné: au nord, au terrain de dame Emma Desbiens ou représentants; à l'est à la rue St-Joseph et à l'ouest à la rue longeant le chemin de fer.

Sauf à distraire un terrain faisant partie desdits lots un-R et deux-J du rang A, mesurant au sud 30 pieds de largeur; au nord 39 pieds de largeur environ sur environ 114 pieds de longueur, ledit terrain mesuré à l'extérieur des trottoirs étant l'angle sud-est du terrain décrit ci-dessus et borné: en front ou largeur au sud, à la rue St-Pierre; à l'est à la rue St-Joseph; au nord et à l'ouest au résidu desdits lots, avec de plus accès à un chemin mitoyen autour du magasin, lequel chemin est commun auxdits Jean-Paul Gimaiel et Raymond Gimaiel.

3. Castule Maltais — Un terrain faisant partie du lot 46-A, rang 1, canton Caron, mesurant 100 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, borné: en front ou largeur, vers l'ouest, à la rue St-Basile; en arrière vers l'est au terrain de dame veuve Didyme Néron, étant une partie dudit lot, joignant au sud au terrain de Benoit Boily, et au nord au terrain de dame Didyme Néron ou représentants.

Sujet au chemin mitoyen avec Benoit Boily étant les dix pieds sud du terrain ci-dessus décrit.

4. Assistance Loan & Finance Corporation — Un terrain faisant partie du lot 46-A, rang 1, canton Caron, mesurant 110 pieds de front ou longueur sur environ 45 pieds de largeur ou profondeur au nord, 54 pieds du côté sud, borné en front, vers l'est, partie au chemin public et partie du terrain de la corporation municipale du village de St-Jérôme; en arrière, vers l'ouest, au terrain du chemin de fer, joignant au nord au chemin privé de André Néron ou représentants, lequel chemin conduit à une traverse sur ledit chemin de fer et au sud encore au terrain de

of arrears in taxes due to the school commissioners of St-Jérôme and to the municipality of the village and of the parish of St-Jérôme, with interest and costs, and that, consequently, the said immoveables will be sold by public auction, in the public hall in St-Jérôme (Council meeting hall), the SECOND day of MARCH, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the immoveables on which the school taxes due before June 30, 1962 and the municipal taxes due before December 31, 1962, have been paid before the sale, will be excluded from the sale.

1. Jérémie and Laurent Côté — *a*) A lot of land forming part of lot one-R, range A, township of Metabetchouan, measuring 108 feet in width by approximately 147 feet in depth, and bounded in front, on the north, by St-Antoine Street, in the rear, on the south, by the remainder of the said lot, that is, by the depth of the present tennis court, joining, on the east, the land of Dame Omer Ferland or representatives, and on the west, the land of Rosario Duchesne.

b) The lot 45, range 7, township of Caron.

2. Raymond Gimaiel — A lot of land irregular in shape, forming part of lots one-R and two-J, range A, township of Metabetchouan, measuring, in width, on the south, on St-Pierre or Station Street, 117 feet, in width, on the north, 112 feet, on the east, 138 feet and 6 inches and on the west side, 105 feet, the whole approximately, the said measurements taken on the outside of the sidewalks, bounded on the north by the land of Dame Emma Desbiens or representatives, on the east by St-Joseph Street, and on the west by the street lying along the railroad.

Save to be withdrawn is a lot of land forming part of said lots one-R and two-J, on range A, measuring, on the south, 30 feet in width, on the north, 39 feet in width, approximately, by approximately 114 feet in length, the said terrain measured on the outside of the sidewalks, being the southeast angle of the lot of land described above, and bounded in front, or on the width, on the south, by St-Pierre Street, on the east by St-Joseph Street, on the north and on the west by the remainder of the said lots, having, moreover, access to a common road around the store, which road is the common property of Jean-Paul Gimaiel and Raymond Gimaiel.

3. Castule Maltais — A lot of land forming part of lot 46-A, range 1, township of Caron, measuring 100 feet in width by 100 feet in depth, bounded in front, or on the width, on the west, by St-Basile Street, in the rear, on the east, by the land belonging to Diame Didyme Néron, widow, being a part of the said lot, joining, on the south, the land of Benoit Boily, and on the north, the land Dame Didyme Néron or representatives.

Subject to right-of-way on a common road with Benoit Boily, which road is the ten south feet of the land described above.

4. Assistance Loan & Finance Corporation — A terrain forming part of lot 46-A, range 1, township of Caron, measuring 110 feet in front or on the length by approximately 45 feet in width or on the depth, on the north, 54 feet on the south side, bounded in front, on the east partly by the public road, and partly by the land belonging to the municipal corporation of the village of St-Jérôme, in the rear, on the west, by the land of the railroad, joining on the north a private road belonging to André Néron or representatives, which road leads to a crossing

Assistance Loan and Finance Corporation ou garage.

Les lots ou parties de lots mentionnés aux numéros d'ordre 1 (paragraphe A), et 2 sont du cadastre du canton de Métabetchouan. Ceux mentionnés aux numéros d'ordre 1 (paragraphe B), 3 et 4, sont du cadastre du canton Caron.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Jérôme, le vingt-huit janvier 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

5573-6-2-o

on the said railroad, and on the south, again the land of Assistance Loan and Finance Corporation, or a garage.

The said lots or parts of lots mentioned in numerical order 1 (paragraph A), and 2 are in the cadaster of the township of Metabetchouan. Those mentioned in numerical order 1 (paragraph B), 3 and 4 are in the cadaster of the township of Caron.

These immoveables will be sold with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, which may affect them.

The price of adjudication of each of these immoveables will be payable immediately.

Moreover, the sale will be subject to right of withdrawal and to all other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Jérôme, on January twenty-eighth, 1964.

LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

5573-6-2

INDEX No 7

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

219 – Declaration of an "Arrondissement historique" in Quebec ... 1016
219 – Déclaration d'un arrondissement historique au Québec ... 1016
238 – Concernant l'abolition de la réserve Joffre ... 1017
238 – Concerning the abolition of the Joffre Reserve ... 1017
239 – Concernant la réserve de chasse et de pêche d'Aiguebelle ... 1017
239 – Concerning the Game and Fish Reserve of Aiguebelle ... 1017
240 – Concernant la réserve « parc de Laverendrye » et le sanctuaire de Chochochouane ... 1018
240 – Concerning "parc de Laverendrye" Reserve and Chochochouane sanctuary ... 1018
241 – Concernant la réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia ... 1019
241 – Concerning the Petite Cascapédia Fish and Game Reserve ... 1019
267 – Reconnaissance de la cité de Sherbrooke comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile par les cités de Sherbrooke *et al* ... 1015
267 – Recognition of the city of Sherbrooke as an Apprenticeship Center for the automobile industry for the cities of Sherbrooke *et al* ... 1015
270-A – Barbiers, coiffeurs pour hommes et dames, Terrebonne, Argenteuil *et al* ... 1011
270-A – Barbers and hairdressers, Terrebonne, Argenteuil *et al* ... 1011
270-B – Imprimerie, région de Montréal ... 1014
270-B – Printing, region of Montreal ... 1014
270-C – Industrie de l'imprimerie de Montréal et du district ... 1015
270-C – Printing Industry, Montreal and district ... 1015

AVIS — ***NOTICES***

Assemblée Chrétienne Maranatha (*Requête – Petition*) ... 1019

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de — ***Notices relative to the Act of Charters — Surrender of***

Clubs Associés de Baie Trinité Inc. (Les) ... 1020
Jasmor Construction Inc. ... 1020
Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc. (Les) ... 1020
Mountain Building Inc. (The) ... 1020
Plomberie de LaSalle Inc. ... 1020
Trinity Bay Associated Clubs Inc. ... 1020

Dissoute — ***Dissolved***

Harn Realty Corp. ... 1020

Divers — ***Miscellaneous***

Bodi, Wiedman & Co. Limited (*Dir.*) ... 1021
Clubs Associés de Baie Trinité Inc. (Les) (*Dir.*) ... 1021
Hôpital Jean-Talon (*Dir.*) ... 1023
Hôpital Jean-Talon (*Règl.– By-law*) ... 1023
Laurentian Gardens Inc. (*Dir.*) ... 1021
Laurentide Motels Limited (*Dir.*) ... 1022
Ouimet (L. H.) & cie limitée (*Dir.*) ... 1022
Paris B. B. Q. Inc. (*Dir.*) ... 1022
Service Social du comté de Mégantic (*Règl.– By-laws*) ... 1022
Syndicated Business Brokers Inc. (*Dir.*) 1022
Trinity Bay Associated Clubs Inc. (*Dir.*) ... 1021

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Agences Duroy inc. (Les) ... 956
Ain Enterprises Inc. ... 956
Almur Ltd. ... 957
Amusement Park Restaurants Ltd. ... 957
Anafvincan Inc. ... 957
Artistic Tailors Inc. ... 1003
Association de tir de Baie Comeau ... 958
Assurances Bernard inc. ... 958
Austrian Importing Inc. ... 959
Baie Comeau Rifle Association ... 958
Beaudette & Verpaelst inc. ... 959
Belle Madame, école de charme ltée (La) 959
Beneng Ltd. ... 960

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Bernard & Fabien inc. 960
Blank (WM.) Mfg. Co. Ltd. 961
Boisvert (Gerry), Inc. 961
Bonaire Enterprises Inc. 974
Boulevard Smoke Shop Inc. 961
Boutique de suggestions inc. 962
Bureau d'ajustement central ltée 963
Canadian Adhesives (1963) Limited 962
Canadian Linen Supply Co. Inc. 962
Carnaval Kiwanis Saguenay 963
Central Adjustment Bureau Ltd. 963
Charest (Nap.) & fils inc. 964
Chenette (Adrien) ltée 964
Chibougamau automobile Inc. 964
Chocolats François ltée 965
Cie canadienne de service de linge inc. 962
Cliche, (Conrad) inc. 965
Classic Bookbinding Inc. 997
Club automobile Sher-Lenn Inc. 1000
Club des policiers inc. 966
Compagnie d'aménagement métropolitain limitée (La) 966
Coinex Manufacturing Company Limited 966
Comité des loisirs St-Alphonse de Granby inc. 967
Conseil national de recherches chiropratiques 967
Conseil régional d'expansion (Vaudreuil-Soulanges) 967
Corporation des loisirs St-André inc. (La) 968
Corporation Métro Cèdres (La) 989
Côte St-Luc Pastry Inc. 992
Crédit général inc. 968
Cyr Biscuiterie Inc. 969
Decor Construction Inc. 969
Demers, (Jean) (Johnsville) inc. 969
Demers, (Jean) (Pintendre) inc. 970
Desbiens construction ltée 970
Designers Three Inc. 970
Dessau ltée 971
Devault Auto Parts & Service Ltd. 971
Développement Victoriaville inc. 972
Dominion Transport Moving & Storage Ltd. 972
Doré Fuel Oil Ltd. 972
Drapeau, (P.E.) inc. 973
École Doyon inc. 973
Édifice Renaissance inc. (L') 973
Entreprises Bonaire inc. 974
Entreprise J.B. inc. 974
Entreprises Phibes inc. (Les) 974
Entreprises suisses inc. (Les) 975
Ferronnerie Côté Boivin ltée 975
Fibrex (Canada) Ltd. 975
Fibrex (Canada) ltée 975
First National Property Corporation 976
Fredan Holdings Inc. 976
Garage Tousignant inc. 1004
Golick Holdings Limited 977
Goyer Plumbing Inc. 994
Grenier (Clermont) inc. 977
Hemisphere Investment Services Ltd. 977
Hochelaga Holding (1963) Inc. 978
Husco Distributors Limited 978
Industries Duovitre ltée (Les) 978
J.B. Enterprise Inc. 974
Jalco inc. 979
Joli-Tone Cleaners Inc. 991
Larry Karpman Inc. 979
Kaveh Co. Ltd. 980
Koby Construction Ltd. 980
Lachine Shopping Centre Ltd. 980
Lachute Tire & Radiator Service Ltd. 981
Laforme électronique inc. 981
Laliberté, (Noël) & fils limitée 981
Lalonde (Roger) inc. 982
Lampadaire, inc. (Au) 982
Laurier Tower Inc. 982
Leduc (Marcel) automobile ltée 983
Le Gardeur automobiles ltée 983
Ligue des citoyens unis de Joliette inc. (La) 983
Linda Originals Ltd. 984
Litho Gly Inc. 984
Lobel E & M Inc. 984
Long Lake Canteen Ltd. 985
Lun Hong Restaurant Inc. 985
Luxor Novelty Co. Ltd. (The) 986
Mabra Holdings Inc. 986
Manlea Inc. 986
Marché Domino ltée 987
Marché Superama inc. 987
Margold Ltd. 987
Masse (Louis) Auto Parts Inc. 988
Mercier (Yvan) ltée 988
Metro Cedars Corporation 989
Micho-Mat ltée 989
Moisan (Éloi) inc. 989
Montreal Circle Ltd. (The) 990
Montreal North Sale & Construction Ltd. 990
Myers (Lawrence)Inc. 990
Nadeau (G.) ltée 991
Neijan Custom Tailors Inc. 991
Nettoveurs Joli-Tone inc. 991
New Bois Franc Restaurant Inc. 992
Pâtisserie Côte-St-Luc inc. 992
Pelican Printing Co. Ltd. 992
Perron (G.) construction inc. 993
Pic-Mar Inc. 993
Place d'affaires Simard limitée 993
Plomberie Goyer inc. 994
Powell Investments Ltd. 994
Product-O-Metal Inc. 995
Propriétés Cyrille Labelle ltée (Les) 995
Proulx (Benoit) & fils inc. 995
Publications Midi-Presse inc. (Les) 996
Quebec Steel Products (Industries) Ltd. 996
Quelmec inc. 997
Reliure Classique inc. 997
Rolland (John D. F.) Ltd. 997
Rouleau (David) ltée 998
St-Hyacinthe automobile inc. 998
Sauvé transport inc. 998
Service des loisirs Visitation 999
Shapiro (Helen) Inc. 999
Shepfur Co. Ltd. 1000
Sher-Lenn Automobile Club Inc. 1000
Société Frontenac ltée 1000
Société immobilière Aurèle-Daoust, inc. 1001
Société Laurier inc. (La) 1001
Studec ltée 1001
Suggestions Shop Inc. 962
Suppléments alimentaires Beau Geste inc. (Les) 1002
T. V. Ski-Doo Inc. 1002
Table d'hôte incorporée 1002
Tailleurs Artistic inc. 1003
Taverne Dom-N-Inc. 1003
Tilam Investments Ltd. 1004
Tour Laurier inc. 982
Val-Riche inc. 1004
Vics de Granby incorporée (Les) 1005
Victoriaville Development Inc. 972
Von Roll Ltd. 1005
Winding Diamond Corporation Ltd. 1005
Woreli Management Company. 1006
Zakuta Enterprises Inc. 1006

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Canon construction inc. 1007
Déziel & Dubois Ltd. 1007
Empire Electroplating Works Ltd. 1007
Harvine Industries Corporation 1007
Husk-Air Inc. 1008
I. C. Burners Ltd. 1008
Institut populaire des métiers de l'industrie inc. (L') 1008
Janus Investments Inc. 1010
Laboratoire de cytologie de Montréal inc. 1008
Librairie Hachette (Canada) ltée 1009
Memofax Dry Copy Limited 1009
Mode textile ltée (La) 1009
Montreal Cytology Laboratory Inc. 1008
Motel Provence Inc. 1009
Placements Janus inc. (Les) 1010
Popular Industrial Trade School Institute Inc. 1008
Roll-Up Aluminum Co. Ltd. 1010
Super marché Félix ltée 1010
United Tool Company Ltd. 1010
Vilmont Construction Ltd. 1010
Vilmont construction ltée 1010

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Allison Logging Inc. 1024
Crédit Interprovincial Incorporée (Le). 1024
C.P.C. Direct Mailing Ltd. 1023
Chateau Leasing Ltd. 1023
Corporation d'Expansion Financière 1024
Feuchtwanger Properties (Quebec) Ltd. 1025
Nationwide Food Service (Quebec) Ltd. 1025
Sagittaire Inc. 1024
Société Immobilière Aurèle-Daoust, Inc. 1026
Taverne Legault Inc. 1025
Vercot Inc. 1025
Wesal Inc. 1025

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Association des Pôdiatres P.Q. Inc. 1028
Congrégation de la Fraternité Sacerdotale (La) 1026
Dominicaines du Rosaire (Les) 1028
Dorion, ville – town 1029
Estate Cléophas Saint-Aubin 1030
Fabreville, ville – town 1029
Feinstein (Morris) et – and Sam Biberman 1031
Hôpital Voghel Inc. 1026
Jewish Convalescent Centre 1027
Lamontagne, Guy 1030
Lachine, cité-city 1028
Laurin, Jacques 1028
Montreal Association for the Blind (The) 1032
Royal Trust Company (The) 1032
Ste-Catherine d'Alexandrie 1030
Ste-Thérèse, ville – town, c.s.– s.c. 1032
Sisters of Charity of Saint Mary 1031
Société d'Agriculture du comté de Roberval (La) 1030
Soeurs de Charité de Sainte-Marie 1031
Succession Cléophas Saint-Aubin 1030
Taylor, Duncan Strachan 1031
Trois-Montagnes, village 1028

EXAMEN des Agronomes — ***EXAMINATION Agronomists***

Admission, pratique – practice 1032

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

American Health and Life Insurance Company 1033
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de St-Isidore d'Auckland, comté de Compton 1033

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School municipality of:*

Aylmer Prot. (*Dem.– Appl.*) 1034
St-Vincent-de-Paul (*Dem.– Appl.*) 1034

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Chénier, canton – township 1034
Lachine, par. 1034
La Minerve, canton – township 1034
Québec cité – city (Quartier Montcalm Ward) 1034
St-François-de-Sales, par. 1035
Taschereau (rev.), canton – township 1035
Royer, canton – township (*Erratum*) 1035

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Barbers and hairdresser, St. Francis (*Levy*) 1039
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, St-François (*Prél.*) 1039
Building Trades, St-Jean (*By-law*) 1035
Boulangerie et pâtisserie, Trois-Rivières et district (*Prél.– Levy*) 1040
Commerce, Coaticook (*Prél.*) 1037
Commerce de Gros et de Détail, Rimouski (*Prél.*) 1036
Métiers de la construction, Saint-Jean (*Règl.*) 1035
Trade, Coaticook (*Levy*) 1037
Wholesale and Retail Trade, Rimouski (*Prél.*) 1036

NOMINATION — ***APPOINTMENT***

Conseil en loi de la Reine 1042
Queen's Counsel 1042

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Mise en vigueur des cadastres officiels d'une partie du canton de Franquelin et de Bourdon (comprenant le village de Franquelin) dans la division d'enregistrement de Saguenay 1042
Coming into force of the official cadastres of a part of the township of Franquelin and the township of Bourdon (including the village of Franquelin) in the registration division of Saguenay 1042

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Arthabaska, ville – town 1053
Brossard, ville – town 1052
Côte St-Luc, cité – city 1046
Drummondville, cité – city, c.s.– s.c. 1047
Grand'Mère, cité – city 1048
Magog, c.s.c. 1043
Richmond, c.s.c.r.– r.c.s.c. 1045
St-Romuald-d'Etchemin, ville – town 1049
Trois-Rivières, c.s.c.– c.s.b. 1050

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Baggage*

Canadian Pacific Railway Company... 1054

Loi de faillite *Bankruptcy Act*

Forand, Gilles..... 1054

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Arthabaska *Arthabaska*

Forano Limitée *vs* Grondin & Gingras Ltée..... 1055
Smith *vs* Legendre..... 1055

Gaspé *Gaspé*

Jourdain *vs* Lebreux..... 1056

Joliette *Joliette*

Ferland Construction Inc. *vs* La Barrière Fish and Game Club Inc. 1057

Kamouraska *Kamouraska*

Rivière-du-Loup, cité – city *vs* Côté.... 1058
Tardif *vs* Dumont..... 1057

Montréal *Montreal*

Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal (La) *vs* Dupuis..... 1058
Benta Contractors Ltd. *vs* Chine..... 1059
Kres-Kno (Montreal) Ltd. *vs* Bouffard. 1058
Lawrence *vs* Robert..... 1059
Ross (E.) & Son Ltd. *vs* Saad..... 1060
Tassé (Ernest) Ltée *vs* Prénoveau..... 1060

Nicolet *Nicolet*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Richard *et al*..... 1060
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Richard *et al*..... 1060

Québec *Quebec*

Industries Philias Flamand Ltée (Les) *vs* R. M. Construction Ltée..... 1061

Richelieu *Richelieu*

Banque Canadienne Nationale (La) *vs* Daneau (Gilbert) *et al*..... 1062
Canadian National Bank (The) *vs* Daneau (Gilbert) *et al*..... 1062
St-Joseph de Sorel & Tracy, c.s.– s.c. *vs* Cournoyer..... 1062

Rimouski *Rimouski*

Cimon *vs* Ouellet..... 1064
Gauthier *vs* Bérubé..... 1063
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Bélanger..... 1063
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bélanger..... 1063
Refrigeration Acceptance Co. Ltd. *vs* Morissette..... 1064
Tanguay *vs* Lefrançois..... 1063

Roberval *Roberval*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Boily *et al*..... 1065
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Boily *et al*..... 1065

Saint-François *Saint Francis*

Vachon *vs* Lemay..... 1065

Saint-Hyacinthe *Saint Hyacinthe*

Blanchard *vs* Bourgault..... 1066

Terrebonne *Terrebonne*

Gravel *vs* Brook Realty Corp. *et al*..... 1066

Taxes *Taxes*

Lac St-Jean-Est, comté..... 1068
Lake St. John-East, county..... 1068
Larouche, par..... 1070
St-Jérôme, c.s.– s.c..... 1070
St-Maurice, comté – county..... 1069

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.